

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE RÉGIME LEGAL

DES

Distributions d'Énergie Electrique

EN FRANCE

(LOI DU 15 JUIN 1906)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 25 février 1909 à 2 heures 1/2

PAR

L. URTIN

Président : M. BERTHÉLEMY.

Suffragants : { MM. GARÇON, }
 JACQUELIN, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE RÉGIME LÉGAL

DES

Distributions d'Energie Electrique

EN FRANCE

(LOI DU 15 JUIN 1906)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 25 février 1909 à 2 heures 1/2



PAR

L. URTIN

Président : M. BERTHÉLEMY.

Suffragants : { MM. GARÇON, } professeurs.
JACQUELIN, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

BIBLIOGRAPHIE

- Berthélemy.** — *Traité de droit administratif*, 3^e éd.
Béquet. — *Répertoire de droit administratif*.
Brosse (de la). — *Les installations hydro-électriques dans la région des Alpes*.
Bougault. — *Commentaire de la loi sur les distributions d'énergie électrique*.
Cotelle. — *Droit administratif*.
Dalloz. — *Répertoire périodique*.
— *Code des lois civiles et politiques*.
Decrocq. — *Cours de droit administratif*.
Dufour. — *Droit administratif appliqué*.
Fuzier-Hermann. — *Répertoire*.
Hauriou. — *Précis de droit administratif*.
Hirsch. — *Législation et jurisprudence concernant l'électricité*.
Laferrière. — *Traité de la juridiction administrative*.
Lémonon. — *Le régime légal des distributions d'énergie électrique*.
Lyon-Caen et Renault. — *Manuel de droit commercial*.
Pilon. — *Le problème juridique de l'électricité*.
René de Récy. — *Traité du domaine public*.
Sée. — *Les entreprises de distribution d'énergie électrique*.
Simon-Auteroche. — *Les distributions d'énergie électrique en France*.

Documents parlementaires.

- Rapport de M. Guillaïn*, député, annexé au procès-verbal de la Chambre des députés du 8 février 1898, n° 3014.
Rapport de M. Berthelot, député, annexé au procès-verbal de la séance de la Chambre des députés du 26 juin 1899, n° 1054.
Rapport supplémentaire de M. Berthelot, annexé au procès-verbal de la séance de la Chambre des députés du 4 juillet 1900, n° 1814.
Rapport de M. Janet, député, annexé au procès-verbal de la séance de la Chambre des députés du 13 juillet 1905, n° 2644.
Rapport de M. Chautemps, sénateur, annexé au procès-verbal de la séance du Sénat du 11 avril 1906, n° 212.

LE RÉGIME LÉGAL

DES

Distributions d'énergie électrique en France

LOI DU 15 JUIN 1906

INTRODUCTION

Dans le langage de la science et de la technique modernes, on désigne sous le nom d'énergie, le travail accumulé ou latent sous ses différentes formes : travail mécanique, chaleur, électricité, force vive, lumière, énergie chimique. La plus grande découverte de la physique moderne est d'avoir démontré que dans le système du monde l'énergie ne se perd ni ne se crée, mais se transforme seulement. L'homme ne produit donc pas l'énergie, mais il peut la faire apparaître sous telle ou telle de ses formes et l'utiliser. Le travail mécanique et l'énergie chimique peuvent se transformer en chaleur ou en électricité ; la chaleur et l'électricité peuvent se transformer en travail mécanique, en travail chimique ou en lumière. Le problème capital de l'industrie consiste à

capter l'énergie des forces naturelles, et à la transformer dans les meilleures conditions économiques. Or, l'un des points les plus importants de la solution est la réalisation du meilleur mode de transport de l'énergie. Ce problème, dit M. Blondel, se présente dans toutes les applications de l'énergie aux opérations industrielles, et même, à proprement parler, il les précède (1).

Jusqu'à ces dernières années, la question du transport de l'énergie à grande distance et de sa distribution au public n'avait pas pu se poser devant le législateur, parce que la solution scientifique n'en était que très imparfaitement acquise. Il n'en est plus de même aujourd'hui, grâce aux conquêtes si rapides de la science de l'électricité, dont les applications, nées d'hier, ont pris en quelques années un développement considérable. Ces applications qui peuvent se classer en trois grandes catégories, applications chimiques, métallurgiques et mécaniques ont un trait commun. L'énergie électrique est, en général, produite au point le plus favorable, ou plutôt, puisqu'il n'y a jamais création d'énergie, l'énergie *latente* dans les chutes d'eau ou dans la *houille* (2) est, au point le plus favorable, transformée en énergie électrique.

(1) Note sur les transmissions d'énergie électrique, par M. Blondel, professeur du cours d'électricité appliquée, à l'école nationale des ponts et chaussées.

(2) Il existe bien d'autres sources d'énergie : le vent, le flux de la marée, la force des vagues, la chaleur solaire. La chaleur produite dans le Sahara par les rayons solaires et absorbée par le sable est équivalente à des millions de chevaux-vapeur ; on a calculé qu'un arpent de terre, au tropique, pourrait produire 4.000 chevaux pen-

Cette énergie est ensuite envoyée aux points d'utilisation parfois fort éloignés au moyen de canalisations. Le développement des emplois de l'énergie électrique est précisément dû à cette faculté qu'elle possède d'être aisément transportée, distribuée à grande distance et fractionnée jusqu'à l'infini.

Les usagers du courant électrique, industriels ou particuliers, ont le plus souvent renoncé à produire eux-mêmes aux lieux d'utilisation l'énergie électrique dont ils avaient besoin, cette production ne pouvant se faire que dans des conditions incommodes et onéreuses. Ainsi est née *l'entreprise de distribution d'énergie électrique*, qui a pour objet de produire l'énergie électrique, de la transporter aux points d'utilisation et de la livrer aux usagers du courant (1).

La naissance et le développement de ces entreprises de distribution d'énergie électrique est un des faits les plus caractéristiques de la vie industrielle actuelle et comporte des conséquences industrielles et sociales tellement importantes que le législateur avait le devoir d'intervenir pour donner à l'industrie nouvelle l'appui de la loi.

dant neuf heures par jour. Mais ces sources accessoires d'énergie sont bien peu utilisables à cause du prix élevé d'établissement des appareils nécessaires et de leur faible rendement. Seule, l'énergie naturelle des chutes d'eau et celle de la houille, et accessoirement de l'huile de pétrole, sont industriellement transformables.

(1) R. Sée, *Les entreprises de distribution d'énergie électrique*, A. Rousseau, 1903.

Transformée en travail mécanique au moyen d'une simple dynamo installée au domicile de l'abonné, l'énergie du courant électrique peut donner la puissance motrice au grand industriel dans ses usines, comme à l'artisan travaillant dans sa chambre. Elle fournit aussi aisément 100 chevaux à la filature, que 10 chevaux à la brasserie, à l'atelier du serrurier, du petit fabricant ou que 1 cheval ou $1/20$ de cheval au métier isolé, au dévidoir, à la scie, à la perceuse, à la fendeuse, à la machine à coudre. Elle donne aux tramways, aux chemins de fer, aux voies navigables, sur tout leur parcours, la force motrice nécessaire à la traction de leurs véhicules. Elle pénètre même dans les exploitations agricoles ; elle sert déjà, elle servira de plus en plus, aux usages domestiques.

Transformée en travail chimique ou en chaleur, l'énergie du courant électrique est employée à l'électro-déposition des métaux, au raffinage électrique des métaux, à l'électro-métallurgie (pour l'aluminium notamment), à la soudure des métaux, à la fabrication de nombreux produits chimiques (notamment du carbure de calcium, en vue de la fabrication de l'acétylène), au blanchiment des textiles, etc.

L'utilité sociale des distributions d'énergie n'est certainement par moindre que leur utilité industrielle.

Notre société souffre de la concentration des ouvriers, hommes, femmes et enfants dans les usines. L'atelier familial a disparu. La distribution de l'énergie à domicile permet de le reconstituer et même de le re-

constituer dans les campagnes, où l'artisan, sa femme et ses enfants pourront ensemble joindre le travail agricole au travail industriel (1).

Or la question de la distribution de la force motrice avait été réglée d'une manière tout à fait incomplète par la loi du 25 juin 1895, concernant les conditions d'établissement des conducteurs électriques autres que les conducteurs télégraphiques et téléphoniques. En vue de remédier à l'insuffisance de la législation existante, le ministre des travaux publics prit un arrêté pour instituer une Commission spéciale, présidée par M. Armand Rousseau, conseiller d'Etat, et chargée d'étudier les dispositions d'un projet de loi. Ce projet fut déposé sur le bureau de la Chambre le 12 juillet 1897 et fut l'objet d'un rapport de M. Guillaïn (8 février 1898, n° 3014) qui ne put parvenir à le faire mettre à l'ordre du jour avant la fin de la législature 1894-1898.

Pendant la législature 1898-1902, M. Guillaïn étant devenu ministre, un nouveau projet de loi sur les distributions d'énergie fit l'objet d'un rapport de M. Berthelot, déposé le 26 juin 1899 (2), et d'un rapport supplémentaire, déposé le 4 juillet 1900 (3), contenant une

(1) Rapport de M. Guillaïn à la Chambre des députés. *Doc. Parl.*, n° 3014. Annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre du 8 février 1898.

(2) *Doc. parl.*, n° 1054. Annexe au procès-verbal de la séance du 26 juin 1899.

(3) *Doc. parl.*, n° 1814. Annexe au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1900.

légère modification au projet initial pour donner satisfaction à l'administration des postes et des télégraphes.

Le projet de loi vint en discussion le 10 juillet 1900 (1) ; mais les objections qui furent faites eurent pour résultat de faire renvoyer le projet à la Commission et il ne put être discuté à nouveau avant la fin de la législature.

Une nouvelle commission, ayant pour président M. Paul Delombre, fut instituée et le 3 décembre 1904, M. Janet déposa sur le bureau de la Chambre des députés une proposition de loi sur les distributions d'énergie (2) qui n'était que la reproduction de la proposition de loi annexée au rapport de M. Berthelot, modifiée par son rapport supplémentaire. Cette proposition de loi fut renvoyée à la commission des usines hydrauliques, qui modifia sensiblement le texte qui lui avait été soumis. M. Janet, au nom de la commission, déposa son rapport à la séance de la Chambre du 13 juillet 1905 (3). Le 27 février 1906, l'urgence était déclarée et la loi adoptée sous forme de lecture, sans discussion, et avec une seule adjonction en ce qui concerne la conservation des beaux sites.

M. Chautemps, rapporteur de la loi au Sénat, fit à la séance du 11 avril 1906, un rapport (4) aux termes duquel il concluait à l'adoption pure et simple, et sans mo-

(1) *J. off.*, 1900. Débats. Chambre des députés, n° du 11 juillet.

(2) *J. off.*, 1904. *Doc. parl.*, Chambre des députés, p. 312.

(3) *J. off.*, 1905. *Doc. parl.*, Chambre des députés, n° 2644.

(4) *J. off.*, 1906, *Doc. parl.*, Sénat, n° 212.

difications, de la loi votée par la Chambre. Celle-ci fut votée sans discussion au Sénat, le 12 juin 1906. La loi ainsi votée par la Chambre et le Sénat, sur les distributions d'énergie électrique, fut promulguée le 15 juin 1906 (1).

Elle laissait le soin de la compléter à des règlements d'administration publique qui ont aujourd'hui paru, ainsi que l'un des cahiers des charges-type prévu par l'article 6 de la loi du 15 juin 1906, et les arrêtés déterminant les conditions techniques auxquelles devront satisfaire les distributions d'énergie au point de vue de la sécurité des personnes et des services publics intéressés, ainsi qu'au point de vue de la protection des paysages (art. 19).

Il est dès lors possible de faire un commentaire complet d'une loi qui présente un véritable caractère d'intérêt général et qui a déjà donné lieu à des critiques autorisées. M. Berthelémy, en effet, déclare (2) que la loi du 15 juin 1906 «engendre d'inextricables difficultés» et il en cite deux principales sur lesquelles nous aurons à revenir au cours de ce travail. Avant même que la loi ait été votée, alors qu'elle n'était qu'à l'état de projet, un ingénieur, directeur de la Compagnie d'électricité de l'Ouest-parisien, M. R. Sée, critiquait les articles 7 et 8 du projet conférant au concessionnaire des ouvrages dé-

(1) Voir annexe n° 1.

(2) *Traité élémentaire de droit administratif*, 5^e édition, p. 427, note 1.

clarés d'utilité publique, le droit d'appuyer sous certaines conditions et moyennant indemnité, les supports de ses conducteurs d'énergie sur les bâtiments privés et de faire passer ses conducteurs soit au-dessous, soit au-dessus des propriétés privées. « Ces dispositions soi-disant en faveur des entrepreneurs de distribution d'énergie, écrivait-il (1), nous paraissent au contraire devoir faire subir à ces derniers des charges nouvelles et de longs retards dans l'exécution de leurs travaux. »

Nous aurons l'occasion d'examiner les avantages et les inconvénients de la déclaration d'utilité publique qui a été réglementée par les articles 11 et 12 de la loi du 15 juin 1906.

EXPOSÉ. — *De la classification des distributions d'énergie électrique.*

La loi ne s'applique qu'aux distributions et non aux usines de production (2) ; et elle n'envisage la distribu-

(1) R. Sée, *Les entreprises de distribution d'énergie électrique*, p. 120, Rousseau, 1903.

(2) La question de la « production » de l'énergie a été l'objet de nombreux travaux parlementaires. En nous bornant à la précédente législature, nous citerons : la proposition de loi présentée le 30 mai 1903 par MM. Millerand et Pierre Baudin et qui n'était que la reproduction d'un projet de loi déposé dans la législature antérieure par MM. Baudin et Jean Dupuy ; la proposition de loi présentée le 23 juin 1903 par M. Guillaïn ; le rapport de M. Bouctot, au nom de la commission d'initiative parlementaire, déposé le 20 octobre 1903 ; le projet de loi de M. Mougeot, ministre de l'agriculture, relatif aux usines hydrauliques sur les cours d'eau non navigables, ni flottables, établi sur les bases des conclusions de la Commission instituée au

tion qu'après les bornes de l'usine. Les distributions sont réparties en cinq catégories :

1° Les distributions qui n'empruntent pas la voie publique et qui sont situées en distance horizontale à dix mètres au moins d'une ligne télégraphique ou téléphonique préexistante ;

2° Les distributions qui, sans emprunter les voies publiques, c'est-à-dire, tout en restant dans le domaine d'un particulier s'approchent de moins de dix mètres en distance horizontale d'une ligne télégraphique préexistante ;

3° Les distributions qui empruntent la voie publique sur une partie de leur parcours et ne sollicitent qu'une simple permission de voirie ;

4° Les distributions qui ont comme base juridique une concession, c'est-à-dire un contrat engendrant des obligations et des droits réciproques, cahier des charges et tarif maximum ;

5° Les distributions qui ont obtenu une concession

mois de juin 1903, « en vue d'assurer une meilleure utilisation des forces hydrauliques des cours d'eau non navigables » ; la proposition de loi de MM. Pierre Baudin et Millerand sur les usines hydrauliques ; le projet de loi de M. Ruau, ministre de l'agriculture, relatif aux usines hydrauliques sur les cours d'eau non navigables ni flottables (12 juin 1906). Ce projet et ces propositions ont été renvoyés à une commission de 22 membres, dite des usines hydrauliques, au nom de laquelle M. Al. Lebrun a déposé un rapport annexé au procès-verbal de la séance de la Chambre des députés du 21 février 1908 (n° 1535). Les représentants de l'industrie des forces hydrauliques repoussent le système de MM. Baudin et Millerand et se rallient à celui du gouvernement (V. annexes du rapport, p. 68 et suiv.).

avec déclaration d'utilité publique, à cause du but qu'elles se proposent.

La loi et les règlements d'administration publique prévoient chacun de ces cas. Pour plus de clarté nous suivrons la classification légale, chaque titre faisant la matière d'un chapitre.

CHAPITRE PREMIER

DES DISTRIBUTIONS SITUÉES SUR DES TERRAINS PRIVÉS, A PLUS DE DIX MÈTRES D'UNE LIGNE TÉLÉGRAPHIQUE OU TÉLÉPHONIQUE.

Texte de l'article 1^{er} de la loi du 15 juin 1906 : —
« Art. 1^{er}. — Les distributions d'énergie électrique qui ne sont pas destinées à la transmission des signaux et de la parole et auxquelles le décret-loi du 27 décembre 1851 n'est pas dès lors applicable, sont soumises pour leur établissement et leur fonctionnement aux conditions générales ci-après. »

« Art. 2. — Une distribution d'énergie électrique n'empruntant en aucun point de son parcours des voies publiques peut être établie et exploitée, soit sans autorisation ni déclaration, soit lorsque ses conducteurs doivent être établis, en un point quelconque, à moins de dix mètres de distance horizontale d'une ligne télégraphique ou téléphonique préexistante, en vertu d'une autorisation délivrée dans les conditions spécifiées au titre II de la présente loi. »

La loi du 15 juin 1906 s'applique à toutes les distributions d'énergie *électrique*, sauf celles destinées à la transmission des signaux et de la parole que l'article 1^{er}

considère comme régies par le décret-loi du 27 décembre 1851 et sans faire de distinction entre les lignes télégraphiques et téléphoniques. La législation et la jurisprudence, en effet, assimilent les lignes télégraphiques et téléphoniques tant en ce qui concerne leur établissement, leur entretien et leur fonctionnement, qu'en ce qui touche les contraventions délits et crimes auxquels elles peuvent donner lieu (loi du 28 juillet 1885 ; Cons. d'Et., 12 janvier 1894, Dalloz, 95.3.10).

Mais la loi ne vise que les distributions d'énergie électrique. Le projet de loi annexé au rapport de M. Berthelot du 26 juin 1899 s'appliquait aux divers modes de transport de l'énergie par des ouvrages fixes, c'est-à-dire non seulement par des conducteurs d'électricité, mais encore par des conduites d'eau à haute pression ou d'air comprimé. Il a paru préférable à la commission des usines hydrauliques, de ne viser dans la nouvelle loi que les distributions d'énergie électrique, à cause de la difficulté de trouver pour certains articles une rédaction applicable aux distributions de toute nature (1). Par contre, la loi du 15 juin 1906 vise toute distribution d'énergie électrique, que la distribution soit faite au public ou n'intéresse que les particuliers ; l'article 1^{er} de la nouvelle loi ne contient aucune restriction.

On remarquera enfin que la loi de 1906 ne s'occupe que du transport et de la distribution de l'énergie élec-

(1) Rapport de M. Janet, Chambre des députés, *J. off.*, 1904, *Doc. parlam.*, p. 399.

trique au moyen d'ouvrages fixes ; elle ne réglemeute pas les distributions qui pourraient être faites « au moyen de véhicules circulant sur les voies publiques et contenant des réceptacles d'énergie accumulée (accumulateurs d'électricité) (1).

L'article 2 de la loi du 15 juin 1906 a laissé subsister le régime de liberté établi par les articles 1^{er} et 2 de la loi du 25 juin 1895, pour les distributions situées sur des terrains privés à plus de dix mètres d'une ligne télégraphique ou téléphonique.

Il sera assez rare qu'une distribution importante remplisse ces deux conditions. On peut toutefois supposer le cas où une industrie considérable ayant de vastes terrains d'un seul tènement fera une distribution entre ses divers locaux. Si elle ne fait pas traverser à ses fils les voies publiques qui séparent par exemple deux de ses constructions et si elle ne s'approche pas à plus de dix mètres d'une canalisation aérienne télégraphique ou téléphonique, elle rentre évidemment dans cette première catégorie.

Le régime d'une pareille situation est celui de la liberté absolue ; aucune demande aucune déclaration, aucune autorisation n'est nécessaire, ce qui s'explique parce que la voirie publique n'est pas intéressée et que, d'autre part, l'administration des télégraphes admet qu'à dix mètres d'intervalle ses conducteurs ne sont pas menacés

(1) Voir rapports de MM. Berthelot et Janet, *loc. cit.*

par le voisinage d'autres conducteurs électriques (1).

(1) La distance de 10 mètres est, en effet, celle qui est nécessaire pour la protection d'une ligne au point de vue mécanique ; elle correspond à la hauteur maximum des poteaux employés, de telle sorte que la chute d'un poteau ne puisse atteindre une ligne voisine établie à cette distance.

CHAPITRE II

DES DISTRIBUTIONS SITUÉES SUR DES TERRAINS PRIVÉS, A
MOINS DE DIX MÈTRES D'UNE LIGNE TÉLÉGRAPHIQUE OU
TÉLÉPHONIQUE.

I

Il suffit qu'en un point quelconque la distance entre la projection horizontale de la ligne de distribution d'énergie électrique et celle de la ligne télégraphique soit inférieure à dix mètres pour que la distribution rentre dans cette seconde catégorie. « Une distribution d'énergie électrique n'empruntant en aucun point de son parcours des voies publiques peut être établie et exploitée....., lorsque ses conducteurs doivent être établis, en un point quelconque, à moins de 10 mètres de distance horizontale d'une ligne télégraphique ou téléphonique *préexistante*, en vertu d'une autorisation délivrée dans les conditions spécifiées au titre II de la présente loi. »

De l'emploi du mot *préexistante*, il faut conclure que si, la distribution une fois établie, une ligne télégraphique ou téléphonique était ensuite posée à moins de dix mètres des conducteurs, la distribution pourrait continuer à être exploitée sans autorisation, ni déclaration. Si l'administration des télégraphes estimait alors que la

distribution est trop rapprochée de la ligne télégraphique, elle n'aurait d'autre moyen, à défaut d'entente amiable, pour obliger le propriétaire à déplacer ses conducteurs, que de recourir à l'expropriation pour cause d'utilité publique, par application de l'article 13 de la loi du 28 juillet 1885 : « Dans le cas où il serait nécessaire, porte cet article, d'exécuter, pour l'établissement des lignes, des travaux de nature à entraîner une dépossession définitive, il ne pourrait, à défaut d'entente entre l'administration et les propriétaires, être procédé que conformément aux lois des 3 mai 1841 et 27 juillet 1870. Toutefois, l'indemnité, le cas échéant, serait réglée dans la forme prévue par l'article 16 de la loi du 21 mai 1836. »

Le déplacement des constructions constituerait des travaux entraînant une dépossession définitive.

II. — *Ouvrages établis sur des terrains privés sous le régime des autorisations.*

Textes : Article 4 de la loi du 15 juin 1906. — « Les autorisations prévues par l'article 2, sont délivrées par le préfet, en conformité de l'avis émis par l'administration des postes et des télégraphes et dans un délai de trois mois à partir de la demande.

Les installations visées dans ces autorisations devront satisfaire aux conditions techniques déterminées par les arrêtés prévus à l'article 19 de la présente loi.

Elles devront être exploitées et entretenues de manière

à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques et téléphoniques par les lignes préexistantes.

Lorsque, pour prévenir ou faire cesser ce trouble, il sera nécessaire d'exiger le déplacement ou la modification des lignes télégraphiques ou téléphoniques préexistantes, et en cas de non-entente avec l'exploitant, la nature des travaux à exécuter sera déterminée par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, après avis du comité d'électricité visé par l'article 20. Dans tous les cas, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge de l'exploitant. »

Texte de l'article 19 de la loi du 15 juin 1906. — « Des arrêtés pris par le ministre des travaux publics et le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, après avis du comité d'électricité, déterminent les conditions techniques auxquelles devront satisfaire les distributions d'énergie au point de vue de la sécurité des personnes et des services publics intéressés, ainsi qu'au point de vue de la protection des paysages. Ces conditions seront soumises à une révision annuelle. »

Texte des articles 1 et 2 du règlement d'administration publique du 3 avril 1908, concernant les autorisations pour les distributions d'énergie électrique établies exclusivement sur des terrains privés.

« ART. 1^{er}. — Toute demande en autorisation pour les ouvrages de distribution d'énergie électrique à établir

exclusivement sur des terrains privés, mais à moins de dix mètres de distance horizontale d'une ligne télégraphique ou téléphonique préexistante, est adressée en double expédition au préfet qui la transmet immédiatement à l'ingénieur en chef du contrôle.

« Elle est accompagnée d'un plan indiquant le tracé de la ligne et d'un état de renseignements, conforme au modèle arrêté par le ministre des postes et des télégraphes, après avis du comité d'électricité.

« ART. 2. — L'ingénieur en chef du contrôle, après avoir constaté que les ouvrages projetés rentrent dans la catégorie prévue par le titre II de la loi du 15 juin 1906, transmet le dossier à l'ingénieur en chef des télégraphes ou à son délégué ; celui-ci formule son avis sur les conditions techniques auxquelles doit satisfaire l'installation en vue d'éviter les troubles dans le fonctionnement des lignes télégraphiques ou téléphoniques préexistantes ; il indique, s'il y a lieu, les travaux à exécuter à cet effet, fait signer au demandeur les engagements nécessaires et adresse le dossier au préfet.

« Le préfet, en conformité de l'avis de l'administration des télégraphes, accorde l'autorisation demandée. »

Celui qui veut établir une distribution d'énergie sur des terrains privés, mais à moins de dix mètres de distance de lignes télégraphiques ou téléphoniques préexistantes doit adresser au préfet une demande d'autorisation.

Dans le ressort de la préfecture de police cette demande doit être adressée au préfet de police (arg. art. 2, § 2 de la loi du 25 juin 1895 et travaux préparatoires de la loi du 15 juin 1906) ;

La demande est établie en double expédition, sur papier timbré (Loi du 13 brumaire an VII, art. 12, § 9) ; elle est accompagnée :

1° D'un plan indiquant le tracé de la ligne (Règl. d'adm. publique du 3 avril 1908, art. 1^{er}, § 2) ;

2° D'un état de renseignements, conforme au modèle arrêté par l'administration des télégraphes, après avis du comité d'électricité (même règlement).

Le règlement d'administration publique du 3 avril 1908 n'ayant pas déterminé l'échelle à laquelle doit être fait le plan indiquant le tracé de la ligne, on pourra adopter une échelle quelconque pourvu qu'elle soit suffisante et permette à l'administration de se rendre exactement compte des détails essentiels aux points importants, tels que les croisements avec les lignes télégraphiques ou téléphoniques.

Mais il est inutile de joindre les pièces qui étaient exigées par la circulaire administrative du 5 septembre 1895, faite pour assurer l'exécution de la loi du 25 juin 1895, savoir :

La description détaillée du projet d'installation ;

Un croquis sommaire ou diagramme du système de distribution.

L'état de renseignements conforme au modèle arrêté

par l'administration des postes, après avis du comité d'électricité, est ainsi libellé :

Etat des renseignements à joindre à une déclaration d'établissement de conducteurs d'énergie électrique en dehors des voies publiques (1).

Je soussigné (nom et prénoms), demeurant à et faisant élection de domicile à rue n° . . . , voulant établir des conducteurs d'énergie électrique en dehors des voies publiques,
lesdits conducteurs d'énergie électrique étant destinés à

Déclare fournir les renseignements suivants, en conformité des prescriptions ministérielles du 21 mars 1908, et à l'appui de ma demande en date du

(1) Cet imprimé est fourni gratuitement par l'administration des postes et télégraphes.

LIGNE OU RÉSEAU DE. A

DEMANDES. RÉPONSES.

I. — SYSTÈME DE DISTRIBUTION

Définition du système et en particulier le nombre de fils.

II. — VOISINAGE DES LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES OU TÉLÉPHONIQUES

	SECTIONS (1).	INTENSITÉ du courant circulant dans la sec- tion.	TENSION du courant circulant dans la sec- tion (2).	DISTANCE minimum.
	—	—	—	—
1° Indiquer les sections où les conducteurs d'énergie électrique aériens seront établis dans la zone de 10 mètres en projection horizontale située de chaque côté d'une ligne télégraphique ou téléphonique aérienne et donner pour chacune de ces sections : 1° l'intensité et le voltage du courant circulant ; 2° la distance minimum auxdites lignes télégraphiques ou téléphoniques.				
2° Indiquer les points de croisement des conducteurs d'énergie électrique aériens avec les lignes télégraphiques ou téléphoniques et faire connaître pour chacun de ces points les précautions prises pour éviter tout contact éventuel entre les conducteurs d'énergie électrique et les fils télégraphiques ou téléphoniques dans les deux cas suivants :				

(1) Les extrémités de chaque section devront être désignées par des lettres correspondantes sur le plan joint à la demande.
(2) Indiquer s'il s'agit de courants alternatifs ou continus. Dans le cas de courants alternatifs, la tension à déclarer est la différence maximum de potentiel efficace entre les conducteurs ; les valeurs dites *efficaces* sont celles qui sont lues sur les appareils de mesure.

DEMANDES.

RÉPONSES.

A. Cas de courants alternatifs de tension supérieure à 120 volts ou de courants continus de tension supérieure à 600 volts.

B. Cas de courants alternatifs de tension égale ou inférieure à 120 volts ou de courants continus de tension égale ou inférieure à 600 volts.

3° Indiquer les sections où la canalisation *souterraine* d'énergie électrique est à moins d'un mètre en projection horizontale d'une conduite télégraphique ou téléphonique et faire connaître pour chacune de ces sections : 1° l'intensité et la tension du courant circulant ; 2° la distance minimum auxdites lignes télégraphiques ou téléphoniques.

POINTS DE CROISEMENT.		PRÉCAUTIONS PRISES	
—		—	
SECTIONS (1).	INTENSITÉ du courant circulant dans la section.	TENSION du courant circulant dans la section (2)	DISTANCE minimum.
—	—	—	—

(1) Les extrémités de chaque section devront être désignées par des lettres correspondantes sur le plan joint à la demande.

(2) Indiquer s'il s'agit de courants alternatifs ou continus. Dans le cas de courants alternatifs, la tension à déclarer est la différence maximum du potentiel efficace entre les conducteurs ; les valeurs dites *efficaces* sont celles qui sont lues sur les appareils de mesure.

DEMANDES.

RÉPONSES.

4° Indiquer les points de croisement de la canalisation souterraine d'énergie électrique avec les conduites souterraines télégraphiques ou téléphoniques et faire connaître pour chacun de ces points la distance minimum auxdites conduites télégraphiques ou téléphoniques.

POINTS.

DISTANCE MINIMUM.

5° Indiquer les précautions spéciales prises pour éviter les dérivations à ceux de ces points pour lesquels la distance est inférieure à 50 centimètres.

POINTS.

PRÉCAUTIONS PRISES

6° Indiquer les précautions prises pour éviter l'induction.

7° Indiquer les parties du réseau qui ne sont pas constituées par des conducteurs voisins parcourus par des courants égaux et de sens contraire.

III. — CONTROLE

Moyens mis par le déclarant à la disposition du service des Postes et des Télégraphes, soit dans l'usine, soit sur les sections établies dans une zone de dix mètres en projection horizontale de chaque côté d'une ligne télégraphique ou téléphonique, pour mettre ce service en mesure de se rendre compte des données électriques du courant circulant sur ces sections.

J'indique ci-dessous sur le croquis explicatif du système de distribution la section des conducteurs et les intensités du courant dans les diverses branches du circuit, quand le réseau fonctionnera à pleine puissance.

J'indique également sur ce croquis les sections de lignes télégraphiques ou téléphoniques, aériennes ou souterraines, qui seront placées dans la zone de dix mètres et leurs distances aux conducteurs d'énergie électrique dont je demande l'établissement.

(Croquis).

A , le (1).

(1) Lieu, date et signature.

L'autorisation donnée ne dispense pas le propriétaire de la distribution de l'obligation d'entretenir les lignes de façon que par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble ne soit apporté aux transmissions télégraphiques ou téléphoniques. C'est pour cela que l'article 19 stipule que les conditions techniques déterminées par les arrêtés ministériels sont soumises à une révision annuelle.

Seulement l'exploitant a le droit de demander l'autorisation de déplacer ou de modifier lui-même, à ses frais, les lignes dont il trouble le fonctionnement. S'il y a divergence de vues entre l'Administration et le distributeur, la nature des travaux à exécuter sera déterminée par le Ministre des Postes et Télégraphes, après avis du Comité d'électricité et ils pourront être exécutés par les agents du distributeur, à ses frais.

En ce qui touche les lignes établies postérieurement à l'installation de la distribution, il incomberait à l'Administration de prendre elle-même, lors ou après l'établissement de ces lignes, les mesures et les précautions nécessaires pour éviter tout trouble dans les transmissions ; mais elle ne pourrait obliger le propriétaire de l'installation précédemment autorisée, à modifier ou à déplacer son exploitation, sauf, en cas d'impossibilité de coexistence entre l'installation de distribution d'énergie électrique et la nouvelle ligne, à procéder par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique (art. 13 de la loi du 28 juillet 1885).

III. — *Des refus d'autorisation.*

C'est le préfet qui statue sur la demande d'autorisation, mais il est lié par l'avis de l'Administration des postes et télégraphes : « Les autorisations..... sont délivrées par le préfet, *en conformité* de l'avis émis par l'Administration des postes et télégraphes » disent l'article 4, § 1^{er}, de la loi et l'article 2, § 2, du règlement d'administration publique du 3 avril 1908.

En cas de refus d'autorisation, le pétitionnaire a-t-il un recours contre la décision du préfet ?

Plusieurs cas sont à envisager :

1^o Le préfet peut refuser l'autorisation en conformité de l'avis de l'Administration des postes et télégraphes ;

2^o La décision du préfet peut ne pas avoir été rendue dans les formes prescrites par la loi ;

3^o Le préfet peut laisser s'écouler le délai de trois mois sans répondre à la demande d'autorisation.

1^{er} CAS.

Lorsque le préfet refuse l'autorisation en conformité de l'avis de l'Administration des postes et télégraphes, un recours contentieux est-il possible ? M. Simon-Auteroche (1) ne le croit pas. « Le pétitionnaire, dit cet auteur, ne peut que demander la réformation de cette décision

(1) *Les distributions d'énergie en France*, 1^{er} F., n^o 6, § 4. — Simon-Auteroche, Librairie J. B. Sirey.

par *la voie gracieuse*, c'est-à-dire, solliciter l'Administration de bien vouloir, après un nouvel examen de l'affaire, revenir sur la première décision, en s'adressant, soit à l'autorité qui a rendu celle-ci, soit à l'autorité hiérarchique supérieure. Mais il ne pourra se pourvoir par la *voie contentieuse*, car sa réclamation contre l'acte administratif dont il s'agit ne peut être fondée que sur la *lésion d'un simple intérêt*, et non sur la *violation d'un droit acquis* » (Comp. Ducrocq, *Cours de droit administratif*, 6^e éd., t. 1^{er}, n^o 249, et Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 1^{er}, p. 5 et t. II, p. 393 et suiv.).

Nous pensons, au contraire, que le refus d'autorisation rendu conformément à l'avis de l'Administration des postes et télégraphes, peut être l'objet d'un recours contentieux en annulation, soit qu'on envisage la décision du préfet comme un acte discrétionnaire, soit qu'elle rentre au contraire dans la catégorie des actes de puissance publique ordinaires (1).

(1) C'est dans cette seconde catégorie que nous la classerions, en raison des travaux préparatoires de la loi du 13 juin 1906.

La difficulté provient de l'expression employée par le législateur de 1906, qui parle d'une *autorisation* nécessaire à l'établissement d'une distribution d'énergie électrique lorsque ses conducteurs doivent être établis en un point quelconque à moins de dix mètres de distance horizontale d'une ligne télégraphique ou téléphonique préexistante.

Or, M. Laferrière (*Juridiction administrative*, 2^e éd., t. II, p. 423) définit les actes discrétionnaires « ceux que l'administration accomplit d'après sa libre appréciation, afin de pourvoir aux *intérêts généraux* ou particuliers et non pour satisfaire à des *droits* ou à *la loi* ». Et il poursuit par une énumération : « Tels sont les règlements administratifs faits dans un intérêt général, ... *le refus* ou le retrait

Si la décision du préfet constitue un acte d'administration discrétionnaire, elle ne peut être attaquée pour excès de pouvoir du chef de violation de la loi et des

d'*autorisation* ou de concession révocables, et un grand nombre d'autres actes dans lesquels domine également la libre appréciation de l'administration ». En disant que les distributions dont s'agit ont besoin pour être exploitées d'une *autorisation*, la loi semble avoir voulu réserver à l'administration le droit d'accorder ou de refuser l'*autorisation* demandée. Mais l'étude des travaux préparatoires infirme cette opinion et nous croyons que le rôle de l'administration consiste simplement à s'assurer que le demandeur en autorisation est en règle avec les règlements, ou en deux mots que l'*autorisation* dont parle l'article 2 n'est qu'une simple *déclaration* de l'intention qu'a le demandeur d'établir une distribution d'énergie électrique dans les conditions du 2^e alinéa de l'article 2 de la loi du 15 juin 1906.

« Cet article, disait M. Janet dans son rapport, en parlant de l'article 4, entièrement nouveau, indique la *procédure* à laquelle seront soumises les distributions d'énergie dont il est parlé à l'article 2, qui n'empruntent, en aucun point de leur parcours, des voies publiques, mais doivent être établies à moins de dix mètres de distance horizontale d'une ligne télégraphique préexistante. *Les dispositions de cet article s'inspirent de celles de la loi du 25 juin 1895 concernant l'établissement des conducteurs d'énergie électrique et particulièrement des prescriptions de l'article 2 de la loi susvisée.* »

Or l'article 2 de la loi du 25 juin 1895 porte que « les conducteurs aériens ne pourront être établis dans une zone de 10 mètres en projection horizontale de chaque côté d'une ligne télégraphique ou téléphonique, *sans entente préalable*, avec l'administration des postes et des télégraphes.

« En conséquence, tout établissement de conducteurs dans les conditions du paragraphe précédent devra faire l'objet d'une *déclaration* préalable adressée au préfet du département et au préfet de police dans le ressort de sa juridiction.

« Le département des postes et des télégraphes *devra* notifier, dans un délai de trois mois à partir de la déclaration, l'*acceptation du projet ou les modifications qu'il réclame dans l'établissement des conducteurs aériens.*

« En cas de non-entente, les conducteurs aériens seront établis, conformément à la décision du ministre du commerce et de l'industrie,

droits acquis, mais elle peut l'être du chef d'incompétence, ou de violation des formes, ou même de détournement de pouvoir (Berthélemy, *Traité de droit adminis-*

après avis du comité d'électricité visé par l'article 6 ci-dessous. »

Les dispositions de cet article ne laissent aucun doute sur le caractère des droits respectifs des parties. L'exploitant d'une distribution d'énergie électrique avait, dans tous les cas, le droit d'établir ses conducteurs, et l'administration ne pouvait refuser *sa déclaration*. Elle avait seulement de son côté le droit de demander des modifications sur lesquelles, en cas de non-entente, il était statué par le ministre.

Or ce sont justement ces dispositions de l'article 2 de la loi du 25 juin 1895 qui ont passé dans la loi du 15 juin 1906. Le rapport de M. Janet ne laisse aucun doute à cet égard :

« Le texte annexé au rapport Berthelot, dit M. Janet, laissait subsister les dispositions de la loi du 25 juin 1895 concernant l'établissement des conducteurs d'énergie électrique, qui n'étaient pas contraires à la nouvelle loi. *Il a paru préférable à votre Commission d'inscrire dans son texte, les articles de la loi du 25 juin 1895 qui étaient conservés, de manière à pouvoir abroger en bloc la loi en question.* Il a été difficile de faire accepter cette solution par l'administration des postes et télégraphes qui désirait ne pas remettre en discussion le paragraphe 1^{er} de l'article 2 de cette loi, spécifiant que les conducteurs aériens ne pouvaient être établis dans une zone de dix mètres en projection horizontale d'une ligne télégraphique, *sans entente préalable avec elle*, et l'adhésion qu'elle a donnée finalement à l'ensemble de la proposition de loi a été expressément subordonnée au maintien de la disposition en question. »

Ce n'est donc pas, à proprement parler, une *autorisation* que demande le pétitionnaire et que l'administration peut refuser d'accorder ; c'est une déclaration en vue d'arriver à *une entente* sur les conditions dans lesquelles doivent être établis les conducteurs d'énergie électrique distants de moins de 10 mètres de lignes télégraphiques ou téléphoniques préexistantes.

La conséquence de cette interprétation, si elle était admise, serait que l'administration ne pourrait pas refuser d'accorder l'autorisation demandée, dès l'instant que le pétitionnaire est en règle avec les prescriptions des arrêtés réglementaires et que le refus d'autorisation donnerait ouverture à un recours contentieux de pleine juridiction pour violation *d'un droit*.

tratif, 5^e éd., p. 913, 914 et 922 ; Comp. Hauriou, *Précis de droit administratif*, p. 288).

Or, il se peut que l'administration des postes et télégraphes motive l'avis qu'elle doit donner au préfet et que celui-ci doit suivre obligatoirement, sur ce que le demandeur en autorisation « refuse de signer les engagements nécessaires pour les travaux à exécuter » (art. 2 du règlement d'administration publique du 3 avril 1908). Le demandeur en autorisation peut prétendre que l'administration exige des engagements exorbitants, et que par un abus de pouvoir « elle veut se faire délivrer un véritable blanc-seing par le concessionnaire au moment où il demande l'approbation de ses projets et avant de lui délivrer cette autorisation ». Ce sont les termes mêmes dont s'est servi M. Berthelot dans son rapport complémentaire (1) au nom de la commission pour justifier la rédaction d'un article nouveau inséré pour « que tous les droits soient respectés et qu'il ne soit pas fait un usage léonin des réserves stipulées dans l'intérêt général ».

Il y aurait dans ce cas un véritable détournement de pouvoir — puisque l'administration userait de son pouvoir discrétionnaire pour des motifs autres que ceux en vue desquels ce pouvoir lui a été attribué — pouvant donner lieu à l'ouverture d'un recours contentieux d'annulation, ou pour excès de pouvoir.

(1) Chambre des députés, *Doc. parlam.*, annexe au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1900, n° 1814.

Si, au contraire, on considère que l'arrêté par lequel le préfet, conformément à l'avis de l'administration des postes et télégraphes, refuse l'autorisation est un acte d'administration ou de puissance publique ordinaire, il peut être attaqué par un recours contentieux en annulation, même du chef de violation de la loi et des droits acquis. Or, en refusant l'autorisation demandée parce que le pétitionnaire ne veut pas soumettre à telle ou telle servitude administrative qu'il juge ou prétend exagéré, l'administration peut violer le droit de propriété. Il est reconnu que les atteintes portées à la propriété et aux droits qui en dérivent donnent ouverture à des recours pour excès de pouvoir du chef de violation de la loi et des droits acquis (Cons. d'Etat, 27 mai 1863, Drillet de Lanigou ; 9 janvier 1868, Archambault).

2^e CAS. — *La décision du préfet peut ne pas avoir été rendue dans les formes légales.*

Dans ce cas, et si le préfet, par exemple, avait refusé l'autorisation, sans avoir pris l'avis de l'administration des postes et télégraphes, ou contrairement à l'avis de celle-ci qui était d'accorder l'autorisation, le pétitionnaire pourrait se pourvoir par la voie contentieuse, car l'acte du préfet serait alors entaché de vice de forme et d'incompétence et il est toujours possible, en pareil cas, de se pourvoir en annulation contre les actes administratifs discrétionnaires ou ordinaires (Ducrocq, *op. cit.*, n° 252 ; Laferrière, *op. cit. et loc. cit.*).

Dans les deux cas que nous venons d'examiner, c'est le Conseil d'Etat statuant au contentieux qui serait compétent pour connaître du recours pour excès de pouvoir (lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872, art. 9). Le recours devrait être formé dans le délai de deux mois (1), du jour de la notification de l'arrêté préfectoral attaqué, sauf les délais de distance prévus par l'article 73 du Code de procédure civile, si le pétitionnaire demeurait hors de la France continentale (décret du 22 juillet 1806, art. 11 et 13, et loi des finances du 13 avril 1900, art. 24, § 4).

3^e CAS. — *Silence du préfet.*

Le paragraphe 1^{er} de l'article 4 de la loi du 15 juin 1906 dit que « les autorisations sont délivrées par le préfet dans un délai de trois mois à partir de la demande » (2). Ce délai pourrait-il être abrégé ? La loi est muette à cet égard et l'administration ne pourrait donc

(1) Nous rappelons que ce recours est exempt de formes et à peu près exempt de frais. L'exemption de frais en matière de recours pour excès de pouvoir résultait de l'article 1^{er} du décret du 2 novembre 1864. Elle n'était pas complète. Les requérants payaient encore les droits de timbre et d'enregistrement qui restaient à leur charge, même s'ils triomphaient dans leur recours. — La loi des finances du 17 avril 1906, art. 4, n'impose le droit d'enregistrement qu'à ceux dont la requête est rejetée (Berthélemy, *loc. cit.*, p. 922, note 2).

(2) Cette formule positive du législateur qui ne mentionne que « la délivrance des autorisations » est au moins incomplète. Si le préfet a le droit de refuser l'autorisation, en conformité de l'avis de l'administration des postes, il eût été plus exact de dire que « le préfet doit statuer dans le délai de trois mois à partir de la demande ».

pas être obligée de statuer dans un délai plus court, même s'il y avait urgence ou s'il s'agissait d'effectuer une installation temporaire ; on ne pourrait, en pareil cas, que faire appel à sa bienveillance.

Si le préfet laisse s'écouler le délai de trois mois sans répondre à la demande d'autorisation, ce silence, prolongé encore pendant un mois, équivaudra à une décision de rejet et donnera lieu à l'ouverture d'un recours devant le Conseil d'Etat (L. du 17 juillet 1900, art. 5).

Jusqu'à cette loi le silence de l'administration ne faisait naître aucune action ; seul le silence du *ministre*, dans les cas prévus limitativement par le décret du 2 novembre 1864, donnait ouverture à un recours. Depuis la loi du 17 juillet 1900 ce recours existe en cas d'inaction de toute autorité pourvue d'un pouvoir d'administration propre, préfet, maire, conseil général et commission départementale.

Ainsi il n'est pas besoin de réclamer au ministre contre le silence du préfet pour pouvoir postérieurement, en cas de nouveau silence du ministre pendant quatre mois, porter son recours devant le Conseil d'Etat. Si le préfet, qui doit délivrer l'autorisation dans un délai de trois mois, laisse s'écouler quatre mois sans répondre, le pétitionnaire peut se pourvoir devant le Conseil d'Etat par un recours pour excès de pouvoirs du chef de violation de la loi et des droits acquis.

CHAPITRE III

DES OUVRAGES DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE ÉTABLIS SOUS LE RÉGIME DES PERMISSIONS DE VOIRIE.

Texte de l'article 5 de la loi du 15 juin 1906.— « Art.5. Les permissions de voirie sont délivrées par le préfet ou par le maire, suivant que la voie empruntée rentre dans les attributions de l'un ou de l'autre, sous les conditions ordinaires des arrêtés réglementaires relatifs à ces permissions, et en outre sous les conditions stipulées par les règlements d'administration publique visés à l'article 18 de la présente loi.

Elles ne peuvent prescrire aucune disposition relative aux conditions commerciales de l'exploitation.

Elles ne peuvent imposer au permissionnaire aucune charge pécuniaire autre que les redevances prévues au paragraphe 7 de l'article 18.

Aucune permission de voirie ne peut faire obstacle à ce qu'il soit accordé sur les mêmes voies des permissions ou concessions concurrentes. »

SECTION UNIQUE

Les distributions d'énergie électrique empruntant le

domaine public pour leurs installations peuvent se faire sous l'une des trois formes suivantes :

La permission qui ne comporte aucune condition relative à l'exploitation, qui est normalement illimitée mais révocable dans l'intérêt du domaine.

La concession simple subordonnée à un cahier des charges ; elle est faite pour un temps fixé, elle n'est révocable, même dans l'intérêt du domaine, que sauf indemnité.

La concession déclarée d'utilité publique emporte en outre le droit d'exproprier ; elle implique l'utilisation de servitudes administratives spéciales (1).

L'article 5 de la loi du 15 juin 1906 détermine les conditions d'octroi des permissions de voirie pour les distributions d'énergie électrique qui se contenteront de ce régime.

Ces conditions sont de deux sortes :

1° Celles qui naissent de ce principe que l'administration chargée de la police du domaine public doit, à ce titre, en assurer la libre disposition et en empêcher l'usurpation ; qu'elle peut cependant *tolérer* les occupations privatives de ce domaine en accordant à cet effet une autorisation spéciale qui prend le nom de permission de voirie.

2° Les conditions qui imposent au distributeur d'énergie l'obligation de prendre toute mesure pour que la cir-

(1) Berthélemy, *loc. cit.*, p. 427, note 1.

culatlon des personnes ne soit pas menacée par les conducteurs et que les services publics ne soient pas entravés par le voisinage du courant. On groupe ces conditions sous le nom de conditions techniques de l'exploitation.

A ces deux sortes de conditions, il faut joindre les conditions de forme de la demande.

§ 1^{er}. — **Formes de la demande.**

Les permissions de voirie, dit l'article 5, § 1^{er}, sont délivrées par le préfet ou par le maire, suivant que la voie empruntée rentre dans les attributions de l'un ou de l'autre.

C'est donc au préfet qu'il faudra s'adresser en ce qui concerne les routes nationales et départementales (Cons. d'Etat, 17 déc. 1882, D. 84.3.17; 31 juillet 1896, D. 98.3.1), les chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun (tribunal des conflits, 13 janvier 1883, D. 84.3.84) et les rues, places ou marchés formant le prolongement de ces mêmes voies (loi du 8 déc. 1864, art. 1^{er}, règlement général du 6 déc. 1870, art. 175 et Circulaire du ministre de l'intérieur du 15 mai 1884).

Le règlement d'administration publique du 3 avril 1908, article 3, distingue selon que la demande de permission de voirie pour une distribution d'énergie électrique doit s'étendre sur un ou plusieurs départements. Dans le premier cas, la demande est adressée au préfet du départe-

ment qui en donne récépissé et la transmet immédiatement à l'ingénieur en chef du contrôle.

Si la distribution doit s'étendre sur plus d'un département, la demande est adressée au ministre des travaux publics, qui désigne le service chargé de l'instruction, transmet le dossier à ce service et en avise les préfets des départements intéressés et le demandeur.

La demande, qui doit être rédigée sur papier timbré (règlement du 6 décembre 1870, art. 172 et loi du 13 brumaire an VII, art. 12, § 9), indique le lieu où le pétitionnaire élit domicile et où lui seront valablement faites par l'administration toutes notifications utiles. Elle est accompagnée d'un avant-projet comprenant :

- 1° Un extrait de carte à l'échelle de 1/80 millième ;
- 2° Un plan général et une nomenclature des voies publiques à emprunter ;
- 3° Un mémoire indiquant la destination et l'importance de la distribution, l'emplacement et la nature des ouvrages projetés ;
- 4° Des dessins donnant les types des installations à établir sur le domaine public.

Le pétitionnaire fournit, sur la demande du service du contrôle, des exemplaires du dossier en nombre suffisant pour l'instruction (art. 4 du règlement d'administration publique du 3 avril 1908).

La demande est alors instruite dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 3 avril 1908, articles 5 à 9 (1).

(1) ART. 5. — Lorsque la distribution doit emprunter en tout ou

En ce qui concerne les demandes de permission de voirie pour des distributions qui empruntent exclusivement des chemins vicinaux ordinaires, des chemins ru-

partie des voies dépendant de la grande voirie, des chemins vicinaux de grande communication ou des chemins d'intérêt commun, l'ingénieur en chef consulte les ingénieurs et agents voyers préposés à l'administration de ces voies.

Il communique à chacun des maires des communes traversées l'extrait du dossier concernant sa commune. Dans le délai de quinze jours, les maires renvoient à l'ingénieur en chef les pièces communiquées en formulant leurs observations sur les permissions qui sont de la compétence du préfet et en joignant à leur envoi les arrêtés portant délivrance des permissions de voirie pour les voies qui sont de leur compétence ou, à défaut, en indiquant les motifs qui s'opposent à la délivrance de ces permissions.

Si la demande prévoit une distribution d'éclairage, le délai imparti aux maires est porté à un mois pour les communes où doit être distribuée la lumière ; les maires de ces communes provoquent l'avis du conseil municipal et le joignent au dossier.

Si la demande vise une ou plusieurs communes où existent déjà des concessions de distribution d'énergie, l'ingénieur en chef invite les concessionnaires antérieurs à fournir leurs observations dans le délai de quinze jours.

L'instruction terminée, l'ingénieur en chef transmet, avec son rapport, un exemplaire du dossier au préfet de chaque département.

ART. 6. — Dans le cas où il y a accord entre les services intéressés et où, en cas de distribution d'éclairage, aucun conseil municipal n'a fait d'opposition, le préfet délivre les permissions qui sont de sa compétence, en raison de la nature des voies publiques à emprunter et remet au demandeur les permissions délivrées par les maires pour les chemins vicinaux ordinaires, les chemins ruraux et les voies urbaines, ou les délivre lui-même en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 98 de la loi municipale du 5 avril 1884 et en avise les maires.

ART. 7. — En cas de désaccord entre les services intéressés ou d'opposition d'un conseil municipal à une distribution d'éclairage, le dossier est transmis au ministre des travaux publics qui, après avis du ministre de l'intérieur, renvoie ce dossier au préfet avec ses instructions.

ART. 8. — Dans tous les cas où la distribution projetée doit em-

raux (1) ou la voirie urbaine — sauf les rues, places, marchés qui sont le prolongement de la grande voirie, — c'est le maire de chaque commune qui est compétent pour délivrer la permission.

prunter, autrement que par une simple traversée, des voies dépendant de la grande voirie et non affectées à la circulation publique, le préfet, avant de statuer, transmet le dossier au ministre des travaux publics qui, après examen, lui renvoie ce dossier avec ses instructions.

ART. 9. — Lorsque la demande vise plusieurs départements, chaque préfet transmet le dossier, avec son avis, au ministre des travaux publics, qui, après examen, lui renvoie ce dossier, en lui faisant connaître dans quelles conditions les permissions de voirie doivent être accordées. S'il y a désaccord entre les services intéressés ou s'il y a opposition d'une commune en cas de distribution d'éclairage, le ministre des travaux publics prend, au préalable, l'avis du ministre de l'intérieur.

(1) Les chemins ruraux se distinguent en chemins ruraux reconnus, chemins ruraux non reconnus et chemins d'exploitation (loi du 20 août 1881). Il pourra arriver qu'un particulier proteste contre l'arrêté du maire accordant l'autorisation de voirie pour un chemin des 2 premières catégories. Il est utile de rappeler que, si un arrêté de reconnaissance a été pris, l'action au possessoire ne peut plus avoir lieu quand le délai d'une année s'est écoulé depuis l'arrêté de reconnaissance pris par la commission départementale et que c'est par une instance au tribunal civil que le riverain devrait se faire rendre justice ; que si aucun arrêté de reconnaissance n'a été pris, l'action possessoire ne peut être évitée ; enfin que s'il s'agit d'un chemin ou sentier d'exploitation, le maire n'a pas qualité pour accorder la permission de voirie. En effet, en l'absence de titres, les chemins d'exploitation sont présumés appartenir aux propriétaires riverains, chacun en droit soi (art. 33, loi du 20 avril 1881). L'autorisation devra donc être demandée au propriétaire de la moitié du chemin sur lequel un poteau ou un appareil devra être placé.

Remarquons que les propriétaires d'un chemin d'exploitation n'en sont pas copropriétaires et que par suite l'un d'eux ne peut invoquer ce titre pour faire supprimer les travaux qui ne sont pas faits dans la partie, en droit soi, qui lui appartient. Il y a sur le chemin une série de propriétés divisées et les parcelles ne sont grevées au profit des parcelles voisines que d'une servitude de passage.

Pour les distributions de cette nature, les permissions de voirie nécessaires doivent être demandées à chaque maire, mais être adressées au préfet (art. 3 du règlement d'administration publique du 3 avril 1908). Après étude des dossiers, l'ingénieur en chef les adresse au maire de chaque commune avec son avis sommaire.

Les maires des communes où existe déjà une distribution publique concédée invitent le concessionnaire antérieur à fournir ses observations dans un délai maximum de dix jours, à l'expiration duquel il est passé outre.

Aussitôt après avoir statué, les maires en avisent l'ingénieur en chef et lui envoient des duplicata des permissions délivrées (art. 10 du règlement du 3 avril 1908).

Qu'il s'agisse de distribution d'énergie électrique empruntant la grande voirie, la voirie urbaine ou rurale, *et sauf disposition contraire de la permission initiale*, tout branchement nouveau doit faire l'objet d'une permission spéciale (art. 11).

§ 2. — Conditions ordinaires des permissions de voirie.

La loi du 15 juin 1906 n'innove rien au régime actuel des permissions de voirie (1). Les principes généraux de la matière sont résumés dans l'article 176 du règlement d'administration publique du 6 décembre 1870 aux termes duquel : « Toute autorisation, de quelque nature qu'elle soit, réservera expressément les droits des tiers ;

(1) Rapport Janet, *loc. cit.*, p. 13.

elle stipulera, pour les ouvrages à établir sur la voie publique ou sur ses dépendances, l'obligation d'entretenir constamment ces ouvrages en bon état. Les arrêtés d'autorisation porteront que ces autorisations seront révocables, soit dans le cas où le permissionnaire ne remplirait pas les conditions imposées, soit si la nécessité en était reconnue dans un but d'utilité publique. »

La réserve des droits des tiers permettra à ceux-ci de réclamer des dommages-intérêts, ou même la démolition des ouvrages exécutés sur la voie publique, quand ils établiront que ces droits sont lésés par l'existence de ces ouvrages ou qu'il a été porté atteinte, par exemple à un droit de propriété, de servitude, leur appartenant. Les ouvrages en question étant exécutés dans un intérêt privé et n'ayant point, par conséquent, le caractère de travaux publics, ce sont les tribunaux judiciaires et non les tribunaux administratifs qui seront compétents pour connaître des réclamations des tiers (Cons. d'Etat, 4 août 1876, D. 77.3.5; Cass., 23 juillet 1879, D. 80.1.127; 31 décembre 1879, D. 80.1.109; 9 juin 1885, D. 85.1.445; 20 juin 1887, D. 87.1.273); toutefois, si la démolition des ouvrages devait affecter le sol de la voie publique, l'autorité judiciaire ne pourrait ordonner cette démolition et le rétablissement des lieux dans leur état primitif qu'à la charge par le permissionnaire, et à son défaut, par le réclamant, d'obtenir préalablement l'autorisation de l'administration (Cons. d'Etat, 14 février 1861, D. 61.3.18). D'autre part, la permission de

voirie, étant précaire et révocable, ne pourrait contenir l'autorisation d'exécuter sur le sol de la voie publique des travaux ayant pour effet de modifier l'assiette de cette voie (Cons. d'Etat, 4 janvier 1895, D. 96.3.6 ; 18 décembre 1891, D. 93.3.44).

Lorsque l'autorité compétente pour accorder l'autorisation de voirie est le préfet, le maire doit être consulté pour la partie qui traverse sa commune ; il donne son avis ; le préfet peut ne pas en tenir compte, mais il doit le lui demander à peine de nullité (D. 1883.3.32 et 1881.3.75).

§ 3. — Conditions techniques concernant les permissions de voirie.

En outre des conditions ordinaires aux permissions de voirie, l'autorisation doit être donnée sous les conditions déterminées par les règlements d'administration publique visés à l'article 18.

D'après les termes de cet article ces conditions s'appliquent : 1°...

« 4° Aux conditions générales et d'intérêt public auxquelles devront satisfaire les ouvrages servant à la distribution d'énergie, soit en vertu de concessions, soit en vertu de permissions de voirie ;...

« 6° Aux mesures relatives à la police et à la sécurité de l'exploitation des distributions d'énergie électrique ;...

« 8° Et en général à toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi.

« Les règlements visés par les alinéas 2°, 4° et 6° seront pris après avis du comité d'électricité. »

L'article 19 porte que « des arrêtés pris par le ministre des travaux publics et le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, après avis du comité d'électricité, déterminent les conditions techniques auxquelles devront satisfaire les distributions d'énergie au point de vue de la sécurité des personnes et des services publics intéressés, ainsi qu'au point de vue de la protection des paysages. Ces conditions seront soumises à une revision annuelle. »

Le règlement d'administration publique prévu par les alinéas 4° et 6° de l'article 18 de la loi du 15 juin 1906 a été rendu le 3 avril 1908 ; et le ministre des travaux publics a pris, à la date du 21 mars 1908 (*J. off.* du 22 mars 1908), l'arrêté fixant les conditions techniques d'établissement des lignes de distribution d'énergie. Les dispositions de ces règlement ou arrêté seront étudiées au chapitre VI.

§ 4. — Des refus de permission.

La loi n'a pas innové en cette matière. Il est donc certain que le refus d'une permission de voirie n'est pas, en principe, un acte de nature à être déféré à la juridiction administrative contentieuse par application des lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872 (Cons. d'Etat, 6 mars 1885, D. 86.3.113) ; le pétitionnaire n'est pas recevable à discuter, par la voie contentieuse, les motifs

du refus d'autorisation (Cons. d'Etat, 26 décembre 1891, D. 93.3.28 ; 27 mars 1903, D. 04.3.88). Bien des fois, cependant, on a essayé d'assimiler le refus au retrait et de plaider l'illégalité d'un refus basé sur des motifs qui avaient été déclarés iniques quand ils constituaient la cause juridique d'un retrait. Le Conseil d'Etat a toujours repoussé la demande parce que le refus constitue « une décision entièrement discrétionnaire ». En refusant l'autorisation, l'administration, en effet, « ne lèse ni un droit, ni même un intérêt ; elle s'abstient simplement d'accorder une faveur ; elle n'agit pas, elle se borne à refuser d'agir (Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. II, p. 527).

Mais la décision contenant le refus d'autorisation pourrait cependant être déférée à la juridiction contentieuse, soit pour incompetence, soit pour vice de forme (Laferrière, *op. cit.*, p. 468 et 492. — Comp. Cons. d'Etat, 26 décembre 1891 précité). Devraient donc être annulés sur recours pour excès de pouvoirs les arrêtés préfectoraux qui auraient rejeté la demande de permission de voirie, sans que le maire ait été appelé à donner l'avis exigé par l'article 98, § 3, de la loi du 5 avril 1884 (Cons. d'Etat, 26 novembre 1886, D. 88.3.22). Mais l'acte annulé pourra, comme nous l'avons dit précédemment, être refait dans les formes prescrites et aboutir à un nouveau refus. Que le recours contentieux soit ou non possible contre le refus de permission de voirie, le recours hiérarchique sera, au contraire, toujours possible (V.

Laferrière, *op. cit.*, t. I, p. 153 et suiv.). Contre le refus du préfet on pourra donc se pourvoir auprès du ministre des travaux publics s'il s'agit d'une route nationale ou départementale, ou de l'intérieur s'il s'agit de chemins vicinaux de grande communication ou d'intérêt commun et contre le refus du maire auprès du préfet.

La faculté de recourir contre le refus du maire résulte formellement de l'article 98, § 4, de la loi du 5 avril 1884, ainsi conçu : « Les permissions de voirie à titre précaire ou essentiellement révocable sur les voies publiques qui sont placées dans les attributions du maire, et ayant pour objet, *notamment*, l'établissement dans le sol de la voie publique des canalisations destinées au passage ou à la conduite, soit de l'eau, soit du gaz, peuvent, en cas de refus du maire non justifié par l'intérêt général, être accordées par le préfet. » Celui-ci a un pouvoir discrétionnaire pour apprécier si le refus du maire est ou non justifié par l'intérêt général et sa décision n'est pas susceptible de recours pour excès de pouvoir (Cons. d'Etat, 27 mai 1887, D. 88.3 99 ; 31 janv. 1890, D. 91.3.68 ; 12 juin 1891, D. 92.3.123).

On remarquera que le préfet a le droit d'intervenir, sur la demande des intéressés, non seulement quand il s'agit des intérêts d'un particulier, mais encore d'un conflit entre deux ou plusieurs municipalités. En supposant qu'une commune ait l'intention de puiser sa force ou son éclairage à une source d'énergie créée en dehors de son périmètre et séparée d'elle par le territoire d'une com-

mune voisine ; si le maire de cette dernière commune refuse l'autorisation de passer sur ses voies publiques à l'entrepreneur chargé de relier l'usine de production au territoire de la commune contractante et cela dans le but d'obtenir certains avantages comme prix de son consentement, le préfet pourra donner l'autorisation au lieu et place du maire.

§ 5. — Des retraits de permission.

Les autorités compétentes pour retirer la permission sont évidemment celles qui étaient compétentes pour la donner.

Mais ici l'administration n'a plus le même pouvoir discrétionnaire. En effet, quand l'administration retire une permission accordée, « elle rend une décision positive qui détruit un état de choses existant et qui lèse directement les intérêts qui s'y rattachent » (Laferrière, *op. cit.*, t. II, p. 527). La permission ne peut donc être retirée que dans l'intérêt de la viabilité ou de la police du domaine public (Cons. d'Etat, 19 février 1886, D. 87.3.74 ; 9 juin 1893, D. 94.3.64 ; 15 novembre 1895, D. 96.3.89) ; elle ne saurait, au contraire, être retirée « pour des motifs étrangers à la conservation et à la police de la voie publique » (Cons. d'Etat, 19 mars 1868 et 21 mars 1873, D. 73.3.91 ; 29 novembre 1878, D. 79.3.33 ; 19 mars 1880, D. 80.3.109 ; 19 février 1886, 8 février 1889, D. 90.3.51). La jurisprudence de la Cour de cassation est dans le même sens. Les arrêts de la Cour de cassation ont

décidé notamment qu'était illégal l'arrêté d'un maire retirant l'autorisation de poser sur la voie publique des fils et appareils destinés à l'éclairage électrique des particuliers, quand ce retrait a eu lieu dans le but d'éviter à la commune les suites d'un procès à elle fait par la compagnie concessionnaire de l'éclairage au gaz (Cass., 27 juillet et 3 août 1893, D. 94.1.197) (1).

Il faut remarquer que toute permission est révocable *ad nutum*, sans discussion possible de la part du permissionnaire du plus ou moins d'opportunité de la mesure, laquelle échappe à l'examen du Conseil d'Etat, dès qu'il est établi que l'administration a agi dans la limite de ses pouvoirs. Ainsi que le dit M. Laferrière (t. II, p. 525), « toutes les fois que l'arrêté de révocation invoque un intérêt de viabilité ou de conservation de la voirie publique et que cette assertion n'est pas détruite par l'instruction administrative, le Conseil d'Etat décide que l'administration a agi dans l'exercice de ses pouvoirs de police et, sans vouloir rechercher si elle a bien ou mal agi, elle rejette la requête » (Cons.d'Etat, 25 janvier 1889, *Lebon*, p. 74 ; 19 février 1886, *Lebon*, p. 151).

Ce sont ces principes constants qui sont rappelés dans

(1) Voir Berthélemy, *op. cit.*, p. 423 et note 2. Le retrait d'une permission de voirie, dit cet auteur, implique que cette permission constitue, par suite d'une circonstance nouvelle, une gêne pour la sécurité ou la liberté de la circulation, ou un danger pour la conservation du domaine. Tout retrait qui n'aurait pas cette justification serait un acte arbitraire contre lequel on pourrait se pourvoir devant le Conseil d'Etat. Jurisprudence constante. Cass., 27 juillet 1893 précité ; 11 août 1891, *Georgi*, D. 92.1.545, S. 92.1.132.

l'article 12 du règlement d'administration publique du 3 avril 1908. Les permissions de voirie autorisant des distributions d'énergie électrique peuvent être revisées sous les conditions ordinaires des arrêtés réglementaires relatifs à ces permissions.

Elles peuvent être révoquées sous les mêmes conditions et, notamment, si le permissionnaire ne se conforme pas, après mise en demeure, aux obligations qui lui sont imposées, soit par sa permission, soit par les lois et règlements. Les permissions sont également révocables si la distribution cesse d'être affectée à la destination qui avait motivé l'autorisation.

Si le permissionnaire est l'objet d'un retrait illégal, la première chose à faire, c'est de frapper l'arrêté de retrait d'un recours pour excès de pouvoir. Il a pour cela un délai de deux mois ainsi que nous l'avons dit plus haut. Mais le recours pour excès de pouvoir n'est pas suspensif ; il se peut donc que le permissionnaire ait été obligé d'exécuter l'arrêté de retrait et que celui-ci, dans la suite, ait été annulé ; dans ce cas il est certain que le permissionnaire aura droit à des dommages-intérêts (1). Quel sera le tribunal compétent pour déterminer cette indemnité ? Ce sera le tribunal civil ; le Conseil d'Etat, la Cour de cassation et les cours d'appels sont unanimes sur ce point.

L'arrêt le plus important dans cet ordre d'idées a été

(1) Comp. Berthélemy, *op. cit.*, p. 923.

rendu dans une affaire Duclée contre la ville de Tourcoing le 10 décembre 1886 (D. 88.3.33).

D'ailleurs toutes les difficultés qui regardent les conséquences d'une simple autorisation appartiennent à la juridiction civile ; un arrêt de la Cour d'appel de Paris l'a déclaré en termes formels, le 16 avril 1902, dans un procès intenté par la compagnie concessionnaire des eaux de la banlieue de Paris contre la société le « Triphasé » pour l'obliger à ménager un espace de 2 mètres entre les conduites de la compagnie des eaux et les conducteurs d'énergie électrique du « Triphasé » (V. dans le même sens un arrêt du 2 mai 1881, S. 82.2.140).

Il peut se faire que le maire poursuive devant le tribunal de simple police, pour inobservation et violation d'un arrêté de retrait, la partie, victime d'un arrêté de retrait, qui ne veut pas l'exécuter. Dans ce cas il faut résister à cette poursuite en soutenant l'illégalité de l'arrêté de retrait ; car il est certain que le juge des contraventions ne peut condamner que si l'arrêté sur lequel est basée la poursuite est légal. La jurisprudence est constante (Cass., 13 juill. 1893, D. 94.1.197).

§ 6. — De la redevance.

Les permissions de voirie relatives aux distributions d'énergie électrique, dit l'article 5, § 3, de la loi du 15 juin 1906, « ne peuvent imposer au permissionnaire aucune charge pécuniaire autre que les redevances prévues au paragraphe 7 de l'article 18 ».

Bien que la légalité des redevances auxquelles sont astreintes les permissions de voirie ne puisse pas être mise en doute (1) depuis que la perception de ces recettes est autorisée annuellement dans les lois budgétaires, le texte que nous venons de citer tranche une fois de plus et définitivement cette importante question.

Mais il convient de rapprocher de ce texte, afin d'en mieux connaître l'étendue et la portée, les deux alinéas de l'article 5 entre lesquels il est placé.

« Les permissions de voirie, porte l'alinéa 2, ne peuvent prescrire aucune disposition relative aux conditions commerciales de l'exploitation.

« Aucune permission de voirie ne peut faire obstacle à ce qu'il soit accordé sur les mêmes voies des permissions ou concessions concurrentes, dit l'alinéa 4 de l'article 5. »

« En principe, dit M. Berthélemy (2) en parlant de la quotité des redevances, l'administration peut fixer comme elle l'entend la quotité des redevances qu'elle réclamera en retour des permissions d'occupation de la voirie. Une exception importante est faite à cette règle au profit des distributions d'énergie électrique. »

« Le législateur a tenu à réserver, dans une certaine mesure, la liberté de cette industrie. La loi du 15 juin 1906 défend de constituer indirectement des monopoles pour le transport d'électricité, sous réserve de la force

(1) Voir Berthélemy, *op. cit.*, p. 425 et suiv.

(2) Berthélemy, *op. cit.*, p. 426.

destinée à l'éclairage public. De plus, afin de développer l'utilisation de l'énergie électrique, on interdit aux administrations gardiennes du domaine de subordonner à des redevances excessives les permissions ou concessions accordées. Le taux des redevances exigibles, variable selon l'importance des villes, est fixé par le règlement d'administration publique du 17 octobre 1907. »

« Votre commission, disait également le rapporteur de la loi (1) du 15 juin 1906, a tenu à spécifier qu'il ne serait pas admissible de subordonner la permission de voirie à des conditions commerciales de vente du courant, ou au paiement de redevances autres que celles qui sont dues équitablement en raison de l'occupation du *sol* (2) des voies publiques. Par contre, il ne sera pas permis de conférer un monopole quelconque au moyen de permissions de voirie. »

Il faut enfin rapprocher l'article 5 de l'article 9 relatif aux concessions. « L'acte de concession ne peut... ni attribuer à l'Etat ou à la commune des avantages parti-

(1) Voir rapport de M. Janet, n° 2644, p. 13.

(2) Il convient de remarquer que le règlement d'administration publique du 17 octobre 1907 n'impose pas seulement les permissions de voirie en raison de l'occupation du *sol*, mais aussi en raison de l'occupation du domaine public aérien. Or, jusqu'à ce jour, l'Administration de l'Enregistrement, considérant que le domaine public ne s'étend pas en hauteur, s'était abstenue d'imposer les fils aériens, lorsqu'ils n'avaient aucun point d'appui sur ce domaine (Comp. de Récy, *Traité du Domaine public*, n° 1125 bis) ; elle n'exigeait de redevances que pour les poteaux établis sur la voie publique. Il ne peut plus en être ainsi sous l'empire du décret du 17 octobre 1907 qui tarife à la fois les conducteurs aériens et leurs supports.

culiers autres que les prix réduits d'abonnement qui seraient accordés aux services publics pour des fournitures équivalentes. »

Il est impossible de demander au titulaire d'une permission de voirie cette fourniture à prix réduits qui est permise dans un acte de concession, parce que cette demande rentrerait évidemment dans « les conditions commerciales de l'exploitation ».

Dès avant la loi, la jurisprudence avait déjà défini la véritable nature de l'autorisation, en reconnaissant le caractère de concession à certaines permissions de voirie qui comprenaient un véritable cahier des charges avec tarif maximum. Un tel acte du maire ne se présentait pas avec toutes les apparences d'une concession puisqu'il n'y avait pas traité proprement dit ; mais cependant il y avait plus qu'une autorisation en raison de toute une série de conditions absolument étrangères à la voirie et à la conservation du domaine public qui étaient exigées du permissionnaire.

La disposition de l'article 5 qui a été insérée dans la loi, dans le but de prévenir les monopoles, ne peut produire aucun effet.

Voici comment M. Berthélemy (1) l'apprécie : « La loi dit qu'aucune permission ou concession ne peut faire obstacle à ce qu'il soit accordé des permissions ou des concessions à des concurrents, sous réserve que ceux-ci

(1) Berthélemy, *op. cit.*, p. 427, note 1.

n'auront pas des conditions plus avantageuses. Lorsqu'une permission a été accordée, il est encore possible d'accorder une concession, puisque celle-ci est forcément subordonnée à des conditions moins avantageuses. Mais l'inverse n'est pas vrai. Le fait d'accorder une concession fait obstacle à ce qu'il soit accordé des permissions, puisque celles-ci, excluant tout cahier des charges, seraient nécessairement plus avantageuses. Le texte nous conduit ainsi au contraire de ce qu'il paraît exprimer. »

On peut ajouter que, dans la pratique, le principe inscrit dans l'article 5, dernier alinéa, et dans l'article 8, premier alinéa, ne pourra être que de peu d'utilité.

En effet qu'une permission de voirie ait déjà été accordée et qu'ensuite on accorde à un nouvel entrepreneur une permission ou une concession, ou qu'une concession ancienne voie s'installer à côté d'elle une nouvelle concession, comme les nouveaux permissionnaires ou concessionnaires ne pourront jamais faire enlever les poteaux et les fils du permissionnaire ou du concessionnaire antérieurs, on ne peut se défendre de cette idée que la position du premier occupant aura toujours une importance considérable qui tendra vers le monopole de fait (1).

(1) Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que l'emplacement *utile* d'une permission ou d'une concession de distribution d'énergie électrique est forcément limité par les industries que la distribution doit alimenter et par la chute d'eau qu'elle doit utiliser pour la production de sa force. Le premier occupant, qu'il soit permissionnaire ou concessionnaire, aura pour lui, contre ses concurrents possibles, la force résultant de ces deux facteurs essentiels pour l'installation d'une entreprise de distribution d'énergie électrique.

Tarif des redevances.—Le transport de l'énergie électrique s'effectue au moyen soit de canalisations souterraines, soit de conducteurs aériens soutenus de distance en distance par des poteaux ou des pylones ; il nécessite, en outre, l'installation de cabines ou bâtiments pour les postes de transformateurs et les ouvrages de distribution.

A chacun de ces modes d'occupation du domaine public correspond une redevance spéciale, proportionnelle : pour les conducteurs, à la longueur de la portion des routes nationales qu'ils empruntent, pour les supports, à leur nombre, et pour les postes de transformateurs ou autres établissements analogues à la superficie du terrain occupé.

Ces redevances sont annuelles. Leur taux varie à la fois d'après la nature des ouvrages, d'après leur destination et d'après la population des communes traversées par les lignes électriques.

En ce qui concerne la destination des ouvrages, le décret du 17 octobre 1907 a divisé les occupations en deux catégories, suivant qu'elles ont pour objet : 1° les ouvrages de transport d'énergie alimentant les services publics assurés ou concédés par l'Etat, les départements et les communes (Voir le tarif à l'art. 1^{er}) ; 2° les ouvrages particuliers de transport et les ouvrages de distribution établis dans un intérêt soit public, soit privé (art. 2). Ces ouvrages supporteront des redevances

doubles de celles qui figurent au tableau de l'article 1^{er} (1).

Calcul des redevances. — Pour le calcul des redevances les canalisations aériennes installées sur les mêmes supports et les canalisations souterraines dont les conducteurs sont juxtaposés doivent être considérées comme formant une seule ligne, dont la longueur est égale à celle de la voie canalisée ; elles ne donnent par conséquent ouverture qu'à une seule redevance d'après la longueur totale de la canalisation (art. 4). Les branchements desservant les immeubles ainsi que les supports et appuis établis sur des immeubles particuliers n'entrent pas en compte (même article). Enfin chaque permission de voirie et chaque concession donne lieu à la perception d'une redevance distincte (même article).

Revision des tarifs. — Aux termes de l'article 7, les tarifs prévus par les articles 1 et 2 seront révisés au plus tard le 1^{er} janvier 1913 et, après cette première revision, ils ne pourront plus être modifiés que tous les trente ans.

Les tarifs révisés seront applicables de plein droit à tous les ouvrages existants sauf stipulations contraires du cahier des charges des distributions concédées en ce qui concerne les redevances dues à l'autorité concédante.

Recouvrement des redevances. — L'article 5 indique les règles qui ont été adoptées pour le recouvrement des

(1) En ce qui concerne le tarif appliqué aux conducteurs aériens, voir la note ci-dessus, p. 53.

redevances. Ce recouvrement se fait au vu d'un relevé dressé par l'ingénieur en chef du contrôle qui est adressé, selon que les redevances sont dues en raison de l'occupation du domaine public national, départemental ou communal, au directeur des domaines, au préfet ou au maire chargés de suivre le recouvrement d'après les règles ordinaires de la comptabilité publique, départementale ou communale (1).

Les mesures spéciales adoptées par l'administration de l'Enregistrement et que nous rapportons en note, ne changent rien à la compétence du président du tribunal chargé de viser la contrainte qui doit être décernée par le directeur des Domaines (L. 19 août-12 septembre 1791,

(1) Ajoutons ici une indication qui ne ressort nullement des textes, mais qui a été adoptée par la Direction générale de l'Enregistrement et des Domaines (Instruction du 15 février 1908, n° 3239) et qui sera suivie en matière de distribution d'énergie électrique. Afin de simplifier les écritures et aussi pour faciliter la libération des entrepreneurs, cette administration a décidé que les redevances prévues par le décret du 17 octobre 1907, en matière d'occupation du domaine national, seront payables savoir : au bureau des Domaines du chef-lieu du département lorsque l'entreprise a son siège dans le ressort de ce bureau ou dans un autre département, et au bureau du siège de l'entreprise dans tous les autres cas. En outre, le receveur du bureau dans la circonscription duquel se trouve le siège social de l'entreprise pourra encaisser pour le compte de son collègue les redevances dues par cette entreprise au bureau des Domaines du chef-lieu d'un autre département. Dans ce cas, l'avertissement envoyé par le receveur de ce dernier bureau devra être représenté au receveur qui sera appelé à effectuer la recette par virement de la redevance mentionnée dans cet avertissement (Circ. de la comptabilité publique du 15 mai 1907, § 3, 3^e alinéa ; Circ. du 10 juin 1907). Pour Paris la désignation du bureau compétent fera l'objet d'une décision spéciale.

art. 4) si des poursuites devenaient nécessaires. Cette compétence et celle du tribunal lui-même continueront à être déterminées par la situation de la portion du domaine public occupé.

Dispositions transitoires. — Concessions temporaires tombant sous l'application des nouveaux tarifs. Les distributions qui ont été établies en vertu de concessions accordées avant la promulgation de la loi du 15 juin 1906 échappent aux tarifs édictés par le décret du 17 octobre 1907. Elles n'y seront soumises qu'à dater de l'expiration de ces concessions. Quant aux distributions qui fonctionnent en vertu de permissions de voirie antérieures à la loi précitée, elles ne seront passibles des nouvelles taxes qu'à partir du moment où les conditions financières de ces permissions seront susceptibles d'être revisées (art. 6 du décret du 17 octobre 1907).

CHAPITRE IV

RÉGIME DES CONCESSIONS SIMPLES, SANS DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Textes. — Titre IV de la loi du 15 juin 1906.

ART. 6. — La concession d'une distribution publique d'énergie est donnée après enquête, soit par la commune, ou par le syndicat formé entre plusieurs communes, si la demande de concession ne vise que le territoire de la commune ou du syndicat, soit par l'Etat dans les autres cas. Toute concession est soumise aux clauses d'un cahier des charges conforme à l'un des types approuvé par décret délibéré en Conseil d'Etat, sauf les dérogations ou modifications qui seraient expressément formulées dans les conventions passées au sujet de ladite concession.

ART. 7. — Lorsque la concession est de la compétence de l'Etat, l'acte de concession est passé par le préfet, si elle ne s'étend que sur des communes situées dans le territoire du département, ou par le ministre des travaux publics, après avis du ministre de l'intérieur, si elle s'étend sur des communes situées dans plusieurs départements.

Lorsque la concession est de la compétence de la commune, l'acte de concession est passé par le maire, en exécution d'une délibération du conseil municipal.

Si la concession est de la compétence d'un syndicat de communes, l'acte de concession est passé par le président du comité du syndicat, en exécution d'une délibération de ce comité, homo-

loguée par des délibérations des conseils municipaux de toutes les communes syndiquées.

La concession donnée au nom de la commune ou du syndicat de communes n'est définitive qu'après avoir été approuvée par le préfet.

Toutefois, si l'acte de concession passé par le ministre, le préfet, le maire ou le président du comité du syndicat de communes comporte des dérogations ou modifications au cahier des charges type, il ne devient définitif qu'après avoir été approuvé par un décret délibéré en Conseil d'Etat.

ART. 8. — Aucune concession ne peut faire obstacle à ce qu'il soit accordé des permissions de voirie ou une concession à une entreprise concurrente, sous la réserve que celle-ci n'aura pas des conditions plus avantageuses.

Toutefois, l'acte par lequel une commune ou un syndicat de communes donne la concession de l'éclairage public et privé sur tout ou partie de son territoire peut stipuler que le concessionnaire aura seul le droit d'utiliser les voies publiques dépendant de la commune ou des communes syndiquées dans les limites de sa concession, en vue de pourvoir à l'éclairage privé par une distribution publique d'énergie, sans que cependant ce privilège puisse s'étendre à l'emploi de l'énergie à tous usages autres que l'éclairage, ni à son emploi accessoire pour l'éclairage des locaux dans lesquels l'énergie est ainsi utilisée.

Pendant la durée du privilège ainsi institué, les permissions de voirie délivrées par le préfet et les actes de concession passés au nom de l'Etat devront tenir compte de ce privilège dans les obligations imposées aux permissionnaires et concessionnaires.

ART. 9. — L'acte de concession ne peut imposer au concessionnaire une charge pécuniaire autre que les redevances prévues au paragraphe 7 de l'article 18, ni attribuer à l'Etat ou à la commune des avantages particuliers autres que les prix réduits d'abonnements qui seraient accordés aux services publics pour des fournitures équivalentes.

ART. 10. — La concession confère à l'entrepreneur le droit d'exécuter sur les voies publiques et leurs dépendances tous tra-

vaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages en se conformant aux conditions du cahier des charges, des règlements de voirie et des règlements d'administration publique prévus à l'article 18 ci-après.

L'autorité qui a fait la concession a toujours le droit, pour un motif d'intérêt public, d'exiger la suppression d'une partie quelconque des ouvrages d'une concession ou d'en faire modifier les dispositions et le tracé.

L'indemnité qui peut être due dans ce cas au concessionnaire est fixée par les tribunaux compétents si les obligations et droits de celui-ci ne sont pas réglés soit par le cahier des charges, soit par une convention postérieure.

Règlement d'administration publique du 3 avril 1908
(*J. off.* du 7 avril 1908).

CHAPITRE III

CONCESSIONS SIMPLES, SANS DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE.

SECTION I. — Présentation de la demande et mise à l'enquête.

Forme et présentation de la demande.

ART. 13. — Toute demande en concession d'une distribution d'énergie électrique est adressée :

Au ministre des travaux publics si, conformément à l'article 6 de la loi du 15 juin 1906, la concession est de la compétence de l'Etat et s'étend sur plusieurs départements ;

Au préfet si la concession est de la compétence de l'Etat et ne s'étend que sur un département ;

Aux maires si la concession est de la compétence d'une commune ou d'un syndicat de communes.

ART. 14 — La demande est accompagnée d'un dossier comprenant :

1° Un extrait de carte à l'échelle de 1/80000° ;

2° Un mémoire descriptif indiquant la destination et l'importance de l'entreprise, les conditions générales et les dispositions principales de la distribution ;

3° Un projet de tarif maximum pour la vente de l'énergie électrique.

Mise à l'enquête.

ART. 15. — Si la concession est de la compétence de l'Etat, le ministre ou le préfet statue sur la mise à l'enquête après instruction faite par le service du contrôle.

Si la concession est de la compétence d'une commune ou d'un syndicat de communes, le maire ou le président du syndicat, après avis sommaire de l'ingénieur en chef du contrôle, soumet le dossier au conseil municipal ou aux conseils municipaux intéressés, qui décident s'il y a lieu de procéder à l'enquête.

Quand l'enquête a été décidée par l'autorité compétente, il est procédé dans les conditions déterminées ci-après.

SECTION II. — Enquête, instruction et décision dans le cas de concession à accorder par l'Etat.

Arrêté d'enquête.

ART. 16. — Un arrêté du préfet de chacun des départements où s'étend la distribution fixe la date de l'ouverture de l'enquête, indique les localités où elle est ouverte, nomme les membres de la commission d'enquête, en désigne le président et fixe le lieu de ses réunions.

Cet arrêté est affiché dans toutes les communes qui doivent être desservies ou traversées par la distribution d'énergie électrique dont la concession est demandée. Il est justifié de cette formalité par un certificat du maire.

Composition de la commission d'enquête.

ART. 17. — Chaque commission d'enquête se compose de trois

membres au moins et de sept au plus, choisis parmi les principaux propriétaires d'immeubles, négociants et industriels de la région.

Durée de l'enquête.

ART. 18. — Le projet de la concession, ainsi que les registres destinés à recevoir les observations auxquelles peut donner lieu l'entreprise projetée, reste déposé pendant quinze jours à la mairie de chaque commune desservie ou traversée.

Les pièces et extraits de dossiers sont fournis par le demandeur en concession et à ses frais, en autant d'exemplaires qu'il y a de communes desservies ou traversées.

Réunion de la commission d'enquête.

ART. 19. — A l'expiration du délai de quinze jours ci-dessus fixé, la commission d'enquête se réunit sur la convocation du préfet. Elle examine les déclarations consignées aux registres de l'enquête, entend toutes personnes qu'elle juge à propos de consulter et donne son avis motivé, tant sur l'utilité de l'entreprise que sur les diverses questions qui ont été posées par l'administration ou soulevées au cours de l'enquête.

Ces diverses opérations, dont il est dressé procès-verbal, doivent être terminées dans un délai de huit jours.

Aussitôt que le procès-verbal de la commission d'enquête est clos, et, au plus tard, à l'expiration du délai ci-dessus fixé, le président de la commission adresse ce procès-verbal, avec les registres et les autres pièces de l'enquête, au préfet, qui transmet immédiatement le dossier à l'ingénieur en chef du contrôle.

*Remplacement de la commission d'enquête
par un commissaire enquêteur.*

ART. 20. — Pour les affaires de moindre importance, le préfet peut désigner, au lieu de la commission d'enquête, un commissaire enquêteur chargé de procéder à l'enquête dans les mêmes formes que la commission.

Avis des conseils municipaux.

ART. 21. — En même temps qu'il est procédé à l'enquête, le préfet invite les conseils municipaux des communes intéressées à délibérer sur l'utilité et la convenance de l'entreprise.

Les procès-verbaux de leurs délibérations doivent être adressés à l'ingénieur en chef du contrôle dans le délai d'un mois à dater de la communication du dossier.

Instruction de la demande.

ART. 22. — L'ingénieur en chef du contrôle, sur le vu du dossier de l'enquête, entend les concessionnaires antérieurs, provoque, s'il y a lieu, une conférence entre les services intéressés invite le demandeur à faire connaître ses observations et propositions, dans le cas où des objections ou conditions auraient été formulées, soit au cours de l'enquête, soit pendant l'instruction, et transmet le dossier au préfet de chaque département, avec son rapport, en y joignant l'adhésion du demandeur, ou ses observations en cas de refus, ainsi que les adhésions des divers services intéressés, ou leurs observations en cas de désaccord.

Délivrance de la concession.

ART. 23. — Lorsque la concession projetée ne doit s'étendre que dans un département, et s'il y a accord entre les divers services et communes intéressés, le préfet signe l'acte de concession au nom de l'Etat.

S'il y a désaccord entre les services ou communes intéressés, le préfet transmet le dossier avec son avis au ministre des travaux publics. Le ministre, après avoir consulté le comité d'électricité, renvoie le dossier au préfet avec ses instructions. Le préfet notifie la décision au demandeur et signe l'acte de concession.

Lorsque la concession doit s'étendre sur plusieurs départements, chaque préfet transmet le dossier au ministre des travaux publics avec son avis. Le ministre consulte le comité d'électricité, en cas de désaccord entre les services ou les communes intéressés. Il

prend l'avis du ministre de l'intérieur, statue sur les conditions auxquelles la concession peut être accordée, les notifie au demandeur et passe l'acte de concession au nom de l'Etat.

Modifications au cahier des charges-type.

ART. 24. — Dans tous les cas où l'acte de concession comporte des modifications ou dérogations au cahier des charges-type arrêté en exécution de l'article 6 de la loi du 13 juin 1906, le dossier est transmis par les soins du ministre des travaux publics au conseil d'Etat, avec les avis du ministre de l'intérieur, du ministre de l'agriculture et de l'administration des postes et télégraphes. L'approbation de la concession est prononcée par décret, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi.

SECTION III. — **Enquête, instruction et décision dans le cas de concession à accorder par une commune ou un syndicat de communes.**

Enquête.

ART. 25. — Lorsque la concession doit être donnée par une commune ou un syndicat de communes, il est procédé à l'enquête comme il est indiqué au chapitre précédent, sauf les modifications ci-après.

Le préfet nomme toujours un commissaire enquêteur, au lieu de la commission d'enquête prévue à l'article 17, et désigne la commune à la mairie de laquelle le commissaire enquêteur entendra les dépositions.

Le délai pendant lequel l'enquête reste ouverte dans les conditions prévues à l'article 18 est réduit à huit jours.

Le délai imparti au commissaire enquêteur pour effectuer les opérations prévues à l'article 19 est réduit à trois jours.

Aussitôt que le procès-verbal de l'enquête est clos, et au plus tard à l'expiration du délai de trois jours ci-dessus fixé, le commissaire enquêteur adresse le dossier au préfet, qui le transmet immédiatement à l'ingénieur en chef du contrôle.

Instruction.

ART. 26. — L'ingénieur en chef provoque, s'il y a lieu, une conférence entre les services intéressés, entend les concessionnaires antérieurs, puis transmet le dossier, avec ses observations ou propositions, au maire ou au président du syndicat.

Délivrance de la concession.

ART. 27. — Si une entente s'établit entre la commune ou le syndicat de communes et le demandeur, et si les conditions de l'entente sont conformes à l'avis des services intéressés, le maire ou le président du syndicat passe l'acte de concession et l'adresse à l'ingénieur en chef du contrôle qui, après vérification, le soumet à l'approbation du préfet. Pour les syndicats comprenant des communes situées dans des départements différents l'acte de concession est soumis à l'approbation du préfet du département auquel appartient la commune, siège de l'association.

S'il y a désaccord entre les services intéressés ou si une entente s'établit entre la commune ou le syndicat de communes et le demandeur, contrairement à l'avis desdits services, le maire ou le président du syndicat transmet le dossier au préfet, qui l'adresse au ministre des travaux publics. Le ministre consulte le comité d'électricité, prend l'avis du ministre de l'intérieur et renvoie le dossier au préfet avec ses instructions. Le préfet notifie la décision du ministre au maire ou au président du syndicat, qui passe l'acte de concession et l'envoie à l'ingénieur en chef du contrôle pour être soumis, après vérification, à l'approbation du préfet.

Modifications au cahier des charges type.

ART. 28. — Dans tous les cas où l'acte de concession passé par le maire ou le président du syndicat comporte des modifications ou dérogations au cahier des charges type, la concession ne devient définitive qu'après avoir été approuvée dans les conditions prévues par l'article 24 ci-dessus.

Division du sujet :

Section préliminaire. — Formation de l'idée de concession.

Section I. — Des concessions simples.

§ 1. — Du pouvoir compétent.

§ 2. — Cahier des charges.

§ 3. — Formes de la demande.

Section II. — A. Concurrence. Monopole.

B. Tarifs de faveur.

Section III. — § 1. — Droits et obligations du concessionnaire.

§ 2. — Droits de l'autorité concédante.

§ 3. — Expiration du contrat de concession.

SECTION PRÉLIMINAIRE. — Formation de l'idée de concession.

L'étude de la permission de voirie nous montre pourquoi, suffisante au particulier qui sollicite pour son propre usage une permission isolée, elle est absolument insuffisante pour l'entreprise de distribution d'énergie électrique.

Elle présente, en effet, pour l'entrepreneur les inconvénients suivants :

Une permission peut être révoquée *ad nutum*, dans l'intérêt de la voirie seulement il est vrai, et le permissionnaire obligé d'enlever sa canalisation sans que la commune soit tenue de lui donner en échange un autre emplacement permettant d'assurer le service de la distribution.

En outre, les conditions tant techniques que de durée,

mises à l'octroi de ces autorisations, n'ont aucun caractère de généralité. Le maire peut notamment, après avoir laissé l'entrepreneur commencer sa distribution, mettre à l'octroi de permissions nouvelles, des conditions inacceptables (1).

Un autre inconvénient est indiqué dans la circulaire du 15 août 1893 rendue par les ministres des travaux publics et de l'intérieur, sur l'avis conforme des sections réunies du Conseil d'Etat, de l'intérieur et des travaux publics. Il ne faut pas oublier que « le nombre des systèmes de distributions parallèles par canalisations souterraines ou conducteurs aériens est nécessairement limité par le peu de place disponible sous la chaussée ou le long des façades et surtout par les inconvénients très graves que présenteraient le remaniement fréquent des chaussées en cas de canalisations souterraines multiples, ou le voisinage de plusieurs conducteurs aériens chargés d'électricité à haute tension. Les autorisations ne pourraient ainsi être données sur une même voie qu'à un très petit nombre de bénéficiaires, en faveur desquels on créerait un monopole de fait, sans obligations connexes, si l'on se contentait d'une simple permission de voirie ».

Aussi la circulaire du 15 août 1893 recommandait-elle que « lorsqu'un particulier demande à établir sur une voie publique, quelle qu'elle soit, de grande ou de petite voirie, des ouvrages permanents destinés à un usage col-

(1) R. Sée, *Les entreprises de distribution d'énergie électrique*, Rousseau, édit., 1903.

lectif pour faire commerce de leur exploitation, l'autorisation devra être donnée par un acte de concession qui réglemente cette exploitation et qui en fixe le tarif minimum ».

Parallèlement à la doctrine administrative il s'est fait une évolution de l'idée de concession dans la jurisprudence administrative.

Les contrats dont la jurisprudence administrative a à connaître sont :

1° Les contrats ou actes administratifs qui confèrent des droits de propriété ou des droits réels sur la chose concédée, tels que les concessions de mines instituées en vertu de la loi du 21 avril 1810 ;

2° Les marchés de fournitures ou de travaux publics par lesquels l'entrepreneur s'engage vis-à-vis de l'administration à exécuter un travail ou à fournir des objets déterminés à des prix et conditions fixés à l'avance ;

3° Les contrats ou actes administratifs qui n'attribuent au titulaire que la jouissance temporaire de la chose concédée. Le type de ces actes est la concession de travaux publics dont M. Berthélemy donne la définition suivante : « Les concessions de travaux publics sont des contrats par lesquels l'administration charge un entrepreneur ou une compagnie d'exécuter un travail d'intérêt général, et l'en rémunère en lui en accordant l'exploitation pendant une durée déterminée et à des conditions prévues. L'entrepreneur qui se charge d'installer un tramway électrique, ou bien une canalisation pour l'eau et

le gaz, fait les frais de premier établissement ; il en est payé par l'exploitation des transports, de la vente de l'eau ou de la fourniture du gaz pendant n années. Il travaille pour le compte de l'administration qui restera d'ordinaire, en fin de contrat, propriétaire des appareils établis ; et il exploite comme exploiterait l'administration elle-même, puisque c'est, par hypothèse, pour la constitution d'un service d'intérêt général que la concession lui a été accordée (1). »

Dans quelle catégorie faut-il ranger les contrats intervenus entre l'administration et un particulier pour la distribution de l'énergie électrique destinée à l'usage public et accessoirement aux usages privés. Le Conseil d'Etat et la Cour de cassation, par une extension de la définition donnée ci-dessus, ont très nettement déclaré que ces traités constituaient des concessions de travaux publics (Cons. d'Etat, 12 juillet 1891, D. 91.3.18 ; Cass. civ., 2 novembre 1880 D. 80.1.230 ; 29 novembre 1881, D. 84.1.81).

Par suite, la compétence des conseils de préfecture pour les différends entre l'administration et les concessionnaires s'applique à ces contrats. De plus, cette compétence étant d'ordre public, les parties ne peuvent y déroger par convention. Mais fréquemment le Conseil d'Etat s'est trouvé en présence de contrats ayant la forme de contrats de concession, mais ne comportant pas abso-

(1) Berthélemy, *op. cit.*, p. 428, 600 et suiv.

lument l'exécution d'un travail public proprement dit (par exemple lorsque dans un contrat d'éclairage par l'électricité, il n'est pas question de l'éclairage public), soit même d'actes revêtant la forme de permissions de voirie, avec ou sans cahier des charges, avec ou sans limitation de durée (1). Dans quelle nature de contrats fallait-il ranger ces permissions de voirie ?

Le Conseil d'Etat a tout d'abord établi une distinction entre la permission de voirie délivrée à un tiers dans son intérêt exclusif, et la permission accordée à un industriel pour l'organisation d'une distribution collective. Sans définir le caractère de cette dernière, il a nettement reconnu qu'elle ne constituait pas une simple permission de voirie (Cons. d'Etat, 28 juillet 1896, Colette c. Ville de Sedan ; 27 décembre 1901, Picard c. Maire de Nevers ; 6 juin 1902, Goret c. Maire de Bar-le-Duc). Dans cette dernière affaire, le jugement du Conseil d'Etat présente d'autant plus d'importance qu'il est postérieur à un arrêt de la Cour de cassation sur la même affaire et en contradiction formelle avec cet arrêt.

Un arrêté du maire de Bar-le-Duc, du 30 décembre 1898, avait révoqué l'autorisation donnée au sieur Goret d'établir des fils électriques sur la voie publique, et cela en raison de ce que un arrêt du Conseil d'Etat du 26 décem-

(1) Il faut se rappeler, pour se rendre compte de la difficulté que « par hypothèse, c'est pour la constitution d'un service *d'intérêt général* qu'une concession est accordée », et, d'autre part, que les permissions de voirie, « acte unilatéral, émanant de l'administration seulement », sont généralement révocables *ad nutum*.

bre 1897 avait reconnu que cette autorisation constituait une infraction aux droits exclusifs de la Société du Gaz et déclaré la ville passible de dommages tant qu'elle n'aurait pas fait cesser le préjudice. Un procès-verbal ayant été dressé contre le sieur Goret pour infraction à cet arrêté, le juge de simple police avait relaxé le prévenu pour le motif que l'arrêté du maire manquait de base légale. La Cour de cassation, par arrêt du 25 octobre 1900, avait rejeté le pourvoi formé contre le jugement de simple police et déclaré que le maire ayant agi, non dans l'intérêt du domaine public, mais dans l'intérêt financier de la commune, pour la soustraire au paiement d'indemnités envers la Compagnie du Gaz, s'était servi de ses pouvoirs dans un but autre que celui pour lequel ils lui avaient été conférés. Le Conseil d'Etat a décidé que « les autorisations délivrées aux électriciens pour occuper la voie publique en vue d'effectuer un service de distribution d'éclairage *au public* — qu'il ne faut pas confondre avec un service d'éclairage public — sont des *actes de gestion*, d'ordre contractuel, dont la validité est avant tout subordonnée aux engagements antérieurs que les communes ont pu prendre dans les contrats passés qui les lient. Si donc ces autorisations sont déclarées illicites par le juge de ces contrats, la commune a le droit d'en faire cesser l'effet, et le maire, en en prononçant le retrait ne commet aucun excès de pouvoir (toute question d'indemnité demeurant réservée) ».

Le Conseil d'Etat établissait ainsi, au point de vue de

la révocabilité, une différence profonde entre les autorisations de l'espèce et celles accordées à un particulier pour son usage exclusif.

Postérieurement le Conseil d'Etat fit un pas de plus. La Compagnie du secteur électrique de la rive gauche de la Seine est titulaire d'une autorisation de voirie avec cahier des charges d'une durée de dix-huit années qui lui a été conférée par la Ville de Paris « pour placer en terre, sous les chaussées ou les trottoirs, dans un secteur déterminé, les fils ou câbles destinés à la transmission de courants électriques pour la production de la lumière ou le transport de la force motrice ». Divers arrêtés du préfet de la Seine, en 1895, avaient autorisé la Compagnie à canaliser une partie de la rue du Bac, située dans son secteur. A la suite de difficultés avec le service municipal, par arrêté du 18 juillet 1899, le préfet a retiré l'autorisation. La Compagnie du secteur a déféré cet arrêté pour excès de pouvoir au Conseil d'Etat qui a rejeté son recours comme irrecevable pour les motifs suivants :

« Considérant qu'il résulte des termes mêmes de l'arrêté attaqué, que c'est par application de l'article 12 du cahier des charges, annexé à l'arrêté d'autorisation du 23 décembre 1895, que le préfet a rapporté son précédent arrêté ; qu'il suit de là que si la Compagnie estimait que la mesure dont elle a été l'objet a été prise en dehors des conditions prévues par le cahier des charges, c'est devant le conseil de préfecture, juge en premier ressort des contestations qui peuvent s'élever entre les concession-

naires et l'administration touchant le sens et l'exécution des clauses de leur convention, que la Compagnie devait se pourvoir et qu'elle n'est pas recevable à déférer directement au Conseil d'Etat l'arrêté attaqué... »

Par cet arrêt le Conseil d'Etat classait parmi les concessions de travaux publics toutes les autorisations qui comportent un cahier des charges et une garantie de durée, même si elles revêtent l'apparence d'autorisation de voirie et non d'un véritable contrat et, par suite, attribuait ces actes à la juridiction du Conseil de préfecture, juge en premier ressort de tous les différends entre l'administration et les concessionnaires.

Ainsi, s'est formée dans la pratique administrative et dans la jurisprudence l'idée de concession de distribution d'énergie.

Cette idée de l'insuffisance de la simple permission de voirie pour les distributions d'énergie électrique s'était fait jour également dans le premier projet de loi sur ces distributions. « *Toute* entreprise de distribution publique d'énergie fait l'objet d'une concession, donnée après enquête, portait l'article 2 du projet du gouvernement. » Voici en quels termes l'exposé des motifs du projet du gouvernement justifiait cette nécessité :

« Les ouvrages fixes pour le transport et pour la distribution de l'énergie au public doivent nécessairement être établis, sinon en totalité, du moins pour la plus grande partie de leur étendue, sur les voies publiques qui servent d'accès aux propriétés privées à desservir.

C'est en raison de l'emprunt de ces voies publiques que l'administration est appelée à intervenir, d'une part, dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité de la circulation, d'autre part dans l'intérêt de ceux qui veulent faire usage de l'énergie distribuée.

« Les simples permissions de voirie ne suffiraient pas pour sauvegarder ces deux catégories d'intérêts.

« Les arrêtés préfectoraux ou municipaux portant permission de voirie déterminent les conditions auxquelles les ouvrages à établir sur les voies publiques devront satisfaire, pour ne pas compromettre la conservation des chaussées, ni gêner la circulation.

« Ils fixent aussi, s'il y a lieu, les redevances fiscales à imposer au profit de l'Etat, du département et des communes. Mais ils ne peuvent aller au-delà ; et l'autorité chargée de la voirie commettrait un excès de pouvoir si elle insérait dans un arrêté portant permission de voirie, des stipulations relatives soit aux tarifs à percevoir, soit aux autres conditions des abonnements. Ces conditions et tarifs ne peuvent résulter que d'un acte de concession.

« Les entreprises de distribution publique d'énergie doivent-elles toujours faire l'objet d'un acte de concession ? Notre projet de loi répond affirmativement à cette question (1). »

Tout en reconnaissant que les considérations exposées

(1) Rapport Guillaïn, *loc. cit.*, p. 7.

par le gouvernement étaient fondées, la commission chargée de rapporter le projet de loi constatait « que les termes trop absolus du projet du gouvernement pourraient empêcher le fonctionnement de bien des distributions utiles (1). Elle proposait un article 2 ainsi conçu : « L'autorité compétente pour autoriser l'occupation d'une voie publique par les ouvrages d'une distribution d'énergie, peut se refuser à délivrer une simple permission de voirie, et subordonner l'occupation à une concession avec cahier des charges et tarif maximum. »

« La décision ainsi prise par le maire pour les voies publiques placées dans ses attributions peut être annulée, et la permission de voirie accordée par le préfet dans les conditions prévues par l'article 98 de la loi du 5 avril 1884. »

Ce deuxième paragraphe, expliquait le rapporteur, avait pour but « d'organiser un recours contre les décisions des autorités locales qui prétendraient imposer le régime des concessions à des entreprises de distribution d'énergie électrique pour lesquelles le régime des permissions de voirie ne présenterait en fait aucun inconvénient sérieux ».

Le rapport de M. Guillaïn ne vint pas en discussion.

L'article proposé pour remplacer la rédaction du projet gouvernemental subsista dans le projet rapporté par M. Berthelot dans la législature suivante (2). Le projet

(1) Rapport Guillaïn, *eod. loc.*

(2) Voir article 2. Rapport de M. Berthelot, n° 1054, p. 10.

vint en discussion, mais il fut renvoyé à la commission et ne put être discuté avant la fin de la législature.

Enfin le texte annexé au rapport de M. Janet et qui est devenu la loi du 15 juin 1906, admettait le régime des permissions de voirie et des concessions au choix des entrepreneurs.

« C'est le régime des permissions de voirie, disait le rapporteur, qui a permis à un grand nombre de transports de force de s'établir sur le territoire français. Les industriels tiennent essentiellement à ce qu'il soit conservé dans la législation à intervenir. La question doit évidemment être tranchée dans un sens favorable pour les distributions d'énergie qui ne s'adressent pas au public.

« Votre commission a pensé que même pour les distributions publiques d'énergie, il y avait lieu de laisser les industriels opter entre le régime des permissions de voirie et celui des concessions (1). »

Ainsi s'appuyant au début sur de simples permissions de voirie, précaires et révocables sans garanties, mais sans charges, les entreprises de distribution d'énergie électrique sont arrivées à être, dans la plupart des cas, des concessions avec cahier des charges et tarif maximum, réalisées par des contrats synallagmatiques entre l'administration et les entrepreneurs.

(1) Rapport Janet, n° 2644, 8^e législature, p. 6.

SECTION I. — Des concessions simples.

§ 1. — Du pouvoir compétent pour accorder la concession.

En règle générale, les concessions de travaux publics sont données par l'administration qui a intérêt à les faire exécuter. Ce sera, suivant le cas : l'Etat au moyen d'une loi ou d'un décret, suivant l'importance des travaux ; le département au moyen d'un vote du conseil général et la commune par un traité du maire agissant comme représentant légal du conseil municipal (lois des 27 juillet 1870, art. 1 et 2 ; 10 août 1871, art. 46-11°, et 5 avril 1884, art. 115).

L'objet de l'article 6, § 1^{er}, n'est pas tant de délimiter les cas dans lesquels les concessions de distribution d'énergie devront être données par les communes ou les syndicats de communes que de reconnaître aux communes et aux syndicats de communes le droit même de donner ces concessions. « Dans l'état actuel de la législation, disait M. Berthelot dans son rapport sur l'article 3 du projet de 1898 (1), dont la rédaction était tout à fait analogue à celle de l'article 6 de la loi du 15 juin 1906 (sauf en ce qui concerne les syndicats de communes), aucun texte de loi ne donne compétence à la commune en matière de concession de distribution d'énergie. L'Etat lui-même ne peut donner de telles concessions que par des lois

(1) *Doc. parl.*, annexe 1054, p. 17.

spéciales (par exemple la loi du 9 juillet 1892), puisque aucune loi organique n'a encore réglé cette question.

« Sans doute quelques communes ayant à pourvoir à l'éclairage public de leur territoire, éclairage qui, d'après les dispositions explicites de la loi du 5 avril 1884, est de la compétence communale, ont cru pouvoir, dans les contrats de concession relatifs à cet éclairage public par l'électricité, régler accessoirement les tarifs et les conditions de la fourniture de l'énergie électrique pour les usages industriels. Les clauses spéciales concernant ce dernier objet sortaient cependant de la compétence municipale. Les communes, en effet, n'ont point une capacité illimitée. Elles doivent, comme les autres établissements publics, se renfermer dans le cercle des attributions qui leur sont assignées par la loi. Le transport, la distribution et la vente de l'énergie pour les usages industriels constituent des opérations industrielles et commerciales étrangères aux attributions légales des conseils municipaux ; la loi du 5 avril 1884, ni aucune autre loi n'ayant compris, parmi les objets confiés à la sollicitude des corps municipaux, la fourniture de la force motrice ou de l'énergie chimique aux habitants, le corps municipal est actuellement sans compétence pour régler les tarifs et les conditions d'exploitation des distributions d'énergie dans la commune.

« Nous nous trouvons donc en présence d'une question nouvelle, et le législateur peut, sans porter aucune atteinte aux droits actuels de la commune, choisir la solu-

tion qui lui paraîtra la plus conforme à l'intérêt public. Convient-il de réserver à l'Etat seul le pouvoir de donner des concessions de distributions d'énergie, ou faut-il déléguer ce pouvoir aux communes. »

Au nom de la commission et d'accord avec le gouvernement, le rapporteur proposait, pour éviter une centralisation excessive, de donner à la commune le droit de concession pour toute distribution d'énergie qui ne dessert que son territoire.

Cet avis de la commission de 1898 a été partagé par les auteurs de la loi du 15 juin 1906 dont l'article 6 reconnaît formellement aussi bien aux communes qu'à l'Etat, le droit d'accorder des concessions.

Le même droit appartient aux syndicats de communes ; le projet de 1898 le leur refusait : « On s'est demandé, disait M. Berthelot, *loc. cit.*, si, au lieu de faire intervenir l'Etat, il n'y aurait pas lieu de mettre en avant un syndicat des communes intéressées. Mais, en pratique les syndicats de communes ne se constitueront pas. La distribution d'énergie, qui est d'intérêt national, ne peut pas être subordonnée à l'accord préalable de toutes les communes, d'autant plus que dans beaucoup de petites communes, on trouverait malaisément des hommes capables de traiter ces questions en connaissance de cause. Les communes ont d'ailleurs la faculté de se syndiquer et de demander à l'Etat la concession. »

Mais ce droit pour les syndicats de communes de donner directement des concessions de distribution

d'énergie fut formellement réclamé en leur faveur lors de la discussion du projet de 1898 (séance de la Chambre du 10 juillet 1900, *J. off.* du 11 juillet, p. 1989) et il a été tenu compte de cette réclamation dans le nouveau projet et dans le texte définitif (1). Les concessions peuvent être données soit par des syndicats spécialement constitués à cet effet entre différentes communes d'un même département ou de départements limitrophes, dans les conditions prévues par les articles 169 et suivants de la loi du 5 avril 1884, soit par des syndicats déjà existants (art. 178 de la même loi).

La constitution de syndicats en vue de donner les concessions sera assez simple, car généralement les difficultés ordinaires qui se présentent en matière de syndicats sont relatives à la répartition des dépenses et à la fixation du budget. Ici, l'hypothèse est bien simplifiée puisqu'il ne s'agit que de recettes et de tarifs à approuver ; néanmoins, il sera toujours nécessaire de recourir à un décret, d'où des lenteurs considérables, et c'est la raison qui nous permet de penser que l'innovation de la loi, bien que d'une apparence très heureuse en théorie, soit, en pratique, d'une application très fréquente.

(1) Les syndicats de communes sont créés par les délibérations des conseils municipaux intéressés, transmises au préfet, approuvées par un décret du chef de l'Etat, le Conseil d'Etat entendu. Cette réunion, dite syndicat, est investie de la personnalité civile et a le pouvoir de contracter. Elle s'administre par les soins d'un comité dans lequel chaque commune est représentée par deux délégués. Lois des 22 et 27 mars 1890 ajoutant un titre VIII^e à la loi du 5 avril 1884.

Le syndicat donnera à l'entreprise, quand il sera constitué, l'unique avantage de n'avoir plus qu'à s'entendre avec un comité et son président, sans avoir à recourir à tous les conseils municipaux.

Cependant, cela est encore plutôt théorique et le concessionnaire fera bien de s'occuper lui-même de l'acceptation de ses tarifs ; en effet, le président du syndicat devra consulter lui-même les différents conseils municipaux représentant les communes syndiquées. C'est ce que dit l'article 7 cité, dans son troisième paragraphe : « Si la concession est de la compétence d'un syndicat de plusieurs communes, l'acte de concession est passé par le président du comité du syndicat, en exécution d'une délibération de ce comité, homologué par des délibérations des conseils municipaux de toutes les communes syndiquées. »

Si le futur concessionnaire veut éviter une perte de temps, il fera bien de commencer par obtenir des conseils municipaux eux-mêmes l'adhésion à ses tarifs et préparer cette acceptation avec chacun d'eux, comme s'il était seul ; puis il conviendra qu'il s'occupe de la constitution et du fonctionnement du syndicat, de la nomination des délégués.

Le traité est signé au nom du syndicat, par le président du comité du syndicat ; puis il est encore soumis à l'approbation préfectorale comme le serait un traité émanant d'une seule commune, sauf ce qui sera dit ci-après sur les modifications du cahier des charges.

Quant aux départements dont l'article 6 ne fait aucune mention, ils n'ont évidemment aucun droit à accorder des concessions de distribution d'énergie ; d'après le législateur, en effet, telle que sa pensée se révèle dans les travaux préparatoires dont nous venons de parler, ce droit n'appartient en principe qu'à l'Etat ; et si les communes et les syndicats de communes le possèdent, c'est qu'il veut bien le leur attribuer expressément. La signification du silence de la loi à l'égard des départements est, dès lors, bien claire ; elle ne leur reconnaît pas le droit de donner des concessions d'énergie électrique.

Toutes les concessions autres que celles des communes et des syndicats de communes sont données par l'Etat. Pour les concessions de l'Etat, c'est une règle à peu près générale dans notre droit administratif actuel, qu'elles soient données par une loi, ou par un décret délibéré en Conseil d'Etat. Il y a cependant quelques exceptions à cette règle. Ainsi les décrets du 25 mars 1852 et du 13 avril 1861, sur la décentralisation administrative ont remis au préfet le pouvoir de concéder l'établissement de débarcadères publics sur les bords des fleuves et rivières, et de fixer leurs tarifs et conditions d'exploitation. Il y avait là un exemple à imiter et il convenait de laisser, suivant qu'un seul ou plusieurs départements étaient intéressés, au préfet ou au ministre des travaux publics, la faculté d'accorder la concession.

Le contrat sera donc signé par le préfet s'il affecte plusieurs communes intéressées, mais non syndiquées, et

par le ministre des travaux publics s'il intéresse plusieurs communes situées dans deux ou plusieurs départements.

Enfin, que la concession soit donnée par une commune ou par un syndicat de communes ou par l'Etat, elle doit, d'ailleurs, toujours être précédée d'une enquête et d'un avis des conseils municipaux (articles 6, § 1^{er}, 18 - 1^o de la loi du 15 juin 1906 ; art. 15 et 25 du règlement d'administration publique du 3 avril 1908).

§ 2. — Cahier des charges.

« Toute concession, porte l'article 6, § 2, est soumise aux clauses d'un cahier des charges conforme à l'un des types approuvé par décret délibéré en Conseil d'Etat, sauf les dérogations ou modifications qui seraient expressément formulées dans les conventions passées au sujet de ladite concession. »

Il faut rapprocher de ce paragraphe le cinquième paragraphe de l'article 7, ainsi conçu : « Toutefois, si l'acte de concession passé par le ministre, le préfet, le maire ou le président du comité du syndicat des communes comporte des dérogations ou modifications au cahier des charges-type, il ne devient définitif qu'après avoir été approuvé par un décret délibéré en Conseil d'Etat. »

A. — *Nécessité d'un cahier des charges.*

La nécessité d'un cahier des charges pour toutes les concessions,— qu'il s'agisse d'une concession d'Etat, des

communes ou des syndicats de communes, — a été ainsi justifiée par M. Berthelot (1) : « Nous verrons, dit-il, que s'il n'y a ni dérogation, ni modification au cahier des charges-type, l'acte de concession devient définitif moyennant la seule approbation du préfet (ou du ministre). L'emploi d'un cahier des charges constitue ainsi un moyen de décentralisation et de simplification de la procédure. Il paraît d'ailleurs nécessaire de faire fixer ainsi *a priori* par l'autorité supérieure, les règles générales des concessions. D'une part, cela permet d'éviter que, soit par incompétence, soit quelquefois par mauvaise volonté, les autorités locales imposent au concessionnaire des exigences abusives qui se traduiraient, en définitive, par une augmentation du prix de revient et empêcheraient l'abaissement des tarifs ; et, d'autre part, on protégera ainsi, contre la trop grande habileté des demandeurs en concession, ces mêmes autorités locales, lorsqu'elles n'ont pas à leur disposition des conseils suffisamment experts pour la rédaction d'un contrat de concession. »

Au modèle de cahier des charges adopté par décret, non seulement il peut être apporté les modifications ou changements jugés nécessaires par les parties, mais celles-ci restent libres d'y ajouter toutes clauses ou conditions non prévues au cahier des charges : « Chacun des types du cahier des charges arrêtés par le Conseil d'Etat ne devra contenir que les règles indispensables pour dé-

(1) Rapport, *loc. cit.*, p. 19.

terminer les conditions d'ordre public de la concession, pour empêcher autant que possible l'exploitant d'échapper à ses obligations envers le public, et aussi pour le protéger contre l'arbitraire de l'autorité concédante. Il importe tout autant d'éviter des stipulations tracassières nuisibles au développement de l'industrie que de laisser le public exposé sans défense aux exigences injustifiées des concessionnaires. — L'autorité concédante, après avoir choisi, d'accord avec le concessionnaire, celui des divers types de cahier des charges qui se rapporte au cas particulier de la concession, y pourra ajouter les conditions qui conviennent à l'espèce (1). »

Mais l'article 7 se termine par une disposition qui s'applique à tous les actes de concession, aussi bien à ceux passés par le ministre ou le préfet qu'à ceux passés par le maire ou le président du syndicat de communes. L'acte de concession contenant des dérogations ou des modifications au cahier des charges type prévu par l'article 6, § 2, ne deviendra définitif qu'après avoir été approuvé par décret délibéré en Conseil d'Etat. Ce décret sera nécessaire, quelque minime que soit la dérogation ou la modification.

Les industriels auraient désiré que cette formalité ne fût imposée qu'en cas de dérogations importantes. Il n'a pas paru possible d'insérer une disposition aussi peu précise dans un texte de loi (2).

(1) Rapport de M. Berthelot, *loc. cit.*

(2) Rapport Janet, *loc. cit.*, p. 15.

Mais il ne faut pas confondre *modification* ou *dérogation* et *adjonction*. On pourra toujours ajouter une clause au cahier des charges type, pourvu qu'on ne modifie pas les clauses essentielles du contrat. Cette remarque est confirmée par un argument de texte : ainsi, par exemple, l'article 10 que nous étudierons plus loin, prévoit qu'en cas de changement par la commune du tracé concédé par elle à la société de distribution, celle-ci deviendra créancière d'une indemnité qui sera déterminée par le tribunal compétent, « à moins qu'elle n'ait été fixée par une *convention postérieure* au cahier des charges ou dans le cahier des charges même ». Cela signifie bien qu'il peut exister des clauses non prévues au cahier des charges, soit au moment de sa rédaction, soit postérieurement.

B. — *Cahier des charges.*

Jusqu'ici un seul des cahiers des charges type annoncés par le § 1^{er} de l'article 6 a paru. C'est celui qui a été rédigé par le Conseil d'Etat pour les concessions accordées par les communes ou les syndicats de communes (Décret du 17 mai 1908, *J. off.* du 20 mai 1908). En raison de son importance nous allons l'examiner en détail.

Le cahier des charges décrété le 17 mai 1908 a été préparé par une commission comprenant des représentants de toutes les administrations intéressées et des représentants de l'énergie électrique. Il a été discuté, sur le

rapport de M. Colson, en assemblée générale du Conseil d'Etat le 7 mai 1908, et adopté sans aucune modification. La loi du 15 juin 1906 prévoit que les concessions de distribution d'énergie électrique peuvent être accordées par l'Etat, les communes ou les syndicats de communes. Le cahier des charges du 17 mai 1908 vise seulement les concessions municipales ou de syndicats de communes et porte le n° 1. C'était le plus urgent à préparer parce que les concessions municipales seront les plus nombreuses, les concessions d'énergie électrique comprenant comme principal élément l'éclairage public et privé qui est tout à fait une question municipale. Si plus tard l'expérience montre qu'on peut simplifier le texte du cahier des charges n° 1, il faut espérer que le Conseil d'Etat rédigera des cahiers des charges plus simples et qu'il décidera que le cahier des charges n° 1 ne s'appliquera qu'aux communes ayant tel chiffre de population. Mais pour le moment il s'applique indistinctement à toutes les communes ou syndicats de communes.

Le cahier des charges n° 1 présente un caractère analogue à celui du cahier des charges-type pour les concessions de chemins de fer d'intérêt local et de tramways pris en application de la loi du 11 juin 1880. Mais il a une portée infiniment plus étendue au point de vue juridique provenant de ce que pour le premier les dérogations au cahier des charges type devaient être retirées, alors que pour le cahier des charges des concessions d'électricité, la concession conservera son même carac-

tère, qu'elle soit conforme au type ou que le cahier des charges présente des dérogations importantes au modèle, si elles sont approuvées par le Conseil d'Etat.

Lorsqu'il n'y aura pas de dérogations ou de modifications au cahier des charges-type, un arrêté préfectoral suffira pour approuver la concession. Il en résultera que le cahier des charges-type sera appliqué dans presque toutes les communes, parce que pour s'en écarter en quelques points il faudra les formalités d'une instruction notablement plus grande.

Le cahier des charges du 17 mai 1908 a été calqué, autant que possible, comme plan sur celui des chemins de fer d'intérêt local. Cette méthode a été adoptée pour faciliter les recherches des personnes qui auront à s'en servir, sous la seule modification résultant de la nature même des dispositions. Enfin le législateur a marqué sa volonté (1) de ne faire porter le contrôle que sur les matières où il était nécessaire dans l'intérêt de la sécurité publique. Dans la rédaction du cahier des charges-type n° 1, le Conseil d'Etat s'est conformé aux intentions du législateur. Il y a cependant un point sur lequel nous ne partageons pas l'opinion du Conseil d'Etat. C'est l'obligation qui peut être imposée aux abonnés en vertu de

(1) Voir le rapport de M. Berthelot, *loc. cit.*, p. 20 : « Chacun des types du cahier des charges arrêtés par le Conseil d'Etat ne devra contenir que les règles indispensables pour déterminer les conditions d'ordre public de la concession, pour empêcher autant que possible l'exploitant d'échapper à ses obligations envers le public, et pour le protéger contre l'arbitraire de l'autorité concédante. »

l'article 18, §§ 3 et 4 Nous aurons d'ailleurs l'occasion d'y revenir au sujet du commentaire de cet article.

CAHIER DES CHARGES TYPE

Pour la concession d'une distribution publique d'énergie électrique par une commune ou un syndicat de communes.

N. B. — Le présent texte est rédigé en vue d'une concession accordée par une commune. Quand la concession est accordée par un syndicat de communes, il y a lieu de remplacer « commune » par « syndicat de communes », « conseil municipal » par « comité du syndicat » et « maire » par « président du syndicat ».

Les mots ou phrases placés entre guillemets peuvent être maintenus ou rayés, au choix de l'autorité concédante.

En tête du cahier des charges, il y a trois articles spécifiant nettement quel est l'objet de la concession parce qu'il y a divers cas qui peuvent se produire, monopole ou non-concession pour éclairage public ou privé ou pour tous autres usages. Dès lors il était nécessaire de déterminer avec précision les exceptions qui doivent être prévues.

CHAPITRE PREMIER. — OBJET DE LA CONCESSION.

Service concédé.

ART 1^{er}. — La présente concession a pour objet la distribution publique de l'énergie électrique dans la commune de (1)
pour (2).

(1) Indiquer si la concession porte sur tout le territoire de la commune ou délimiter la partie sur laquelle elle porte.

(2) Suivant que la concession comporte la distribution de l'énergie électrique en vue de l'éclairage seul, en vue de tous usages ou

La concession ne comprend pas la fourniture de l'énergie électrique pour force motrice aux entreprises de transport en commun « et aux établissements ou services ci après énumérés... ».

Ces entreprises « ou établissements » peuvent toutefois être desservis par le concessionnaire dans les conditions prévues à l'article 3 ci-après.

L'article 1^{er}, § 2, porte que la concession ne comprend pas la fourniture de l'énergie électrique pour force motrice aux entreprises de transport en commun parce que si ces entreprises avaient le droit de requérir l'énergie nécessaire, elles l'absorberaient parfois tout entière.

Droit d'utiliser les voies publiques.

ART. 2. — La concession confère au concessionnaire le droit d'établir et d'entretenir, dans le périmètre de sa concession, soit au-dessus, soit au dessous des voies publiques et de leurs dépendances, tous ouvrages ou canalisations destinés à la distribution de l'énergie électrique en se conformant aux conditions du présent cahier des charges, aux règlements de voirie et aux décrets ou arrêtés intervenus en exécution de la loi du 15 juin 1906.

Le concessionnaire ne pourra réclamer aucune indemnité pour le déplacement ou la modification des ouvrages établis par lui sur les voies publiques, lorsque ces changements seront requis par l'autorité compétente pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la voirie.

« *Privilège pour l'éclairage.* — Pendant la durée de la concession (1), le concessionnaire aura seul le droit d'utiliser, dans les limites de sa concession, les voies publiques dépendant de la commune en vue de pourvoir à l'éclairage privé par une distribution en vue de tous usages autres que l'éclairage, l'une des trois formules suivantes sera employée :

L'éclairage public ou privé,

Tous usages,

Tous usages autres que l'éclairage public ou privé.

(1) Ou « pendant les... premières années de la concession ».

bution publique d'énergie, sans que cependant ce privilège puisse s'étendre à l'emploi de l'énergie à tous usages autres que l'éclairage, ni à son emploi accessoire pour l'éclairage des locaux dans lesquels l'énergie est ainsi utilisée.

« Le privilège résultant de l'alinéa qui précède ne s'applique pas aux entreprises de transport en commun employant, pour l'éclairage des voies et des locaux qui en dépendent, la source d'énergie servant à la traction, ni aux établissements ou services ci-après énumérés :

.

L'avant-dernier paragraphe de cet article vise l'éventualité du monopole. Il reproduit exactement le texte du paragraphe 2 de l'article 8 de la loi du 15 juin 1906. Il y a dans les dernières lignes de ce paragraphe une restriction qu'il est extrêmement délicat d'interpréter. Sans doute pour éviter toute difficulté et pour ne pas faire préjuger la jurisprudence qu'il établira sur ce point, le Conseil d'Etat a-t-il cru prudent d'employer les termes mêmes de la loi.

*Utilisation accessoire des ouvrages
et canalisations.*

ART. 3. — Le concessionnaire est autorisé à faire usage des ouvrages et canalisations établis en vertu de la présente concession pour desservir les entreprises de transport en commun, les établissements ou services énumérés à l'article 1^{er} ci-dessus et, d'une manière générale, toutes entreprises situées hors de la commune, à la condition expresse qu'il n'en résulte aucune entrave au bon fonctionnement de la distribution et que toutes les obligations du cahier des charges soient remplies.

L'article 3 est la conséquence du principe général que les permissions de voirie ne sont données que dans un

but déterminé. Il résulterait de ce principe général que le concessionnaire n'aurait pas le droit de se servir pour d'autres usages des conduites établies en vertu de la concession, d'où une mauvaise utilisation économique des forces électriques. C'est pour obvier à cet inconvénient que l'article 3 porte que « le concessionnaire est autorisé à faire usage des ouvrages et canalisations établis en vertu de sa concession », à condition d'assurer les services qui font l'objet de cette concession.

CHAPITRE II. — TRAVAUX.

Approbation des projets.

ART. 4. — Les projets de tous les ouvrages dépendant de la concession devront être approuvés dans les formes prévues par la loi du 15 juin 1906 et par le décret du 3 avril 1908.

Ouvrages à établir pour la distribution.

ART. 5. — Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais les canalisations, sous-stations, postes de transformateurs, etc., nécessaires à la distribution.

Le réseau sera alimenté au moyen d'un ou plusieurs postes centraux, situés sur le territoire de la commune, qui feront partie intégrante de la concession.

Les ouvrages destinés à la production de l'énergie et à son transport jusqu'à chacun des postes centraux ne seront pas soumis aux dispositions du présent cahier des charges et devront être établis, s'il y a lieu, en vertu de permissions ou de concessions distinctes données en conformité de la loi du 15 juin 1906.

« Toutefois, le concessionnaire sera tenu de construire et de maintenir en bon état de service une (ou plusieurs) usine génératrice d'une puissance totale d'au moins... kilowatts. Cette (ou

ces) usine ainsi que les ouvrages la (ou les) reliant au réseau de distribution feront partie de la concession (1). »

« *Ouvrages et canalisations préexistants.* — La commune donne en location au concessionnaire, qui accepte, l'ensemble des immeubles, canalisations, ouvrages, matériel et appareils constituant les installations de la distribution préexistante, suivant inventaire annexé au présent cahier des charges.

« La présente location est consentie pour la durée de la concession, mais elle cesserait de plein droit en cas de rachat ou de déchéance.

« Le concessionnaire payera, pour l'usage des ouvrages de la distribution qui lui sont donnés à bail par la commune, un loyer annuel de..... (2). »

On a prévu ici deux systèmes bien distincts de concession. Un entrepreneur de transport d'énergie s'est engagé à éclairer par exemple la ville d'Annonay. Il utilise la force hydraulique prise dans les Alpes et au passage il distri-

(1) La commune peut exiger que les usines dépendant de la concession soient en état de produire toute l'énergie nécessaire à la distribution ; dans ce cas, les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 5 doivent être supprimés et le premier alinéa complété par les mots suivants : « ainsi que les ouvrages destinés à la production de l'énergie et à son transport jusqu'au réseau. Tous ces ouvrages feront partie intégrante de la concession. »

(2) Les trois derniers alinéas de l'article 5 ne sont applicables que si la commune dispose, au moment de l'institution de la concession, d'un réseau de distribution déjà existant.

Dans ce cas, la commune peut louer ce réseau au concessionnaire à des conditions déterminées d'un commun accord. Le loyer peut être soit fixe, soit proportionnel aux recettes brutes ou aux bénéfices réalisés par le concessionnaire.

La commune peut également mettre gratuitement le réseau préexistant à la disposition du concessionnaire. En ce cas, les mots « donne en location au » sont remplacés par les mots « met gratuitement à la disposition du » et les deux derniers alinéas sont supprimés.

bue de l'énergie dans une ou plusieurs communes ; ou bien, un concessionnaire de distribution d'énergie électrique d'une grande ville s'adresse à un fournisseur d'énergie étranger. Il faut que la concession soit organisée de telle sorte qu'elle puisse fonctionner à toute époque. Elle doit avoir son origine dans un poste central qui présente les conditions nécessaires pour assurer les services de la commune.

Si la situation de deux communes est telle que l'une des distributions ne peut pas fonctionner sans l'autre, les communes doivent organiser un syndicat. La formule employée par l'article 5 est générale.

Le dernier alinéa vise un cas qui s'est déjà présenté et qui deviendra tout à fait normal. C'est le cas où une commune a déjà une partie des ouvrages d'une concession préexistante entre les mains.

Délais d'exécution.

ART. 6. — Les projets des ouvrages et des lignes désignées sur le plan annexé au présent cahier des charges devront être présentés par le concessionnaire dans le délai de... mois à partir de l'approbation définitive de la concession (1).

Les travaux seront commencés dans le délai de... à dater de

(1) Au lieu de déterminer les lignes constituant le réseau à établir immédiatement, la commune peut imposer l'établissement d'une longueur donnée de canalisations principales, et dans ce cas le premier alinéa de l'article 6 doit être rédigé de la manière suivante :

« Le concessionnaire sera tenu d'établir au moins... mètres de canalisations. Il devra en présenter le projet dans le délai de... mois à partir de l'approbation définitive de la concession ».

l'approbation des projets et poursuivis sans interruption, de manière à être achevés dans le délai de....

Les autres lignes seront exécutées, lorsqu'elles seront réclamées dans les conditions prévues à l'article 13 ci-après ; elles pourront l'être plus tôt, si le concessionnaire le juge utile.

Propriété des installations.

ART. 7. — Le concessionnaire sera tenu d'acquérir les machines et l'outillage nécessaires à l'exploitation (1).

Il pourra, à son choix, soit acquérir les terrains et établir à ses frais les constructions affectées au service de la distribution, soit les prendre en location.

« Toutefois, il sera tenu d'acquérir en toute propriété et de construire les .. (2).

« Pour l'établissement des ouvrages, la commune s'engage à mettre à la disposition du concessionnaire moyennant (3). »

Les baux ou contrats relatifs à toutes les locations d'immeubles seront communiqués au maire ; ils devront comporter une clause réservant expressément à la commune la faculté de se substituer au concessionnaire en cas de rachat ou de déchéance. Il en sera de même pour tous les contrats de fourniture d'énergie, si le concessionnaire achète le courant.

Ces articles n'appellent aucune remarque.

(1) Quand le concessionnaire est autorisé à ne pas produire lui-même l'énergie, le mot « l'exploitation » doit être remplacé par les mots « la distribution de l'énergie ».

(2) La commune peut imposer au concessionnaire l'acquisition en toute propriété des immeubles destinés à l'établissement des usines de production et des sous-stations où le courant alternatif est transformé en courant continu.

(3) La commune peut autoriser, par le cahier des charges, le concessionnaire à occuper, dans les conditions déterminées, telle partie du domaine communal qu'elle juge convenable.

Nature et mode de production du courant (1).

ART. 8. —	
« Usines génératrices (1). —	
Sous-stations et postes de transformateurs (1).	

L'article 8 est sans texte. Il a pour but de régler les conditions techniques et il n'y avait donc pas possibilité d'en donner modèle.

Tension de distribution.

ART. 9. — La tension du courant distribué aux abonnés est fixée à... volts. La tolérance maximum pour la variation de la tension est de... p. 100 en plus ou en moins pour l'éclairage, et de... p. 100 en plus ou en moins pour tous autres usages (2).

« *Fréquence* (3). — La fréquence du courant distribué est fixée

(1) Indiquer la nature du courant distribué, le mode de production de ce courant et, s'il y a lieu, la nature du courant primaire.

Lorsque l'acte de concession prévoit la construction d'usines génératrices faisant partie intégrante de la concession, l'article 8 détermine les conditions d'établissement de ces usines.

L'article 8 détermine également, s'il y a lieu, les conditions d'établissement de sous stations et postes de transformateurs.

(2) La tension peut être différente suivant l'usage qui est fait de l'énergie ou suivant les parties de la commune où elle est utilisée.

Les tensions habituelles de distribution, en vue de l'éclairage, sont, suivant les cas :

Pour le courant continu 110 et 220 volts ;

Pour le courant alternatif 110, 190 et 220 volts.

La tolérance admise habituellement pour l'éclairage ne dépasse pas 5 p. 100 en plus ou en moins.

(3) Cet alinéa ne s'applique qu'en cas de distribution par courants

à... périodes par seconde ; elle ne doit pas varier de plus de... p. 100 en plus ou en moins de sa valeur normale ».

Canalisations.

ART. 10. — Les canalisations souterraines seront placées directement dans le sol ; « toutefois, elles pourront, sur la demande du concessionnaire, être placées dans des galeries accessibles et elles devront l'être lorsque les services de voirie l'exigeront. Sauf aux traversées des chaussées, elles seront toujours sous les trottoirs ».

A la traversée des chaussées fondées sur béton et des voies de tramways, les dispositions nécessaires seront prises pour que le remplacement des canalisations soit possible sans ouverture de tranchée.

« Les canalisations aériennes . . . : . . . (1) : »

« Branchements particuliers (2). — »

CHAPITRE III. — TARIFS ET CONDITIONS DU SERVICE.

Tarif maximum.

Art. 11. — Les prix auxquels le concessionnaire est autorisé à vendre l'énergie électrique ne peuvent dépasser les maxima suivants (3).

alternatifs.

La fréquence habituelle est de 25 ou 50 périodes par seconde ;

La tolérance admise habituellement ne dépasse pas 5 p. 100.

(1) Les municipalités peuvent interdire les canalisations aériennes ; lorsqu'elles les autorisent elles doivent indiquer si les canalisations peuvent être aériennes dans toute l'étendue de la commune ou, sinon, dans quelles parties elles ne peuvent pas l'être.

Les municipalités peuvent, en autorisant les canalisations aériennes, déterminer les conditions auxquelles sera soumis leur établissement.

(2) L'article 10 détermine, s'il y a lieu, les conditions auxquelles doivent satisfaire les branchements particuliers.

(3) Le cahier des charges peut fixer des maxima différents sui-

Vente au compteur.

Pour l'éclairage, le kilowatt-heure.

Pour tous les autres usages, le kilowatt-heure

.

Vente à forfait.

« Pour l'éclairage, le kilowatt-an

« Pour tous les autres usages, le kilowatt-an

.

Abaissements de tarif (1).

Si le concessionnaire abaisse pour certains abonnés les prix de vente de l'énergie pour l'éclairage électrique, avec ou sans conditions, au-dessous des limites fixées par le tarif maximum prévu ci-dessus, il sera tenu de faire bénéficier des mêmes réductions tous les abonnés placés dans les mêmes conditions de puissance, d'horaire, d'utilisation, de consommation et de durée d'abonnement.

A cet effet, il devra établir et tenir constamment à jour un relevé de tous les abaissements consentis, avec mention des condi-

vant les conditions de présence, d'horaire, d'utilisation et de consommation ; il peut stipuler notamment des réductions pour les abonnés dépassant ou garantissant un minimum déterminé de consommation, pour les abonnés utilisant le courant à des heures ou pendant des saisons déterminées et, d'une manière générale, pour les abonnés acceptant des sujétions spéciales.

Pour la vente à forfait, la période d'un an peut être remplacée par une période d'une durée différente.

(1) Les deux derniers alinéas doivent figurer dans les cahiers des charges de toutes les concessions comportant un privilège pour l'éclairage électrique. Pour celles qui ne comportent qu'un privilège d'une durée limitée, il peut être stipulé que ces deux alinéas cesseront d'être appliqués quand le privilège prendra fin. Ils sont facultatifs pour les concessions qui ne comportent pas de privilège.

tions auxquelles ils sont subordonnés. Un exemplaire de ce relevé sera déposé dans chacun des bureaux où peuvent être contractés des abonnements et tenu constamment à la disposition du public et des agents du contrôle.

L'article 11 impose le tarif maximum que, bien que la loi ne le dise pas expressément dans son texte, l'exposé des motifs faisait prévoir.

« Une discussion très approfondie s'est élevée au sein de la commission pour définir les principales obligations susceptibles d'être imposées par l'acte de concession. Les industriels qui ont été entendus ont vivement insisté pour que la plus grande liberté soit laissée à la vente du courant. Ils ont demandé à ne pas être forcés de soumettre les tarifs à une homologation quelconque, et ont même manifesté quelques répugnances au sujet de la fixation d'un prix maximum pour la fourniture de l'énergie, prétendant que ce maximum n'était utile que si la législation permettait, au profit d'un concessionnaire déterminé, l'établissement d'un monopole. »

« Le texte annexé au rapport de M. Berthelot parlait à l'article 2 de « *concession avec cahier des charges et tarif maximum* », et laissait, en vertu de l'article 11, à un règlement d'administration publique le soin de déterminer « *les formes de l'homologation des tarifs par l'autorité concédante* ».

« Votre commission a reconnu qu'il serait regrettable de donner le même régime aux tarifs d'énergie électrique qu'aux tarifs de chemins de fer en établissant l'homologation comme règle.

« Les tarifs que fixent les sociétés actuelles de distribution d'énergie dépendent d'un grand nombre d'éléments, parmi lesquels les principaux sont : l'heure de la demande, la quantité demandée et la régularité. Il serait à peu près impraticable d'arriver à une tarification rationnelle tenant compte de ces divers éléments.

« On peut craindre sans doute qu'avec la liberté des tarifs, une entreprise industrielle n'obtienne pas le courant qui lui est nécessaire à aussi bon compte qu'une autre entreprise placée dans des conditions analogues. C'est là une objection dont l'importance n'a pas échappé à votre commission. Celle-ci a pensé cependant qu'elle n'était pas de nature à exiger l'application du principe de l'homologation, attendu que l'énergie électrique peut, en cas de besoin, être produite finalement par tout industriel, pour son usage personnel, au moyen d'un moteur à vapeur.

« D'un autre côté votre commission a estimé qu'il n'était pas possible d'aller jusqu'à la liberté absolue réclamée par divers industriels et qu'un *tarif maximum* aurait l'avantage de prévenir certains abus, sans apporter d'entraves sérieuses au développement de l'industrie (1). »

C'est l'établissement de ce tarif maximum qui est prévu à l'article 11 du décret du 17 mai 1908.

La publicité des arrangements intervenus est la sanction du principe de l'égalité de traitement.

(1) Rapport Janet, *loc. cit.*, p. 7.

Les industriels ont un peu protesté contre cette publicité qui est une gêne particulière lorsqu'un entrepreneur de distribution d'énergie est en concurrence avec un concessionnaire de gaz qui lui n'est pas soumis à la publicité. Il serait à désirer qu'on établît cette publicité, autant que possible, à titre de réciprocité dans les contrats futurs à imposer aux concessionnaires de gaz. Nous croyons savoir qu'on avait un moment songé à se borner à demander au service du contrôle communication des prix des concessionnaires. Mais cette communication a paru insuffisante parce qu'elle ne donnerait pas de garantie aux particuliers.

Tarifs applicables aux services publics.

ART. 12. — Les services publics de l'Etat et des départements bénéficieront d'une réduction de... p. 100 sur le tarif maximum prévu à l'article ci-dessus (1).

Les établissements publics et les associations agricoles organisées par l'administration en vertu des lois du 16 septembre 1807, du 14 floréal an XI et du 8 avril 1898 ou autorisées en conformité des lois des 21 juin 1865-22 décembre 1888 bénéficieront d'une réduction de... p. 100.

« L'énergie nécessaire pour les besoins de la commune sera fournie, aux prix et dans les conditions ci-après :

- « Eclairage des voies publiques
- « Eclairage des bâtiments municipaux
- « Tous autres usages.
- « La commune s'engage à prendre (2).

(1) La réduction sur le tarif maximum stipulée au profit des services publics de l'Etat et des départements ne peut être inférieure à 20 p. 100.

(2) La commune peut s'engager à demander au concessionnaire

« Sous réserve de cet engagement, elle reste libre d'adopter tous autres systèmes d'éclairage ou de se procurer par tout autre procédé l'énergie nécessaire à ses services. »

Le ministère de l'agriculture fonde de grandes espérances sur l'irrigation par le relèvement des eaux à un niveau plus élevé et c'est lui qui a fait ajouter « les associations agricoles » à la liste des services publics qui bénéficieront d'une réduction de tarif.

La réduction est calculée par rapport au tarif maximum. Si la différence entre le tarif commercial et le tarif maximum est supérieure, la réduction ne peut porter que sur le tarif obligatoire.

Obligation de consentir des abonnements sur tout le parcours de la distribution.

ART. 13. — Sur tout le parcours de la distribution, le concessionnaire sera tenu, dans le délai d'un mois à partir de la demande qui lui en aura été faite, de fournir l'énergie électrique dans les conditions prévues au présent cahier des charges à toute personne qui demandera à contracter un abonnement pour une durée d'au moins... Lorsque la puissance demandée excédera... kilowatts, le concessionnaire pourra exiger que le demandeur lui garantisse pendant... années une recette brute annuelle de... francs par kilowatt demandé.

Si le service du nouvel abonné exige des travaux complémentaires sur le réseau, le délai d'un mois prévu pour la fourniture du courant sera prolongé du temps nécessaire à l'exécution de ces travaux.

tout ou partie du courant nécessaire à ses services et stipuler toutes dispositions utiles pour régler les conditions de la fourniture et les prix.

« En aucun cas, le concessionnaire ne pourra être astreint à dépasser la puissance maximum de... kilowatts pour l'ensemble de la distribution.

« Si les demandes viennent à dépasser la puissance disponible, elles seront desservies dans l'ordre de leur inscription sur un registre spécial tenu à cet effet.

« Si, dans le délai d'un an après constatation de l'insuffisance de la puissance disponible, le concessionnaire ne s'est pas mis en mesure de fournir tout le courant qui lui est demandé, la clause relative au privilège d'éclairage sera abrogée de plein droit (1). »

L'article 13 est relatif aux obligations du concessionnaire pour le service du public. On a voulu éviter que le service tout entier pût être troublé ou interrompu par certains consommateurs faisant une consommation énorme. Il peut arriver par exemple que un cinquième de tout l'éclairage soit pris par un consommateur. Au point de vue de l'intérêt public, on a indiqué que les abonnés seront servis dans l'ordre des demandes.

Le dernier alinéa est applicable au cas de privilège pour l'éclairage. Lorsqu'il y a un monopole, sa contrepartie est l'assurance des services sans aucune limitation. Si les demandes des consommateurs dépassent la puissance de ses usines, le concessionnaire qui a le monopole sera obligé d'accepter qu'un autre fasse ce qu'il ne peut pas faire.

Obligation d'étendre le réseau.

ART. 14. — Le concessionnaire sera tenu d'installer toute ligne

(1) Le dernier alinéa n'est applicable qu'au cas de privilège pour l'éclairage.

pour laquelle un ou plusieurs des propriétaires des immeubles à desservir lui garantiront, pendant cinq ans, une recette brute annuelle de.... francs par mètre courant de canalisation aérienne ou une recette brute annuelle de... francs par mètre courant de canalisation souterraine, la longueur à établir étant comptée à partir du réseau déjà existant, sans y comprendre la longueur des branchements qui desserviront chaque immeuble.

Les projets de la ligne réclamée devront être présentés par le concessionnaire dans le délai d'un mois à partir de la demande qui lui en aura été faite. La ligne devra être achevée et mise en service dans le délai de.... mois (1) à dater de l'approbation des projets si sa longueur est inférieure à . . mètres, et dans le délai de... mois, si sa longueur est supérieure.

« Le concessionnaire sera dispensé de l'obligation d'étendre le réseau si les demandes d'abonnement dépassent la puissance disponible sur le maximum prévu à l'article 13 ci-dessus (2). »

L'article 14 concerne les immeubles riverains de la distribution. Les personnes habitant à quelques centaines de mètres de l'agglomération desservie ne pourront pas être obligées à faire une canalisation à leurs frais. Selon que ces demandes proviendront de propriétaires habitant plus ou moins loin, le concessionnaire aura des délais différents qui en aucun cas ne devront excéder 6 mois.

Branchements et colonnes montantes.

ART. 15. — Les branchements sur les canalisations établies sur ou sous les voies publiques, ayant pour objet d'amener le

(1) En aucun cas, le délai ne doit excéder six mois.

(2) A insérer seulement lorsque la puissance à fournir par le concessionnaire est limitée par le cahier des charges.

courant du réseau à l'intérieur des immeubles desservis jusques et y compris soit la boîte du coupe-circuit principal, soit le poste de transformateur, seront installés et entretenus par le concessionnaire et feront partie intégrante de la distribution. Les frais d'installation des branchements seront remboursés au concessionnaire par les propriétaires ou abonnés, conformément au tarif ci-après :

.

« Les propriétaires ou abonnés qui garantiront une consommation d'au moins... kilowatts-heure par an pendant... années seront dispensés du remboursement des frais d'installation des branchements, à condition d'y substituer le payement d'un loyer mensuel, conformément au tarif ci-après :

.

« Lorsque le loyer aura été payé pendant la période mentionnée ci-dessus, les frais d'installation du branchement seront considérés comme amortis et les abonnés desservis au moyen de ce branchement en jouiront gratuitement.

« Les frais d'installation des branchements resteront entièrement à la charge du concessionnaire, si les propriétaires ou abonnés garantissent une consommation d'au moins... kilowatts-heure par an, pendant... années. »

Les branchements intérieurs, les colonnes montantes et toutes dérivations seront établis et entretenus par les soins et aux frais des propriétaires des immeubles.

« Toutefois, si les propriétaires le requièrent, le concessionnaire sera tenu d'exécuter et d'entretenir lui-même ces installations, moyennant une rémunération calculée conformément au tarif ci-après :

« »

Les tarifs prévus au présent article seront revisables à toute époque par une délibération du conseil municipal, acceptée par le concessionnaire et approuvée par le préfet.

Cet article 15 concerne les obligations respectives de

l'abonné et du concessionnaire au sujet des installations des appareils propres à la distribution de l'énergie ou de l'éclairage. C'est le droit commun qui a été indiqué : les branchements extérieurs sont au concessionnaire et lui sont remboursés par les propriétaires ou abonnés ; les branchements intérieurs, les colonnes montantes et toutes dérivations sont établies et entretenues par les soins et aux frais des propriétaires des immeubles. Il y a cependant deux dispositions exceptionnelles. L'abonné ou le propriétaire est autorisé à payer son branchement sous forme d'abonnement et cet abonnement donne un droit gratuit aux branchements à condition que l'abonné ou le propriétaire se soit engagé pour une durée et une consommation suffisantes.

Compteurs.

ART. 16. — Les compteurs servant à mesurer les quantités d'énergie livrées aux abonnés par le concessionnaire seront d'un des types approuvés par le ministre des travaux publics, après avis du comité d'électricité institué conformément à la loi du 15 juin 1906. Pour chaque type, le ministre déterminera la valeur des écarts dans la limite desquels les compteurs seront considérés comme exacts.

Les compteurs seront posés, plombés et entretenus par le concessionnaire.

L'abonné aura la faculté de les fournir lui-même ou de demander au concessionnaire de les fournir en location (1).

(1) La commune peut spécifier que la fourniture du compteur sera toujours faite par le concessionnaire. Dans ce cas, les quatre derniers alinéas de l'article 17 seront remplacés par un paragraphe unique ainsi conçu : « Les compteurs seront fournis, posés, plombés et

Si le compteur appartient à l'abonné, le concessionnaire percevra, à titre de frais de pose, une somme de... et, à titre de frais d'entretien, une somme mensuelle de...

Si le compteur est fourni par le concessionnaire, celui-ci percevra, à titre de frais de pose, une somme de..., et à titre de frais de location et d'entretien, une somme mensuelle de... (1).

Cet article n'appelle aucune explication.

Vérification des compteurs.

ART. 17. — Le concessionnaire pourra procéder à la vérification des compteurs aussi souvent qu'il le jugera utile, sans que cette vérification donne lieu à son profit à aucune allocation en sus des frais d'entretien mentionnés à l'article précédent.

L'abonné aura toujours le droit de demander la vérification du compteur, soit par le concessionnaire, soit par un expert désigné d'un commun accord ou, à défaut d'accord, désigné par l'ingénieur en chef du contrôle des distributions d'énergie électrique. Les frais de la vérification seront à la charge de l'abonné, si le compteur est reconnu exact ou si le défaut d'exactitude est à son profit ; ils seront à la charge du concessionnaire si le défaut d'exactitude est au détriment de l'abonné.

L'article 17 est relatif à la vérification des compteurs. Leur entretien est à la charge du concessionnaire, mais l'abonné peut toujours recourir à la vérification quand il le jugera opportun.

Les frais de cette vérification seront à la charge de l'abonné si le compteur est reconnu exact ou si le défaut

entretenu par le concessionnaire qui percevra, à titre de rémunération pour ce service, une somme mensuelle de... »

(1) Les redevances pour pose, entretien ou location du compteur peuvent être variables suivant sa puissance et sa nature.

d'exactitude est à son profit ; ils seront à la charge du concessionnaire si le défaut d'exactitude est au détriment de l'abonné. « Cette façon d'opérer existe déjà en matière de compteurs à gaz et correspond à un « *plerumque fit*. »

Police d'abonnement.

ART. 18. — Les contrats pour la fourniture de l'énergie électrique seront établis sous la forme de polices d'abonnement, conformes aux modèles arrêtés d'accord entre le concessionnaire et le maire autorisé à cet effet par le conseil municipal. Il ne pourra être dérogé aux dispositions contenues dans ces modèles que par une convention spéciale entre le concessionnaire et l'abonné, soumise aux conditions stipulées dans les deux derniers alinéas de l'article 11 ci-dessus.

Dans le cas où il y aurait lieu, au cours de la concession, d'apporter des modifications aux modèles de police, à défaut d'accord entre la municipalité et le concessionnaire, il serait statué par le ministre des travaux publics, après avis du comité d'électricité.

« Avances sur consommation. — L'abonné sera tenu, sur la demande du concessionnaire, de lui verser, à titre d'avance sur consommation, une somme qui ne pourra être supérieure à... par hectowatt de puissance du compteur.

« Cette avance ne sera pas productive d'intérêt et sera remboursable à l'expiration de l'abonnement. »

Le paragraphe 1^{er} de l'article 18 est relatif à la police d'abonnement. On annexe au contrat de concession une police-type de façon à ce que le concessionnaire ne puisse pas glisser dans ses polices aux abonnés toute une série de dispositions qui restreindraient singulièrement les droits et les garanties de ses clients.

Dans le cas où l'expérience révélerait, au cours de la concession, des besoins nouveaux, le seul arbitrage possible, entre la municipalité et le concessionnaire, était celui du ministre des travaux publics (art. 18, § 2).

Le paragraphe 3 de cet article comporte une disposition qu'il est bien difficile de justifier : « L'abonné sera tenu, sur la demande du concessionnaire, de lui verser, à titre d'avance sur consommation, une somme qui ne pourra être supérieure à. . . par hectowatt de puissance de compteur. »

« Cette avance ne sera pas productive d'intérêt et sera remboursable à l'expiration de l'abonnement. »

Cette clause qui est de style dans presque tous les contrats de l'espèce est universellement critiquée par les abonnés soit du gaz, soit de l'électricité. Mais c'est surtout l'improductivité des intérêts qui ne se comprend pas. On prétend la justifier par l'insignifiance de l'intérêt que les compagnies devraient servir. Quand on prête pour longtemps, on peut exiger un intérêt ; quand il s'agit d'une somme à rembourser du jour au lendemain, on ne pourrait obtenir que les conditions des dépôts, non pas à la Banque de France qui ne donne aucun intérêt, mais dans les sociétés de crédit qui donnent 1 ou 1 1/2 pour cent. On dit encore que l'intérêt des sommes que devraient donner les concessionnaires entrent dans le calcul des tarifs ; enfin et surtout que le calcul des intérêts à la fin de chaque mois serait très compliqué et que tout ce qui simplifie la comptabilité est bon.

Mais ces raisons pratiques ne s'appuient sur aucune raison de droit et l'on peut se demander si c'était bien le rôle de la plus haute autorité administrative juridique du pays de mettre dans un cahier des charges une clause qui ne se justifie juridiquement par rien. Une discussion très approfondie s'est élevée à ce sujet au Conseil d'Etat qui n'a consenti à ne pas apporter de modification au projet qui lui était soumis qu'en raison de l'insignifiance du résultat à obtenir.

Surveillance des installations intérieures.

ART. 19. — Le courant ne sera livré aux abonnés que s'ils se conforment, pour leurs installations intérieures, aux mesures qui leur seront imposées par le concessionnaire, avec l'approbation de l'ingénieur en chef du contrôle, en vue soit d'empêcher les troubles dans l'exploitation, notamment les défauts d'isolement et la mise en marche ou l'arrêt brusque des moteurs électriques, soit d'empêcher l'usage illicite du courant, soit d'éviter une déperdition exagérée d'énergie dans les branchements et colonnes montantes avant les compteurs.

Le concessionnaire sera autorisé, à cet effet, à vérifier, à toute époque, l'installation intérieure de chaque abonné.

Si l'installation est reconnue défectueuse, le concessionnaire pourra se refuser à continuer la fourniture du courant. En cas de désaccord sur les mesures à prendre en vue de faire disparaître toute cause de danger ou de trouble dans le fonctionnement général de distribution, il sera statué par l'ingénieur en chef du contrôle, sauf recours au ministre des travaux publics, qui décidera après avis du comité d'électricité.

En aucun cas, le concessionnaire n'encourra de responsabilités à raison des défauts des installations qui ne seront pas de son fait.

Le paragraphe 3 de cet article décide « qu'en cas de désaccord sur les mesures à prendre en vue de faire disparaître toute cause de danger ou de trouble dans le fonctionnement général de la distribution, il sera statué par l'ingénieur en chef du contrôle, sauf recours au ministre des travaux publics, qui décidera après avis du comité d'électricité ».

Cette disposition ne concerne que les mesures intéressant la sécurité publique. Quand il s'agira d'intérêts privés, par exemple d'installations prêtant à des manœuvres frauduleuses ou dolosives, il est de toute évidence que les mesures à prendre seront du ressort et de la compétence des tribunaux ordinaires.

Conditions particulières du service.

ART. 20 (1).

.

CHAPITRE IV. — DURÉE DE LA CONCESSION, RACHAT ET DÉCHÉANCE.

Durée de la concession.

ART. 21. — La durée de la présente concession est fixée à . . . années (2) ; elle commencera à courir de la date de son approbation définitive (3).

(1) L'article 20 indique si l'énergie doit être à la disposition des abonnés en permanence, ou si le service peut être normalement suspendu à des heures déterminées, qui peuvent être variables suivant les saisons.

Il peut contenir, en outre, des conditions spéciales qui seraient stipulées pour la fourniture de l'énergie à certaines catégories d'abonnés.

(2) La durée ne peut être supérieure à quarante ans.

(3) Lorsque la concession a pour objet l'extension d'une conces-

Reprise des installations en fin de concession.

ART. 22. — A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, la commune aura, moyennant un préavis de deux ans, la faculté de se subroger aux droits du concessionnaire et de prendre possession de tous les immeubles et ouvrages de la distribution et de ses dépendances.

Si la commune use de cette faculté, les usines, sous-stations et postes transformateurs, du matériel électrique et mécanique ainsi que des canalisations et branchements faisant partie de la concession, lui seront remis gratuitement et il ne sera attribué d'indemnité au concessionnaire que pour la portion du coût de ces installations qui sera considéré comme n'étant pas amorti. Cette indemnité sera égale aux dépenses dûment justifiées, supportées par le concessionnaire pour l'établissement de ceux des ouvrages ci-dessus énumérés subsistant en fin de concession qui auront été régulièrement exécutés pendant les dernières n années de la concession, sauf déduction pour chaque ouvrage de $1/n$ de sa valeur pour chaque année écoulée depuis son achèvement. L'indemnité sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession (1).

En ce qui concerne le mobilier et les approvisionnements, la commune se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'elle jugera convenable, mais sans pouvoir y être contrainte. La valeur des objets repris sera fixée à l'amiable ou à dire d'experts, et payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront leur remise à la commune.

sion déjà existante, elle doit prendre fin à la même date que la concession principale, et l'article 21 détermine la date d'expiration pour l'ensemble du réseau.

(1) Lorsque la concession comprend un privilège d'éclairage, la période sur laquelle porte l'indemnité ne peut excéder quinze ans.

Lorsque la concession ne comprend pas de privilège d'éclairage, le cahier des charges peut stipuler que l'indemnité portera sur tous les ouvrages établis pendant la durée de la concession.

« Si la commune ne prend pas possession de la distribution, le concessionnaire sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes celles de ses installations qui se trouvent sur ou sous les voies publiques ; il pourra toutefois abandonner sans indemnité les canalisations souterraines, à condition qu'elles n'apportent aucune gêne aux services publics (1). »

Dans tous les cas, la commune aura la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le concessionnaire, de prendre pendant les six derniers mois de la concession, toutes mesures utiles pour assurer la continuité de la distribution de l'énergie en fin de concession, en réduisant au minimum la gêne qui en résultera pour le concessionnaire. Elle pourra notamment, si les sous-stations et postes de transformateurs n'appartiennent pas en propre au concessionnaire et s'il ne produit pas le courant dans des usines faisant partie de la concession, desservir directement les abonnés par des sous stations ou postes de transformateurs nouveaux, en percevant à son profit le prix de vente de l'énergie, et d'une manière générale prendre toutes les mesures nécessaires pour effectuer le passage progressif de la concession ancienne à une concession ou à une entreprise nouvelle.

La clause contenue dans l'article 22 est *facultative*. On

(1) La commune peut ne pas se réserver la faculté d'obliger le concessionnaire à enlever ses installations en fin de concession et prendre l'engagement de les racheter dans tous les cas. Les modifications suivantes doivent alors être apportées à la rédaction de l'article 22 » :

Premier alinéa : les mots « la commune aura, moyennant un pré avis de deux ans, la faculté de se subroger » sont remplacés par les mots « la commune sera subrogée » et les mots « et de prendre possession » sont remplacés par les mots « et prendra possession ».

Deuxième alinéa : les mots « si la commune use de cette faculté » sont supprimés et les mots « régulièrement exécutés » sont remplacés par les mots « exécutés après autorisation du conseil municipal ».

L'alinéa placé entre guillemets est supprimé.

ne saurait trop le faire remarquer, car elle équivaut presque à une privation de la concession sur son délai obligatoire, puisque les obligations du concessionnaire subsistent pendant les six derniers mois sans que ses droits subsistent.

Cette disposition a été acceptée par les industriels qui faisaient partie de la commission chargée de préparer le projet de cahier des charges. On peut dire qu'elle est la contre-partie nécessaire de la faculté qui leur est accordée de faire une partie de leurs installations dans les locaux loués. Il est évident que du moment où le concessionnaire établit son installation dans des locaux dont les baux pourront expirer en fin de concession, il faut que la ville puisse organiser peu à peu le changement de service. Il ne faut pas qu'elle soit obligée de remplacer un certain jour, à minuit, tous les services antérieurs par une organisation improvisée. Le concessionnaire devra se dire que pendant les 6 derniers mois il ne peut plus compter sur la recette.

Rachat de la concession.

ART. 23. — A toute époque, la commune aura le droit de racheter la concession entière, moyennant un préavis de deux ans.

En cas de rachat, le concessionnaire recevra pour toute indemnité :

1^o Pendant chacune des années restant à courir jusqu'à l'expiration de la concession, une annuité égale au produit net moyen des sept années d'exploitation précédant celle où le rachat sera effectué, déduction faite des deux plus mauvaises.

Le produit net de chaque année sera calculé en retranchant des recettes toutes les dépenses dûment justifiées, faites pour l'exploitation de la distribution, y compris l'entretien et le renouvellement des ouvrages et du matériel, mais non compris les charges du capital ni l'amortissement des dépenses de premier établissement.

Dans aucun cas le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

2° Une somme égale aux dépenses dûment justifiées, supportées par le concessionnaire pour l'établissement de ceux des ouvrages de la concession, subsistant au moment du rachat, qui auront été régulièrement exécutés pendant les cinq années précédant le rachat, sauf déduction pour chaque ouvrage du cinquième de sa valeur pour chaque année écoulée depuis son achèvement.

La commune sera en outre tenue de se substituer au concessionnaire pour l'exécution des engagements pris par lui en vue d'assurer la marche normale de l'exploitation et de reprendre les approvisionnements en magasin ou en cours de transport ainsi que le mobilier de la distribution ; la valeur des objets repris sera fixée à l'amiable ou à dire d'experts et sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront leur remise à la commune.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des vingt premières années de la concession, le concessionnaire pourra demander que l'indemnité, au lieu d'être calculée comme il est dit ci-dessus, soit égale aux dépenses réelles de premier établissement, y compris les frais de constitution de la société dans la limite d'un maximum de..... francs et les insuffisances qui se seraient produites depuis l'origine de la concession, si celle-ci remonte à moins de sept ans, et pendant les sept premières années de sa durée, si elle remonte à plus de sept ans. Ces insuffisances seront calculées pour chaque année, en prenant la différence entre la recette brute et les charges énumérées ci-après : 1° frais d'exploitation ; 2° intérêt et amortissement des emprunts contractés pour l'établissement de

la distribution ; 3° intérêt à 5 0/0 des sommes fournies par le concessionnaire au moyen de ses propres ressources ou de son capital-actions.

L'article 23 renferme les dispositions relatives au rachat. Le huitième paragraphe a été modifié sur la demande du syndicat des entrepreneurs de distribution d'énergie électrique. Les concessionnaires n'avaient pas réfléchi, en effet, et on a fait observer au Conseil d'Etat, que l'article 23 constituait une disposition draconienne en ce qui concerne la question du rachat pendant les premières années. Il faut que la commune puisse racheter à toute époque dans des conditions qui ne lèsent pas les concessionnaires. Or, les affaires d'électricité sont essentiellement de celles qui, dans les premières années, ne donnent pas de bénéfices. Pour les compagnies de chemins de fer et en raison des garanties d'intérêt qui assurent un minimum de revenu aux concessionnaires, elles peuvent accepter la clause du rachat. En électricité, il n'y a presque jamais aucune clause de garantie et pendant plusieurs années, l'exploitation se fait à perte. Ce n'est que plus tard qu'on arrive à équilibrer les recettes aux dépenses. Si une commune rachète au bout de 10 ou 15 ans, elle rachètera sur le pied du revenu acquis sans que les dépenses aient été amorties, et elle remboursera les frais de premier établissement, mais non les déficits des premières années qui seront définitivement perdus. Cette éventualité empêchera des capitalistes sérieux d'entrer dans ce genre d'affaires. D'autre part, la possi-

bilité de faire des bénéfices sur les concessionnaires aurait pu décider un conseil municipal, animé de mauvaises dispositions, à dire : « L'affaire devient bonne ; si nous attendons que le concessionnaire ait couvert les déficits passés, nous ne rachèterons pas dans d'aussi bonnes conditions ; rachetons tout de suite ». Il fallait éviter cela. On a pensé que le concessionnaire dont la concession serait rachetée au bout d'une période trop courte, serait en droit d'ajouter au capital de premier établissement les déficits initiaux inévitables. On a fixé comme terme de cette période vingt ans. Si l'affaire est encore mauvaise au bout de vingt ans c'est qu'elle a été mal conçue et c'est alors tant pis pour le concessionnaire. Mais même lorsque l'affaire est sérieusement montée et bien conçue, on n'aura, dans tous les cas, rémunéré le capital que par des prélèvements sur le capital-actions.

C'est pour cela qu'on a ajouté dans le paragraphe 8 que le concessionnaire aurait le droit de faire ajouter à l'indemnité « les insuffisances qui se seraient produites depuis l'origine de la concession, si celle-ci remonte à moins de sept ans, et pendant les sept premières années de sa durée si elle remonte à plus de sept ans ». Cette période de sept ans est celle qui sert de base au calcul des indemnités de rachat dans les chemins de fer.

Remise des ouvrages.

ART. 24. — En cas de rachat, ou en cas de reprise à l'expiration de la concession, le concessionnaire sera tenu de remettre à

la commune tous les ouvrages et le matériel de la distribution en bon état d'entretien.

La commune pourra retenir, s'il y a lieu, sur les indemnités dues au concessionnaire, les sommes nécessaires pour mettre en bon état toutes les installations.

« Lorsque la commune usera de la faculté, à elle réservée, de reprendre les installations en fin de concession, elle pourra, avec l'approbation du préfet, se faire remettre les revenus de la distribution dans les deux dernières années qui précéderont le terme de la concession et les employer à rétablir en bon état les installations, si le concessionnaire ne se met pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation et si le montant de l'indemnité à prévoir en raison de la reprise de la distribution par la commune, joint au cautionnement, n'est pas jugé suffisant pour couvrir les dépenses des travaux reconnus nécessaires (1). »

Déchéance et mise en régie provisoire.

ART. 25. — Si le concessionnaire n'a pas présenté les projets d'exécution, ou s'il n'a pas achevé et mis en service les lignes de distribution dans les délais et conditions fixés par le cahier des charges, il encourra la déchéance qui sera prononcée, après mise en demeure, par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Si la sécurité publique vient à être compromise, le maire, après avis de l'ingénieur en chef du contrôle, prendra aux frais et risques du concessionnaire les mesures provisoires nécessaires pour prévenir tout danger. Il soumettra au préfet les mesures qu'il aura prises à cet effet. Le préfet prescrira, s'il y a lieu, les modifications à apporter à ces mesures et adressera au concession-

(1) Lorsque la reprise des installations est obligatoire, cet alinéa doit toujours figurer dans le cahier des charges ; il faut alors supprimer les mots suivants dans le premier alinéa : « en cas de reprise » ; dans le troisième alinéa : « lorsque la commune usera de la faculté, à elle réservée, de reprendre les installations en fin de concession ».

naire une mise en demeure fixant le délai à lui imparti pour assurer à l'avenir la sécurité de l'exploitation.

Si l'exploitation vient à être interrompue en partie ou en totalité, il y sera également pourvu aux frais et risques du concessionnaire. Le maire soumettra immédiatement au préfet les mesures qu'il comptera prendre pour assurer provisoirement le service de la distribution. Le préfet statuera sur ces propositions et adressera une mise en demeure fixant un délai au concessionnaire pour reprendre le service.

Si, à l'expiration du délai imparti, dans les cas prévus aux deux alinéas qui précèdent, il n'a pas été satisfait à la mise en demeure, le ministre des travaux publics pourra prononcer la déchéance.

La déchéance pourra également être prononcée, si le concessionnaire, après mise en demeure, ne reconstitue pas le cautionnement prévu à l'article 34 ci-après, dans le cas où des prélèvements auraient été effectués sur ce cautionnement en conformité des dispositions du cahier des charges.

La déchéance ne pourra être prononcée par le ministre des travaux publics dans les conditions prévues au présent article que sur avis conforme du conseil municipal. Elle ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

L'article 25 indique les cas dans lesquels le concessionnaire encourt la déchéance et où il y a lieu à une mise en régie provisoire. Le système adopté par le Conseil d'Etat est celui qui existe en matière de concessions de tramways depuis la dernière révision du cahier des charges relatif à ces entreprises. On a pris soin notamment de protéger le concessionnaire contre des mesures *ab irato* lorsque, dans l'intérêt de la sécurité publique, le maire doit prendre des mesures provisoires immédia-

tes. Le préfet a le droit de prescrire, s'il y a lieu, les modifications à apporter aux mesures prises par le maire (art. 25, § 2). Dès qu'il ne s'agit plus de sécurité publique, le maire ne peut que « soumettre au préfet les mesures qu'il *compte prendre* pour assurer provisoirement le service de la distribution. » Le préfet statuera sur ces dispositions et adressera une mise en demeure fixant un délai au concessionnaire pour reprendre le service. Il faut remarquer que dans tous les cas où la déchéance aura été encourue, elle « ne pourra être prononcée par le ministre des travaux publics dans les conditions prévues à l'article 25 que sur avis *conforme* du conseil municipal. Elle ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées. » Ce sont là des dispositions largement suffisantes pour garantir les concessionnaires contre une mesure qui peut amener leur ruine.

Procédure en cas de déchéance.

ART. 26. — Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements du concessionnaire au moyen d'une adjudication qui sera ouverte sur une mise à prix des projets, des terrains acquis, des ouvrages exécutés, du matériel et des approvisionnements.

Cette mise à prix sera fixée par le ministre des travaux publics sur la proposition du préfet, après avis du conseil municipal, le concessionnaire entendu.

Nul ne sera admis à concourir à l'adjudication s'il n'a, au préa-

lable, été agréé par le préfet sur la proposition du conseil municipal, et s'il n'a fait, soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, un dépôt de garantie égal au montant du cautionnement prévu par le présent cahier des charges.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 15 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1829.

L'adjudicataire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges et substitué aux droits et charges du concessionnaire évincé, qui recevra le prix de l'adjudication.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sans mise à prix, après un délai de trois mois. Si cette seconde tentative reste également sans résultat, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous droits ; les ouvrages et le matériel de la distribution ainsi que les approvisionnements deviendront sans indemnité la propriété de la commune.

L'article 26 règle la procédure à suivre dans le cas de déchéance du concessionnaire. C'est au moyen d'une adjudication, dont l'adjudicataire sera substitué aux droits et charges du concessionnaire évincé, qu'il sera pourvu à la continuation, à l'achèvement des travaux et aux autres engagements du concessionnaire. Cette adjudication se fera suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 15 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1829 sur l'adjudication des travaux du ministère des ponts et chaussées.

Rappelons qu'aux termes de cette ordonnance, « chaque concurrent doit être porteur d'un certificat de capacité délivré soit par un inspecteur général ou divisionnaire, soit par un ingénieur en chef des Ponts et Chaussées sous les ordres duquel il aura été employé. Mais cette condi-

tion n'est point limitative (1) ». Nous croyons que ce certificat n'est pas nécessaire dans le cas d'adjudication de l'entreprise d'une concession de distribution d'énergie électrique dont le concessionnaire a été déchu, parce que l'article 26 du règlement d'administration publique du 17 mai 1908 ne renvoie pas à l'article 9 de l'ordonnance du 10 mai 1829 qui exige ce certificat de capacité (2). D'ailleurs cet article 26 dispose que « nul ne sera admis à concourir, s'il n'a, au préalable, été *agréé par le préfet*, sur la proposition du conseil municipal ». Il est évident que le conseil municipal intéressé et le préfet n'accepteront qu'un entrepreneur offrant des garanties sérieuses.

L'article 10 de l'ordonnance du 10 mai 1829 portait que « chaque concurrent devait aussi présenter un acte régulier, ou au moins, *une promesse valable de cautionnement* ». L'article 26 du règlement du 3 avril 1908 exige, pour être admis à concourir, *qu'il ait été fait* soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit à la Trésorerie générale du département (cette énumération limitative exclut les recettes des finances) un dépôt de garantie égal au montant du cautionnement prévu par le cahier des charges.

Les paquets renfermant les pièces de chaque concurrent, à savoir : 1° la déclaration du rabais consenti, ce

(1) Cotelle, *Droit administratif*, t. III, p. 17. cf. Dufour, *Droit administratif appliqué*, t. VII, p. 97.

(2) Voir l'article 10 de l'ordonnance qui dispense dans certains cas de la production du certificat de capacité. Comp. Rapport au Roi sur l'ordon. de 1829.

qui constitue la soumission ; 2^o une note portant les noms, âge, profession et domicile du soumissionnaire, à laquelle est joint le certificat de dépôt de garantie. sont reçus cachetés par le préfet, le conseil de préfecture assemblé, en présence de l'ingénieur en chef. Les paquets sont immédiatement rangés sur le bureau et reçoivent un numéro dans l'ordre de leur présentation. A l'instant fixé pour l'ouverture des paquets, le premier cachet est rompu publiquement et il est dressé un état des pièces contenues dans chaque paquet. L'état dressé, les concurrents se retirent de la salle de l'adjudication, et le préfet, après avoir consulté les membres du conseil de préfecture et l'ingénieur en chef arrête la liste des concurrents agréés (art. 11 et 12 de l'ordonnance du 10 mai 1829). Immédiatement après que la liste des concurrents a été arrêtée, la séance redevient publique et le préfet annonce sa décision. Les soumissions sont alors ouvertes publiquement et le soumissionnaire qui a fait l'offre d'exécuter les travaux aux conditions les plus avantageuses, est déclaré adjudicataire (art. 13, ordonnance de 1829). Mais lorsque un soumissionnaire n'a pas été admis par suite de l'examen préalable des pièces, la soumission à laquelle il correspond n'est pas ouverte. D'un autre côté, toute soumission qui n'est pas exactement conforme au modèle adopté est réputée nulle et non avenue (art. 15 et 16 de l'ord. de 1829).

CHAPITRE V. — CLAUSES DIVERSES.

Redevances.

ART. 27. — Les redevances pour l'occupation du domaine public communal sont fixées (1) :

« Le tarif des redevances dues à la commune ne pourra pas être révisé pendant la durée de la concession. »

Etats statistiques et contrôle des recettes.

ART. 28. — Le concessionnaire sera tenu de remettre chaque année au maire et à l'ingénieur en chef du contrôle un compte rendu statistique de son exploitation.

Ce compte rendu sera établi conformément au modèle arrêté par le ministre des travaux publics après avis du comité d'électricité et pourra être publié en tout ou en partie.

Dans le courant du premier trimestre de chaque année le concessionnaire devra en outre adresser au maire et à l'ingénieur en chef du contrôle l'état des recettes réalisées dans la commune pendant l'année précédente.

(1) Les redevances pour l'occupation du domaine public national et départemental ne sont pas réglées par le cahier des charges : elles sont fixées par un règlement d'administration publique (Décret du 17 octobre 1907).

Les redevances pour l'occupation du domaine public communal doivent être fixées par le cahier des charges conformément aux dispositions des articles 1, 2 et 3 du décret du 17 octobre 1907. Elles peuvent être établies au prorata des longueurs des voies empruntées ou proportionnellement aux recettes.

S'il n'est pas fait usage de la faculté, réservée par l'article 3 du décret à la commune concédante, de modifier ou de réduire les redevances prévues aux articles 1 et 2 il suffit d'ajouter après les mots « sont fixées » les mots « conformément aux articles 1 et 2 du décret du 17 octobre 1907 ».

S'il est fait usage de cette faculté, l'article 27 indique le taux de la redevance, qui ne peut en aucun cas dépasser les chiffres inscrits aux articles 1, 2 ou 3 du décret.

La commune aura le droit de contrôler ces états ; à cet effet, ses agents dûment accrédités pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires pour leur vérification (1).

L'article 27 contient une référence au décret du 17 octobre 1907 sur le tarif des redevances. Les redevances sont fixées, en principe, d'après la longueur de la concession, mais elles peuvent l'être aussi d'après le montant des recettes. Il convient d'indiquer celle des dispositions à laquelle sera soumis le concessionnaire.

Les concessionnaires ont protesté, en raison du secret dont les industriels ont besoin, sur la clause de l'article 28 qui les oblige à adresser au maire et à l'ingénieur en chef du contrôle, dans le courant du premier trimestre de chaque année, l'état des recettes réalisées dans la commune pendant l'année précédente. Mais il peut être utile que l'on soit obligé de prendre des mesures vis-à-vis des concessionnaires et que l'autorité, surtout au moment de l'approche de l'expiration de la concession, ait besoin de connaître exactement la situation de l'exploitation.

Impôts et droits d'octroi.

ART. 29. — Tous les impôts établis ou à établir par l'Etat, le département ou la commune, y compris les impôts relatifs aux immeubles de la distribution, seront à la charge du concessionnaire.

(1) Les deux derniers alinéas sont applicables toutes les fois que les redevances sont calculées d'après les recettes brutes ou que le cahier des charges prévoit un privilège d'éclairage ; ils peuvent être supprimés dans les autres cas.

Dans le cas où des droits d'octroi nouveaux viendraient à frapper les objets de consommation employés pour assurer le fonctionnement de la distribution concédée, le concessionnaire aurait le droit de réclamer à la commune le versement d'une somme équivalente, à titre de subvention.

Le paragraphe 2 de cet article parle du cas où des droits d'octroi *nouveaux* viendraient à frapper « les objets de consommation employés pour assurer le fonctionnement de la distribution concédée ».

Mais quels peuvent bien être les objets de consommation employés pour assurer le fonctionnement d'une distribution d'énergie électrique ?

Il n'y a que le *courant d'électricité*. Il est fort probable que si l'on n'a pas mis le courant et si on s'est servi d'une périphrase un peu obscure, c'est intentionnellement, pour ne pas avoir l'air de suggérer que le courant d'électricité pouvait devenir une matière d'octroi.

Dans tous les cas où le courant viendrait à être frappé d'un droit d'octroi le concessionnaire pourra réclamer à la commune le versement d'une somme équivalente, à titre de subvention.

Pénalités.

ART. 30. — Faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, des amendes pourront lui être infligées, sans préjudice, s'il y a lieu, de dominages et intérêts envers les tiers intéressés. Les amendes seront prononcées au profit de la commune par le maire, après avis de l'ingénieur en chef du contrôle.

Les amendes seront appliquées dans les conditions suivantes :

En cas d'interruption générale non justifiée du courant, amende de... par heure d'interruption.

En cas de manquement aux obligations imposées par les articles 6, 9, 13, 14 et 28 du présent cahier des charges, et par chaque infraction, amende de... par jour, jusqu'à ce que l'infraction ait cessé (1).

Cautionnement (2).

ART. 31. — Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera, soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, une somme de.... en numéraire ou en rentes sur l'Etat, en obligations garanties par l'Etat ou en bons du Trésor, dans les conditions prévues par les lois et règlements pour les cautionnements en matière de travaux publics.

La somme ainsi versée formera le cautionnement de l'entreprise.

Sur le cautionnement seront prélevés le montant des amendes stipulées à l'article 30, ainsi que les dépenses faites en raison des mesures prises aux frais du concessionnaire pour assurer la sécurité publique ou la reprise de l'exploitation en cas de suspension, conformément aux prescriptions du présent cahier des charges.

Toutes les fois qu'une somme quelconque aura été prélevée sur le cautionnement, le concessionnaire devra le compléter à nouveau dans un délai de quinze jours, à dater de la mise en demeure qui lui sera adressée à cet effet.

La moitié du cautionnement sera restituée au concessionnaire après achèvement du réseau principal de distribution prévu à l'article 6 ci-dessus ; l'autre moitié lui sera restituée en fin de

(1) Les amendes prévues peuvent n'être pas les mêmes pour les infractions aux divers articles mentionnés dans ce paragraphe.

(2) Le présent article est facultatif pour les communes de moins de 1,000 habitants.

concession. Toutefois, en cas de déchéance, la partie non restituée du cautionnement restera définitivement acquise à la commune.

Agents du concessionnaire.

ART. 32. — Les agents et gardes que le concessionnaire aura fait assermenter pour la surveillance et la police de la distribution et de ses dépendances seront porteurs d'un signe distinctif et seront munis d'un titre constatant leurs fonctions.

Cession ou modification de la concession.

ART. 33. — Toute cession partielle ou totale de la concession, tout changement de concessionnaire ne pourront avoir lieu, à peine de déchéance, qu'en vertu d'une autorisation résultant d'une délibération du conseil municipal approuvée par le préfet.

Jugement des contestations.

ART. 34. — Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées par le conseil de préfecture du département de.... sauf recours au Conseil d'Etat.

Par cet article, le Conseil d'Etat tranche définitivement et affirmativement la question de savoir si une entreprise de distribution d'énergie électrique est une concession de travaux publics (1).

Election de domicile.

ART. 35. — Le concessionnaire devra faire élection de domicile à.... Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat de la mairie de....

(1) Cette indication avait été déjà donnée antérieurement au décret du 17 mai 1908, par M. Berthélemy, dans son *Traité de droit administratif*, 5^e édit., p. 425, note 1.

ART. 36. — Les frais de timbre et d'enregistrement du présent cahier des charges et des concessions annexées seront supportées par le concessionnaire.

**§ 3. — Formes de la demande et autorités compétentes
pour passer les actes de concession.**

Le règlement d'administration publique du 3 avril 1908 a prévu les formalités auxquelles sont assujetties les demandes de concessions simples sans déclaration d'utilité publique.

Toute demande présentée au ministre, au préfet ou maire (art. 13 du règlement) suivant qu'il s'agit d'une concession de la compétence de l'Etat s'étendant sur plusieurs départements ou sur un seul, ou de la compétence d'une commune ou d'un syndicat de communes et accompagnée des pièces énumérées dans l'article 14, est soumise à une instruction faite par le service du contrôle et nécessaire pour éclairer l'autorité sur le point de savoir s'il y a lieu de procéder à l'enquête. Le ministre, ou le préfet, pour l'Etat, le conseil municipal ou les conseils municipaux des communes syndiquées, ceux-ci après avis sommaire de l'ingénieur en chef du contrôle décident s'il y a lieu de procéder à l'enquête.

L'enquête est alors ouverte et instruite selon les indications des articles 16 à 22 du règlement d'administration publique du 3 avril 1908 dans le cas de concession à accorder par l'Etat et d'après les articles 25 et 26 dans

le cas de concession à accorder par une commune ou un syndicat de communes.

Les formes de l'enquête prévue par le règlement d'administration publique du 3 avril 1908 ne diffèrent pas de celles qui précèdent les travaux ordinaires de l'Etat, toutes les acquisitions ou aliénations municipales, on pourrait même dire tous les contrats communaux. L'enquête consiste essentiellement dans le dépôt à la mairie, pendant un certain temps, d'un registre où chacun peut consigner son opinion sur l'opération projetée. Les formalités sont d'ailleurs réduites lorsqu'il s'agit d'une concession à accorder par une commune ou un syndicat de communes. Les conférences prescrites par les articles 22 et 26 en cas de désaccord entre les services intéressés faciliteront beaucoup la solution des difficultés.

L'enquête terminée, il y a lieu à la délivrance de la concession. Lorsque la concession est de la compétence de l'Etat, si elle ne doit s'étendre que dans un département et s'il y a accord définitif entre les divers services et communes intéressés, le préfet signe l'acte de concession au nom de l'Etat. S'il y a désaccord entre les services ou communes intéressés, le préfet transmet le dossier avec son avis au ministre des travaux publics. Le ministre, après avoir consulté le comité d'électricité, renvoie le dossier au préfet avec ses instructions. Le préfet notifie la décision au demandeur et signe l'acte de concession.

Lorsque la concession doit s'étendre sur plusieurs départements, chaque préfet transmet le dossier au mi-

nistre des travaux publics avec son avis. Le ministre consulte le comité d'électricité, en cas de désaccord entre les services ou les communes intéressés. Il prend l'avis du ministre de l'intérieur, statue sur les conditions auxquelles la concession peut être accordée, les notifie au demandeur et passe l'acte de concession au nom de l'Etat (art. 23 du règlement du 3 avril 1908).

Dans le cas de concession à accorder par une commune ou un syndicat de communes, si une entente s'établit entre la commune ou le syndicat de communes et le demandeur, et si les conditions de l'entente sont conformes à l'avis des services intéressés, le maire ou le président du syndicat passe l'acte de concession et l'adresse à l'ingénieur en chef du contrôle, qui, après vérification, le soumet à l'approbation du préfet. Pour les syndicats comprenant des communes situées dans des départements différents, l'acte d'approbation est soumis à l'approbation du préfet du département auquel appartient la commune, siège de l'association.

S'il y a désaccord entre les services intéressés, ou si une entente s'établit entre la commune ou le syndicat de communes et le demandeur, contrairement à l'avis desdits services, le maire ou le président du syndicat transmet le dossier au préfet qui l'adresse au ministre des travaux publics. Le ministre consulte le comité d'électricité, prend l'avis du ministre de l'intérieur, et renvoie le dossier au préfet avec ses instructions. Le préfet notifie la décision du ministre au maire ou au président du

syndicat, qui passe l'acte de concession et l'envoie à l'ingénieur en chef du contrôle pour être soumis, après vérification, à l'approbation du préfet (art. 27 du règlement d'administration publique du 3 avril 1908).

Les concessions passées au nom des communes ou des syndicats de communes donnent lieu, en outre, aux formalités ou observations suivantes. S'il s'agit d'une concession donnée par une commune, le maire ne peut passer l'acte de concession qu'après y avoir été autorisé par une délibération du conseil municipal ; s'il s'agit d'une concession faite au nom d'un syndicat de communes, le président doit être autorisé par une délibération du comité, homologuée par des délibérations des conseils municipaux de toutes les communes syndiquées. Il ne suffit donc pas que les conseils municipaux, s'ils ont constitué un syndicat pour une concession d'énergie électrique aient adhéré d'avance et implicitement à cette concession ; il faut qu'ils examinent le traité même de concession, qu'ils délibèrent sur ce traité, de façon que chaque commune syndiquée ne soit engagée que dans les conditions acceptées par elle.

Nous avons parlé d'un *traité* : il semble bien en effet que la loi et le règlement d'administration publique auraient parlé d'une *adjudication* s'ils l'avaient jugée nécessaire et que le terme « acte de concession » doit être pris dans le sens de convention de gré à gré. Il faut donc considérer comme terminée la controverse qui s'est élevée pendant quelque temps au sujet d'un avis du Conseil

d'Etat relatif à l'éclairage de la ville de Bordeaux, du 8 avril 1903 et aux termes duquel le principe posé par l'ordonnance du 14 novembre 1837 (art. 2), et rappelé par l'article 110 de la loi du 5 avril 1884, à savoir que les entreprises et fournitures doivent être données avec concurrence et publicité, « doit être suivi, même pour les concessions d'éclairage et de chauffage, toutes les fois qu'il n'est pas justifié de circonstances exceptionnelles pour y déroger ». La section de l'intérieur ajoutait que « dans l'espèce la ville de Bordeaux devait donner la concession de son éclairage par le gaz et l'électricité avec concurrence et publicité, sauf à soumettre l'adjudication à certaines restrictions conformément à l'article 2 de l'ordonnance de 1837 ».

De nombreux jurisconsultes qui ont commenté « la note » et non pas « l'arrêt » de la section de l'intérieur du Conseil d'Etat ont été d'avis que sa rédaction avait dépassé de beaucoup la pensée qu'elle devait rendre. Les textes eux-mêmes excluent de façon formelle l'application aux concessions de l'ordonnance du 14 novembre 1837. Celle-ci n'a fait que remplacer le décret du 10 brumaire an XIV spécial aux travaux exécutés au compte des hospices et établissements de charité et le décret du 17 juillet 1808 qui ne visent que les *marchés à l'entreprise*. L'article 1^{er} de l'ordonnance du 14 novembre 1837 dit explicitement « toutes les entreprises pour *travaux et fournitures* » et tous les articles suivants prouvent que l'on n'a en vue que les marchés à l'entreprise, car il

y est toujours question d'un prix à percevoir par l'entrepreneur sur la commune, ce qui n'est pas le cas dans la concession. L'article 115 de la loi du 5 avril 1884, cité par la section de l'intérieur confirme cette distinction. Il est relatif « aux traités de gré à gré à passer dans les conditions prévues par l'ordonnance du 14 novembre 1837 et qui ont pour objet l'exécution par entreprise des travaux d'ouverture des nouvelles voies publiques et de tous autres travaux communaux qui sont approuvés par le préfet ou par décret dans le cas prévu par l'article 145, § 3. Il en est de même des traités portant concession à titre exclusif ou pour une durée de plus de 30 années des grands services municipaux ». Cet article établit bien nettement la distinction entre les marchés d'entreprise de travaux communaux assujettis à l'ordonnance de 1837 et pour lesquels, par suite, la passation de gré à gré est l'exception, et les traités de concession qui, eux, ne sont soumis à aucune règle spéciale de procédure.

Ajoutons à cela que les plus remarquables auteurs du droit administratif sont absolument opposés au système qui voudrait livrer les communes à la nécessité de l'adjudication (Aucoc, *Cours de droit administratif*, t. II ; Christophle et Auger, *Traité des travaux publics* ; Picard, *Traité des chemins de fer*). M. Berthélemy admet que la forme de la concession varie à la volonté du concédant, qui traite, soit de gré à gré, soit par adjudication (1).

(1) Berthélemy, *loc. cit.*, p. 602.

Remarquons enfin que l'acte de concession est une chose beaucoup trop complexe pour se prêter à la forme de l'adjudication. Sur quoi, en effet, porterait cette adjudication ? A la fois sur les tarifs, sur la durée, sur les redevances ? Il y a là un trop grand nombre d'éléments à mettre en balance et bien peu d'analogie avec l'entreprise de travaux publics qui se limite à un travail bien défini à exécuter dans un délai relativement court et pour lequel l'adjudication se fait tout naturellement sur le rabais dans le prix du travail. Des considérations absolument étrangères à la forme de la concession doivent intervenir dans le choix du concessionnaire : désir de traiter avec une société de distribution déjà installée, alimentant à la satisfaction générale des communes voisines, et ne pouvant consentir des conditions autres que celles déjà faites à ces communes, crainte de voir un chercheur de concessions sans références, ni expérience l'emporter à l'adjudication par des propositions en apparence avantageuses et commettre ensuite dans l'exécution une série d'erreurs et de malfaçons dont la commune subirait lourdement les conséquences avant d'en arriver à la procédure de la déchéance.

Nous avons vu que la concession donnée par une commune ou un syndicat de communes doit être approuvée par le préfet. Cette approbation est exigée dans tous les cas, d'après le texte même de la loi, et le préfet est toujours compétent pour la donner, alors que, d'après le droit commun, au contraire, les concessions données par

les communes à titre exclusif, ou pour une durée de plus de trente années, doivent seules être approuvées par le préfet ou par décret, si le revenu du budget de la ville concédante est de 3 millions au moins (L. du 5 avril 1884, articles 115, § 2 et 145, § 3) (1).

L'approbation préfectorale doit être donnée à peine de nullité du traité ; mais si cette nullité existe, elle ne peut être invoquée que par la commune (2), car elle provient de l'absence d'une formalité qui est obligatoire dans son propre intérêt, mais qui est indifférente à celui qui contracte avec elle.

(1) On connaît sur ce point la jurisprudence administrative qui peut se résumer ainsi : Les grands services municipaux ne peuvent être concédés à titre exclusif ou pour une durée de 30 années que par décret, si la ville se trouve dans le cas prévu par l'article 145, § 3 ; d'un autre côté, cet article 145, §§ 3 et 4, dit que le budget des villes dont le revenu est de 3 millions est soumis à l'approbation du Président de la République, sur la proposition du ministre de l'intérieur, et ensuite que le revenu d'une ville est réputé atteindre 3 millions de francs, lorsque les recettes ordinaires se sont élevées à cette somme pendant les trois dernières années. Nous ne croyons pas qu'une ville, dans ces conditions, ait besoin de voir approuver une concession d'énergie par décret parce que : 1° une distribution d'énergie électrique ne nous paraît pas rentrer dans la catégorie des grands services publics, cette catégorie ne comprenant que les services indispensables à la vie d'une ville tels qu'éclairage, balayage, pavage ; 2° parce que si utile que soit une distribution d'énergie électrique, elle n'a pas un caractère général d'utilité et reste cantonnée dans l'intérêt d'une fraction des habitants, commerçants ou industriels ; 3° parce que la loi ne l'a pas dit, alors cependant que les diverses commissions qui ont eu à examiner les projets ont dû examiner aussi les diverses hypothèses de nature à sa présenter.

(2) Dernier arrêt en matière de concession d'électricité, Conseil d'Etat, 15 février 1907, *Revue des services financiers*, juillet 1908, 13^e livraison. Dalloz, *Code des lois administratives*, V^o *Travaux publics*, n^{os} 6633 et 6484.

Toutefois, si la commune laissait passer un délai de dix ans sans invoquer la nullité, celle-ci serait prescrite aux termes de l'article 1304 du Code civil. Et certains auteurs admettent la possibilité de ratification tacite, par exemple au moyen de l'exécution constante de l'acte incriminé au vu et au su de l'autorité préfectorale.

SECTION II

A. — *Concurrence. — Monopole.*

A moins d'un engagement spécial de la part de l'administration, celle-ci, après avoir accordé une première concession pour un objet déterminé, peut en accorder de nouvelles sans que le concessionnaire soit en droit de se plaindre. Tel est le principe établi par la jurisprudence du Conseil d'Etat (arrêts des 8 août 1840, Dalloz, *Répert. alphabétique*, V^o *Concession administrative*, n^o 105 ; 20 février 1846, D. 46.3.66 ; 2 décembre 1858, D. 61.5.364 ; 23 juillet 1875, D. 76.3.30) sous cette réserve toutefois, que l'administration ne pourrait pas laisser le concessionnaire être lésé dans la jouissance de sa concession (arrêts des 12 mars 1875, D. 76.3.30 ; 12 novembre 1880, D. 82.3.32). Mais dans la pratique, les concessionnaires ont soin, et cela se comprend facilement, de stipuler qu'aucune concession nouvelle ne pourra, postérieurement à celle obtenue par eux, être accordée par l'administration pour la même entreprise ; celle-ci cons-

titue ainsi à leur égard un véritable monopole ; de nombreux arrêts du Conseil d'Etat ont ainsi décidé, dans ces dernières années, qu'une ville qui avait concédé à une compagnie le droit exclusif de fournir l'éclairage aux services municipaux et aux particuliers, ne pouvait ni donner une concession, ni même simplement accorder des permissions de voirie à une autre société ayant pour but de distribuer la lumière électrique aux particuliers (arrêts des 26 décembre 1891, D. 93.3.35 ; 2 février 1894, D. 95.3.34 ; 11 janvier et 8 février 1895, D. 95.3.134 ; 96.3.300).

« Les communes, dit l'arrêt du 26 décembre 1891, ne peuvent constituer au profit d'un tiers le monopole de l'éclairage privé. Mais il leur appartient, pour assurer sur leur territoire le service de l'éclairage tant public que privé, de s'interdire d'autoriser ou de favoriser sur le domaine municipal tout établissement pouvant faire concurrence à leur concessionnaire. »

Ainsi la commune ne peut pas instituer au profit de son concessionnaire un monopole direct de la vente de l'énergie, sous quelque forme que ce soit, mais elle a le droit de constituer de façon indirecte ce monopole ; car la concurrence en matière de distribution d'énergie ne pouvant se faire que par des canalisations empruntant les voies publiques, la commune s'étant interdit d'accorder les autorisations nécessaires, aucune entreprise concurrente ne pourra, en fait, s'installer sur le territoire de la commune ainsi engagée.

La loi du 15 juin 1906 a voulu empêcher dorénavant la constitution de semblables monopoles pour la distribution de l'énergie électrique. Mais elle n'y a réussi qu'en partie et, ainsi que nous l'avons déjà fait observer, la disposition finale du premier paragraphe de l'article 8 détruit le sens de l'interdiction.

L'article 8 est en effet ainsi conçu : « Aucune concession ne peut faire obstacle à ce qu'il soit accordé des permissions de voirie ou une concession à une entreprise concurrente, *sous la réserve que celle-ci n'aura pas de conditions plus avantageuses* ».

L'article 5 du projet annexé au rapport de M. Guillaïn, repris par M. Berthelot, portait, conformément au projet primitif du gouvernement rédigé par le Conseil d'Etat :

« Aucune concession ne peut faire obstacle à ce qu'il soit accordé des permissions ou concessions concurrentes. » M. Guillaïn justifiait ainsi cette disposition : « La commission a été unanime à admettre, comme le propose le gouvernement, qu'en règle générale, il faut s'opposer à l'institution des monopoles en matière de distribution d'énergie. Indépendamment des motifs ordinaires qu'on peut invoquer contre le monopole, on trouve ici un motif spécial dans les progrès si rapides de la science de l'électricité. Le prix de revient de l'énergie distribuée diminuera de plus en plus, soit parce qu'on pourra capter dans des conditions plus économiques l'énergie des sources naturelles, soit parce qu'on mettra en œuvre des

organes de transformation et de transport dont le rendement sera supérieur à celui des organes dont on dispose présentement. Dans ces conditions, il serait au moins imprudent de priver le public de la concurrence qui s'établira certainement. »

Le texte proposé établissait en effet le régime absolu de liberté en édictant « qu'aucune concession ne pouvait faire obstacle à ce qu'il soit accordé des permissions ou concessions concurrentes ».

Mais cette question du monopole a été reprise par la commission chargée d'examiner pour la troisième fois le projet de loi sur les distributions d'énergie et, dit le rapporteur M. Janet, « a motivé une discussion approfondie ». C'est alors, dit un auteur, « que pour maintenir la libre concurrence entre les entreprises qui bénéficieront successivement des permissions de voirie ou des concessions, pour ne pas en favoriser une aux dépens d'une autre, l'article 8, § 1^{er} *in fine*, interdit à l'administration d'accorder à une entreprise des conditions plus avantageuses qu'aux précédentes » !

M. Berthélemy, dans un passage que nous avons déjà cité, établit que cette disposition aura l'effet contraire de celui qu'on s'était proposé, au moins en ce qui concerne les distributions d'énergie soumises au régime des simples permissions de voirie.

Il n'y aura aucune difficulté quand deux concessionnaires seront en concurrence ; on saura toujours lire les deux cahiers des charges et si tous les deux sont con-

formes au cahier des charges-type, ce qui arrivera le plus souvent, les conditions de l'un et de l'autre apparaîtront nettement, et l'on pourra voir si le nouveau concessionnaire n'a pas des conditions plus avantageuses.

Mais il ne peut y avoir aucun doute quand un concessionnaire déjà installé verra un permissionnaire solliciter une autorisation de voirie quelconque ou pour un parcours déterminé. Si cette autorisation ne porte que sur un chemin bordé d'usines, le concessionnaire se trouvera lésé, car il aura été obligé, en vertu de son contrat, d'étendre sa canalisation sur tout le périmètre de la commune concédante, tandis que le permissionnaire n'aura de ce chef aucune obligation. Dans tous les cas, le permissionnaire sollicitant une permission de voirie aurait des conditions plus avantageuses, par cela seul qu'il ne sera pas soumis aux clauses du cahier des charges-type, ni à un tarif maximum. Or il résulte à la fois de la lettre et de l'esprit de la loi que le permissionnaire ne pourra jouir de sa permission que si les conditions sont absolument égales. Il est regrettable, au point de vue théorique, que la loi n'ait pas été plus explicite, tout en reconnaissant qu'au point de vue pratique cela a beaucoup moins d'importance, le concessionnaire déjà installé devant très probablement empêcher les installations concurrentes.

Au principe posé par le premier paragraphe de l'article 8, le second paragraphe du même article apporte une exception : les concessionnaires de l'éclairage d'une

commune ou de plusieurs communes syndiquées pourront obtenir le droit exclusif d'utiliser le sol des voies publiques pour pourvoir à l'éclairage privé par une distribution publique d'énergie ; ce privilège peut être établi pour telle durée qu'il plaira à la commune de fixer, dans les limites de la durée de la concession, qui, nous l'avons vu, ne peut excéder quarante années (art. 21 du cahier des charges-type). La possibilité de constituer ainsi un monopole ne concerne que les communes, à l'exception des concessions accordées par l'Etat. Elle a pour but de faciliter l'éclairage des petites communes (Rapport de M. Janet, *loc. cit.*, p. 8). Mais la loi a rigoureusement déterminé les limites dans lesquelles ce monopole serait accordé : le privilège ne s'appliquera qu'à la distribution de l'énergie destinée à l'éclairage, la concurrence restant libre en ce qui concerne la force motrice, l'électro-chimie, l'électro-métallurgie ; d'autre part, les industriels qui feront usage de l'énergie dans ces différents buts pourront, malgré l'existence du privilège employer cette énergie pour l'éclairage accessoire des locaux dans lesquels l'énergie est ainsi utilisée. M. Janet fait sur ce point (*loc. cit.*) l'observation suivante : « Pour éviter les abus, pour empêcher, par exemple, qu'un commerçant consommant de l'énergie ne puisse faire passer pour accessoire l'éclairage d'un grand magasin, il a été entendu qu'il ne pouvait être question que de l'éclairage accessoire des locaux dans lesquels l'énergie est utilisée pour force motrice, électro-chimie, etc. »

Il importe d'ailleurs de préciser la portée du principe. Si l'on suppose un concessionnaire d'éclairage, installé en vertu d'une concession passée *postérieurement* à la loi du 15 mars 1906, il aura le droit d'éclairer tous les locaux même industriels, sans avoir à craindre un autre distributeur d'éclairage. Mais s'il survient un entrepreneur de distribution d'énergie, par concession, tous les industriels qui s'adresseront à cet entrepreneur pour avoir du courant d'énergie pourront le convertir en courant de lumière pour l'éclairage accessoire des locaux où l'énergie est utilisée. Quant aux concessions d'éclairage en cours à l'apparition de la loi, celle-ci ne peut les atteindre.

Le privilège ainsi autorisé par la loi ne peut être donné qu'à un concessionnaire, ainsi qu'il résulte des termes mêmes de l'article 8, § 2. Quant aux permissions de voirie, le principe posé par l'article 5, qu'elles ne peuvent jamais faire obstacle à ce qu'il soit accordé des permissions ou concessions concurrentes, ne comporte aucune exception.

Le troisième paragraphe de l'article 8 s'exprime ainsi d'une façon un peu obscure : « Pendant la durée du privilège ainsi institué, les permissions de voirie délivrées par le préfet, et les actes de concession passés au nom de l'Etat devront tenir compte de ce privilège dans les obligations imposées aux permissionnaires ou concessionnaires. »

Cela veut dire que si le préfet donne une permission

de voirie sur une route qui dépend de son autorité et traverse une commune dans laquelle il y a un concessionnaire d'éclairage avec monopole, il doit indiquer que cette autorisation ne doit pas servir à la distribution de la lumière. De même, si le préfet, au nom de plusieurs communes non syndiquées, et le ministre, donnent une concession de force motrice, ils devront stipuler les mêmes réserves.

Il n'est pas parlé, dans cet article, de la commune prise individuellement ou du syndicat de communes ; en effet il est évident que la municipalité ou le syndicat qui a donné une concession d'éclairage, ne peut pas, d'autre part, donner une concession ou une autorisation de force motrice, sans réserver les droits qui appartiennent à son premier concessionnaire, relativement à l'éclairage exclusif.

B. — *Tarifs de faveur.*

Les seules charges pécuniaires qui puissent être imposées au concessionnaire sont les redevances dues à l'Etat, aux départements ou aux communes pour occupation de leur domaine public prévues à l'article 18-7° et dont le règlement d'administration publique du 17 octobre 1907 a fixé les tarifs. La même disposition existe, on l'a déjà vu, en matière de permission de voirie. L'article 9 interdit, en outre, à l'autorité concédante, Etat ou commune, d'exiger comme condition de la concession aucun avantage particulier, si ce n'est « des prix réduits

d'abonnements qui seraient accordés aux services publics pour des fournitures équivalentes ». Les tarifs de faveur sont, par cette disposition, déterminés ou limités par ceux que le concessionnaire aura faits à certains services publics. « Cette disposition qui figurait déjà dans le projet de 1898, a pour but, disait M. Berthelot dans son rapport, d'empêcher l'Etat et les communes de se constituer abusivement des ressources budgétaires au détriment des concessionnaires, c'est-à-dire en définitive au détriment des abonnés des distributions d'énergie. » On a ajouté seulement, à la fin de la disposition du projet de 1898 les mots « pour des fournitures équivalentes », de manière à mieux préciser le sens de la disposition (1).

Il résulte de l'article 9 : 1° que tout partage de bénéfices entre la commune et le concessionnaire, soit à partir du début, soit à compter d'un certain chiffre de recettes, est et demeure interdit ; 2° que l'autorité compétente ne pourra exiger les tarifs de faveur que pour les entreprises équivalentes à celles qui déjà les auront obtenus ; ainsi, par exemple, si une concession de tramway a su se faire concéder une livraison de courant à un prix donné, la commune qui voudra créer un tramway pourra imposer le même prix. S'il s'agit d'éclairage, l'autorité pourra demander pour son éclairage les mêmes abonnements que ceux déjà obtenus pour un service public. Mais nous ne croyons pas que la commune puisse

(1) Rapport de M. Janet, *loc. cit.*, p. 16.

exiger du concessionnaire la fourniture de l'éclairage à un prix inférieur à celui demandé aux particuliers, si, au moment de la concession, aucun service public ne profite déjà d'avantages particuliers.

SECTION III

§ 1^{er}. — Droits et obligations du concessionnaire.

La concession confère à l'entrepreneur, dit l'article 10 de la loi du 15 juin 1906, le droit d'exécuter sur les voies publiques et leurs dépendances tous travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages en se conformant aux conditions du cahier des charges, des règlements de voirie, et des règlements d'administration publique prévus à l'article 18 ci-après.

A. — Droits du concessionnaire.

a) La disposition de l'article 10 qui donne au concessionnaire le droit d'exécuter sur les voies publiques et leurs dépendances tous les travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages de sa distribution ne doit évidemment pas être prise dans un sens aussi général que le texte pourrait le donner à croire. La concession ne peut donner au concessionnaire le droit d'exécuter des travaux que sur les voies publiques dépendant de l'autorité concédante. Un arrêt du Conseil d'Etat a formellement décidé à cet égard que « si les communes, pour assurer les services d'une distribution

d'eau sur leur territoire, peuvent concéder le droit exclusif d'établir une canalisation sous les voies publiques qui leur appartiennent, l'autorité départementale a seule le droit d'autoriser l'établissement de conduites d'eau sous le sol des voies nationales et départementales » (arrêt du 17 novembre 1882, D. 84.3.17). « Le concessionnaire d'une distribution d'eau dans une commune, disait M. Marguerie, commissaire du gouvernement, dans ses conclusions (Dall., *op. et loc. cit.*), ne peut se prévaloir du traité intervenu entre lui et la commune pour établir des conduites d'eau sous les voies qui appartiennent au domaine de la grande voirie, car la commune n'a pu lui transmettre des droits qu'elle ne possédait pas elle-même ; elle n'a pu stipuler qu'à l'égard du domaine municipal et l'Etat et le département ne sont pas engagés par le contrat intervenu. Sans doute le traité de concession peut prévoir l'hypothèse où le concessionnaire obtiendrait de l'autorité compétente l'autorisation de prolonger la canalisation sous des voies nationales ou départementales et régler en conséquence le prix des abonnements ; mais le concessionnaire n'en est pas moins tenu de solliciter cette autorisation ; cette autorisation peut lui être refusée ; elle peut même être accordée à d'autres qu'au concessionnaire. » Et M. Marguerie citait le passage suivant d'une circulaire du ministre des travaux publics du 22 juin 1882 : « Me plaçant au point de vue des principes, je crois devoir rappeler, M. le préfet, qu'en concédant un monopole d'éclairage ou d'alimentation d'eau, les villes ne peuvent enga-

ger que leurs droits, et que le privilège accordé ne s'étend pas au domaine de la grande voirie. L'administration conserve donc sa pleine et entière liberté d'action à l'égard des demandes en autorisation de voirie qui peuvent lui être adressées. » C'est aussi ce qu'explique la grande circulaire du 15 août 1893 : « Si les ouvrages visés dans l'acte de concession édicté par une autorité doivent s'étendre sur des voies administrées par une autre autorité, celle-ci est appelée ultérieurement (à moins de dispositions législatives spéciales) à délivrer les permissions de voirie nécessaires ; l'acte de concession, même complètement rendu, comporte ainsi une réserve, explicite ou implicite, quant à sa complète exécution sur les diverses catégories de voies publiques. Lorsqu'il s'agit d'une concession que l'Etat est compétent pour délivrer à raison de la nature des services à rendre, les ouvrages du concessionnaire ne pourront être établis sur la voirie urbaine sans une permission de voirie délivrée par le maire, à moins qu'une loi spéciale n'en ait autrement ordonné (par exemple, en matière de tramways concédés par l'Etat) ; d'ailleurs, en cas de refus du maire, non motivé par l'intérêt général, le préfet a le droit de délivrer d'office la permission de voirie sur les voies communales (art. 98, § 4, de la loi municipale du 5 avril 1884). De même, lorsqu'il s'agit d'une concession qui rentre par sa nature dans la compétence de l'autorité communale, les ouvrages du concessionnaire ne pourront être établis sur la grande voirie ou sur les chemins vicinaux de grande

communication ou d'intérêt commun sans une permission de voirie délivrée par le préfet, sauf recours au ministre compétent. »

Si favorable qu'il se soit montré pour la création d'entreprises de distribution d'énergie électrique, nous ne pensons pas que le législateur de 1906 ait voulu apporter une exception à la règle générale que nous venons de voir rappeler tant par un arrêt du Conseil d'Etat que par deux circulaires ministérielles. Cela nous paraît d'autant plus certain que l'article 10 que nous étudions porte explicitement que l'entrepreneur devra se conformer « aux règlements de voirie » ; or, on sait que d'après tous les règlements, aucun travail comportant une emprise de la voie publique, ne peut être fait sans une autorisation spéciale émanant de l'autorité qui a la charge de l'entretien et de la surveillance de cette voie.

Enfin une preuve évidente que la loi n'a pas innové en la matière résulte de l'article 2 du cahier des charges élaboré par le Conseil d'Etat, paragraphe spécial au « privilège pour l'éclairage ». Ce paragraphe porte que « pendant la durée de la concession, le concessionnaire aura seul le droit d'utiliser, dans les limites de sa concession, les voies publiques « dépendant de la commune » en vue de pourvoir à l'éclairage privé par une distribution publique d'énergie ». Par cette rédaction, le Conseil d'Etat estime que, comme avant la loi de 1906, la commune n'a le droit d'accorder que sur les voies dépendant de sa voirie, les autorisations nécessaires à l'en-

trepreneur. Ainsi il ne peut y avoir de doute que l'entrepreneur ayant obtenu d'une commune ou d'un syndicat de communes, la concession d'une distribution d'énergie, ne pourra exécuter des travaux sur les voies nationales et départementales traversant cette commune ou ces communes qu'après avoir obtenu du préfet les permissions de voirie nécessaires, que le préfet pourra accorder ou refuser, comme il a le droit de le faire à l'égard de toute permission de voirie qui lui est demandée.

Réciproquement, l'entrepreneur qui aura obtenu une concession de l'Etat ne pourra exécuter les travaux sur les voies publiques communales ou départementales qu'après avoir, en outre, obtenu une permission de voirie soit du maire, soit du préfet.

b) L'article 10 ne donne pas au concessionnaire le droit d'appui sur les édifices privés. La question posée pour les canalisations télégraphiques ou téléphoniques a été, malgré leur caractère de travaux publics, tranchée en faveur des propriétaires par deux arrêts du tribunal des conflits du 13 décembre 1884 et 1^{er} mars 1886 et par un arrêt de la Cour de cassation du 17 avril 1885. C'est à la suite de ces décisions que l'administration des postes a fait voter la loi du 22 juillet 1885 créant une servitude légale pour l'établissement des supports des lignes télégraphiques ou téléphoniques.

c) Le concessionnaire n'a pas le droit de couper et d'élaguer les arbres appartenant aux particuliers et dont les branches, surplombant sur la route, gêneraient le

parcours de sa ligne. Il peut seulement demander au préfet, ou imposer au maire par le contrat de concession de demander au préfet, de prendre les arrêtés d'élagage et de tenir la main à ce que les particuliers soient tenus de laisser faire l'opération.

Dans ces deux cas, le concessionnaire devra demander aux particuliers les autorisations que ceux-ci peuvent lui refuser.

B. — *Obligations du concessionnaire.*

Le concessionnaire est tenu, dit l'article 10, de se conformer aux conditions du cahier des charges, aux règlements de voirie, et aux règlements d'administration publique prévus à l'article 18 ci-après.

Nous avons déjà analysé les obligations résultant du cahier des charges et nous connaissons celles imposées à tous les permissionnaires d'autorisations de voirie. Nous traiterons ultérieurement des règlements d'administration publique pris en vertu de l'article 18 de la loi du 15 juin 1906.

§ 2. — *Droits particuliers de l'autorité concédante.*

Par suite du caractère contractuel du traité de concession, le concessionnaire ne peut être astreint à apporter des changements aux travaux prévus dans le traité, à moins qu'il n'y ait à cet égard une clause spéciale dans le cahier des charges. En matière de distribution d'énergie électrique, l'article 10, § 2, apporte une

exception à ce principe, en déclarant que l'autorité concédante « a toujours le droit, pour un motif d'intérêt public », c'est-à-dire qu'il y ait ou non une clause le lui permettant, d'exiger la suppression d'une partie quelconque des ouvrages d'une concession, ou d'en faire modifier les dispositions ou le tracé. Ce droit exceptionnel doit être renfermé strictement dans les limites du texte ; par conséquent, il ne saurait permettre à l'autorité concédante :

1^o D'exiger du concessionnaire autre chose que la suppression « d'une partie » des ouvrages, ou la modification de leurs dispositions ou de leur tracé, d'exiger par exemple la suppression de « la totalité » des ouvrages, ce qui équivaldrait en fait au retrait de la concession ;

2^o D'exiger la suppression d'une partie des ouvrages ou la modification des dispositions ou du tracé pour un motif autre que l'intérêt public. La question de savoir si le motif allégué par l'administration doit ou non être considéré comme d'intérêt public sera une question de fait qu'auront à résoudre, en cas de contestation, les tribunaux compétents, c'est-à-dire les tribunaux administratifs.

Le dernier paragraphe de l'article 10 s'occupe de l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire à raison des ouvrages supprimés ou des modifications apportées à leurs dispositions ou à leur tracé.

Si « les obligations et droits » du concessionnaire « sont réglés par le cahier des charges ou par une conven-

tion postérieure », il n'y aura qu'à se reporter au cahier des charges ou à la convention, tant en ce qui concerne le droit même à une indemnité qu'en ce qui concerne la fixation de celle-ci. Au cas contraire, « l'indemnité qui peut être due est fixée par les tribunaux compétents ».

Les mots « indemnité qui peut être due » indiquent qu'en l'absence de clause spéciale, soit dans le cahier des charges, soit dans une convention postérieure, le principe même de l'indemnité pourra être contesté, conformément aux règles du droit commun, c'est-à-dire pour cause d'inexistence du préjudice, l'indemnité n'étant jamais par elle-même, à moins d'une clause forfaitaire, que la réparation du préjudice éprouvé.

Il peut paraître bizarre que le texte de la loi ne porte pas l'indication que le tribunal compétent sera le conseil de préfecture, sauf appel au Conseil d'Etat. La jurisprudence assimile, en effet, les traités de concession aux marchés de travaux publics, dont le contentieux appartient à la juridiction administrative aux termes de l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII (Voir notamment : Conseil d'Etat, 8 février 1878, D. 78.3 55, 27 février 1885, D. 86.3.87 ; 24 janvier 1896, D. 97.3.9 ; 16 mai 1902, 27 juin 1902, D. 1904.3.5 ; et aussi Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. I, p. 550).

Nous avons déjà vu, d'ailleurs, que dans le cahier des charges-type n° 1, spécial aux communes et aux syndicats de communes, le Conseil d'Etat, par l'article 34, a tranché définitivement la question.

Mais si les questions de modifications de tracés ou de suppression intéressaient des personnes étrangères à l'administration, la compétence judiciaire reprendrait son empire (Voir Dalloz, *Code des lois civiles et politiques annoté*, V^o *Travaux publics*, n^{os} 1152 et suiv.).

L'indemnité de suppression, de déplacement ou de modification ne sera due par l'autorité concédante que lorsque la nécessité de ce déplacement, motivé par l'intérêt public, sera née d'une œuvre dont l'autorité concédante aura pris l'initiative, ou à laquelle au moins elle aura participé. Supposons, par exemple, que la commune ait donné une concession et qu'un ouvrage placé sur une route, en vertu de ce traité, doive être déplacé à cause d'un chemin de fer qui va être créé par l'Etat.

Ce sera au concessionnaire à réclamer directement à l'Etat une indemnité de dépossession ; il serait souverainement injuste, dans ce cas, de faire payer par la commune une indemnité quelconque pour un déplacement qui ne provient pas de son fait. Mais si la commune cédait ce terrain à une entreprise publique, soit gratuitement, soit en échange de certains avantages, soit contre espèces, sans sauvegarder les droits de son concessionnaire partiellement évincé, elle serait évidemment dans l'obligation d'indemniser le concessionnaire.

§ 3. — Expiration du contrat de concession.

Le contrat de concession prend fin ; 1^o par l'expiration du délai fixé (art. 21 du cahier des charges-type) ; 2^o par

le rachat opéré par l'administration (Dalloz, *Suppl. au Répertoire alphabétique*, V^o *Concession administrative*, n^o 55; *Adde*, art. 22 du cahier des charges); 3^o par la déchéance du concessionnaire pour inexécution des conditions (art. 25 du cahier des charges-type); 4^o par la résiliation prononcée sur la demande du concessionnaire, dans le cas où le concédant n'observe pas ses engagements.

1^o Expiration du délai fixé.

Le contrat de concession étant fait pour une durée déterminée — qui ne peut être supérieure à 40 ans — contient des clauses définissant ce qui doit se passer à son expiration. C'est l'article 22 du cahier des charges-type du 17 mai 1908 qui fixe ces clauses.

Tout d'abord « la commune aura, moyennant un préavis de deux ans, la faculté de se subroger aux droits du concessionnaire et de prendre possession de tous les immeubles et ouvrages de la distribution et de ses dépendances »

Cet article consacre pour la commune la possibilité d'assurer par la régie directe les services de la concession, quels qu'ils soient, car la loi ne distingue pas selon qu'il s'agit d'éclairage public ou privé ou de distribution quelconque d'énergie électrique. « Si la commune use de cette faculté, les usines, sous-stations et postes transformateurs, le matériel électrique et mécanique ainsi que les canalisations et branchements faisant partie de la

concession lui seront remis gratuitement et il ne sera attribué d'indemnité au concessionnaire que pour la portion du coût de ces installations qui sera considérée comme n'étant pas amortie. Cette indemnité sera égale aux dépenses dûment justifiées, supportées par le concessionnaire pour l'établissement de ceux des ouvrages ci-dessus énumérés subsistant en fin de concession qui auront été régulièrement exécutés pendant les n dernières années de la concession, sauf déduction pour chaque ouvrage de $1/n^e$ de sa valeur pour chaque année écoulée depuis son achèvement. L'indemnité sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession (art. 22, § 2).

Il faut remarquer que lorsque la concession comprend un privilège d'éclairage, la période sur laquelle porte l'indemnité ne peut excéder 15 ans. Lorsque la concession ne comprend pas de privilège d'éclairage, le cahier des charges peut stipuler que l'indemnité portera sur tous les ouvrages établis pendant la durée de la concession, au lieu de porter seulement sur la portion du prix de ces installations considérée comme non amortie.

Si la commune ne prend pas possession de la distribution, le concessionnaire sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes celles de ses installations qui se trouvent sur ou sous les voies publiques ; il pourra toutefois abandonner sans indemnité les canalisations souterraines, à la condition qu'elles n'apportent aucune gêne aux services publics. La commune peut d'ailleurs

ne pas se réserver la faculté d'obliger le concessionnaire à enlever ses installations en fin de concession et prendre l'engagement de les racheter dans tous les cas.

Nous avons déjà expliqué pourquoi, et dans les divers cas que nous venons d'examiner, soit que la commune veuille assurer elle-même la régie des services concédés, ou concéder l'ancienne concession à une concession ou à une entreprise nouvelle « elle aura la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le concessionnaire, de prendre pendant les 6 derniers mois de la concession toutes mesures utiles pour assurer la continuité de la distribution de l'énergie en fin de concession, en réduisant au minimum la gêne qui en résultera pour le concessionnaire.

En résumé la commune peut, par le cahier des charges, se réserver le droit de reprendre toutes les installations moyennant une indemnité qui ne peut excéder 15 ans et porter seulement sur le coût des installations non encore amorti lorsque la concession comprend un privilège d'éclairage et qui dans le cas contraire peut porter sur tous les ouvrages établis pendant la durée de la concession ; elle peut s'être engagée à racheter toutes les installations du concessionnaire ou décider que le concessionnaire pourra abandonner sans indemnité les canalisations souterraines.

En ce qui concerne le mobilier et les approvisionnements, la commune se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'elle jugera convenable,

mais sans pouvoir y être contrainte. La valeur des objets repris sera fixée à l'amiable ou à dire d'experts, et payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront leur remise à la commune (art. 22, § 3).

2° Rachat.

« A toute époque, dit l'article 23 du cahier des charges-type, la commune aura le droit de racheter la concession entière, moyennant un préavis de deux ans. »

Il faut que la commune rachète toute la concession et non pas seulement les parties de la concession qui donnent des bénéfices.

En cas de rachat, le concessionnaire recevra pour toute indemnité :

1° Pendant chacune des années restant à courir jusqu'à l'expiration de la concession, une annuité égale au produit net moyen des sept années d'exploitation précédant celle où le rachat sera effectué, déduction faite des deux plus mauvaises. Le produit net de chaque année sera calculé en retranchant des recettes toutes les dépenses, dûment justifiées, faites pour l'exploitation de la distribution, y compris l'entretien et le renouvellement des ouvrages et du matériel, mais non compris les charges du capital ni l'amortissement des dépenses de premier établissement.

Ainsi, pour obtenir le produit net, on retranche des recettes toutes les dépenses y compris l'entretien et le renouvellement des ouvrages et du matériel, mais non

compris les charges du capital ni l'amortissement des dépenses de premier établissement, c'est-à-dire, non compris le service des intérêts dus aux actionnaires, aux obligataires, les impôts divers dont sont grevés les titres, ni la portion des bénéfices qui, chaque année est destinée à l'amortissement des dépenses de premier établissement.

Dans aucun cas le montant de l'annuité déterminée par la règle ci-dessus ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire reçoit encore, en cas de rachat par la commune :

2° Une somme égale aux dépenses dûment justifiées supportées par le concessionnaire pour l'établissement de ceux des ouvrages de la concession, subsistant au moment du rachat, qui auront été régulièrement exécutés pendant les n années précédant le rachat, sauf déduction pour chaque ouvrage de $1/n^e$ de sa valeur pour chaque année écoulée depuis son achèvement.

La commune sera en outre tenue de se substituer au concessionnaire pour l'exécution des engagements pris par lui en vue d'assurer la marche normale de l'exploitation, et de reprendre les approvisionnements en magasin ou en cours de transport ainsi que le mobilier de la distribution ; la valeur des objets repris sera fixée à l'amiable ou à dire d'experts et sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront leur remise à la commune.

L'article 23 relatif au rachat contient encore une clause dont nous avons expliqué l'objet en étudiant le cahier des charges type.

C'est celle en vertu de laquelle « si le rachat a lieu avant l'expiration des vingt premières années de la concession, le concessionnaire pourra demander que l'indemnité, au lieu d'être calculée comme il est dit ci dessus, soit égale aux dépenses réelles de premier établissement, y compris les frais de constitution de la société, dans la limite d'un maximum de..... francs et les insuffisances qui se seraient produites depuis l'origine de la concession, si celle-ci remonte à moins de sept ans, et pendant les sept premières années de sa durée, si elle remonte à plus de sept ans. Ces insuffisances doivent être calculées en prenant pour chaque année la différence entre la recette brute et les charges énumérées ci-après : frais d'exploitation ; intérêt et amortissement des emprunts contractés pour l'établissement de la distribution ; 3° intérêt à 5 0/0 des sommes fournies par le concessionnaire au moyen de ses propres ressources ou de son capital-actions.

L'article 24 du cahier des charges-type dit qu'en cas de rachat ou de reprise à l'expiration de la concession, le concessionnaire sera tenu de remettre à la commune tous les ouvrages et le matériel de la distribution en bon état d'entretien. La commune pourra retenir, s'il y a lieu, sur les indemnités dues au concessionnaire, les sommes nécessaires pour mettre en bon état toutes les installations.

En outre, lorsque la commune usera de la faculté à elle réservée, de reprendre les installations en fin de concession, elle pourra, avec l'approbation du préfet, se faire remettre les revenus de la distribution dans les deux dernières années qui précéderont le terme de la concession et les employer à rétablir en bon état les installations, si le concessionnaire ne se met pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation et si le montant de l'indemnité à prévoir en raison de la reprise de la distribution par la commune, joint au cautionnement, n'est pas jugé suffisant pour couvrir les dépenses des travaux reconnus nécessaires.

3° Résiliation du contrat.

Il arrive qu'au cours de la concession et avant la date prévue pour son expiration, l'une des parties contractantes désire rompre le contrat : l'on a donné à cette opération les noms de résiliation ou de déchéance, le premier étant en général réservé au cas où le concessionnaire demande la rupture du contrat, le nom de déchéance au cas où l'autorité concédante prend l'initiative de la rupture et désire l'accompagner de clauses pénales plus ou moins sévères. Cette distinction peut paraître quelque peu arbitraire : il y a dans les deux cas résiliation du traité, les conditions de cette résiliation peuvent seulement varier à l'infini suivant les stipulations du traité et les circonstances dans lesquelles elle s'opère.

Deux questions d'ordre tout à fait général et d'une

portée très étendue se posent à ce sujet. Nous allons les étudier successivement et nous verrons à quelle opinion s'est arrêté le Conseil d'Etat dans l'article 25 du cahier des charges-type.

A. — A qui appartient-il de prononcer la déchéance ?

C'est aux tribunaux administratifs, c'est-à-dire au conseil de préfecture en première instance, au Conseil d'Etat en appel. Les traités de concession contiennent souvent des clauses en vertu desquelles la déchéance sera encourue de plein droit dans certaines hypothèses (faillite, arrêt complet de l'exploitation, non-exécution de certaines clauses importantes) et ajoutent que cette déchéance sera prononcée par le maire sur l'avis du conseil municipal sans avoir besoin de recourir aux tribunaux. Ces clauses sont certainement illégales, comme le dit une note de la section de l'intérieur dans l'affaire du gaz de Bordeaux (Cons. d'Etat, 8 avril 1903). La compétence du conseil de préfecture en matière de concession, édictée par l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VII est d'ordre public, et les parties ne peuvent y déroger par convention. Il serait d'ailleurs tout à fait illogique, puisqu'il s'agit là de matière contractuelle et non de pure administration, de faire ainsi le maire ou le conseil municipal juge de l'interprétation d'un contrat où ils sont partie.

Le Conseil d'Etat a dérogé en partie à ces principes par l'article 25 du cahier des charges type n° 1.

Aux termes de cet article, la déchéance peut être prononcée après mise en demeure, sur avis conforme du conseil municipal, par le ministre des travaux publics dans les quatre cas suivants :

1° Si le concessionnaire n'a pas présenté les projets d'exécution ou s'il n'a pas achevé et mis en service les lignes de distribution dans les délais et conditions fixés par le cahier des charges ;

2° Si la sécurité publique ayant été compromise, le concessionnaire n'a pas, dans le délai qui lui aura été imparti par le préfet, pris les mesures nécessaires pour assurer à l'avenir cette sécurité ;

3° Si l'exploitation venant à être interrompue en totalité ou en partie et le maire ayant soumis au préfet les mesures qu'il comptera prendre aux frais et risques du concessionnaire, celui-ci n'a pas repris le service dans le délai qui lui aura été fixé par le préfet ;

4° Si le concessionnaire ne reconstitue pas le cautionnement prévu à l'article 31 du cahier des charges, dans le cas où des prélèvements auraient été effectués sur ce cautionnement en conformité des dispositions du cahier des charges.

L'article 31 ajoute qu'« en cas de déchéance, la partie non restituée du cautionnement restera définitivement acquise à la commune ».

L'application de la déchéance par le ministre des travaux publics, à l'exclusion des conseils de préfecture, a été motivée parce que la plupart du temps les conces-

sions de distribution d'énergie électrique intéresseront plusieurs départements et que il y aurait eu difficulté à faire juger par l'un d'eux les conditions de la déchéance encourue. D'ailleurs le recours ouvert devant le Conseil d'Etat est une garantie suffisante pour les concessionnaires déclarés déchus.

L'application de la déchéance, lorsque le concessionnaire n'a pas présenté les projets d'exécution, est peu rigoureuse. Il est rigoureux, au contraire, d'appliquer la déchéance quand le travail a été exécuté et quand le service pour lequel il a été fait fonctionne, encore plus quand un cautionnement n'a pas été complété. Mais, comme dans tous les cas un recours est ouvert contre les décisions du ministre, ce sera en définitive le Conseil d'Etat qui sera juge de la gravité des manquements (1).

B. — *Interprétation des clauses de résiliation.*

Le conseil de préfecture, juge ordinaire en matière de concession, peut-il, pour prononcer la résiliation, appliquer dans le silence du contrat certaines clauses de résiliation prétendues de droit ?

En particulier, la faillite du concessionnaire fait-elle encourir la déchéance ? C'est l'opinion de M. Berthélemy qui enseigne qu'en matière de concession de travaux publics « la faillite du concessionnaire est une cause légale de résiliation ou de déchéance, conformément aux règles générales du droit commercial » (2).

(1) Cf. Berthélemy, *loc. cit.*, p. 604.

(2) Berthélemy, *loc. cit.*, p. 605.

Nous ne partageons pas sur ce point l'opinion du savant professeur.

La résiliation ne peut dériver des principes généraux du droit, puisque la liquidation judiciaire ou la faillite laissent subsister les droits et obligations antérieurs du failli. Le failli reste propriétaire et créancier, malgré le dessaisissement, il peut exercer son activité personnelle en se livrant au commerce ou à l'industrie ; il n'est pas interdit et les actes qu'il fait sont valables en eux-mêmes, sauf à ne pouvoir s'exercer sur le patrimoine atteint par le dessaisissement (Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*, p. 752 et 754).

La jurisprudence du Conseil d'Etat est dans ce sens. Dans une première affaire (Cons. d'Etat, 23 février 1883), la ville demandait la déchéance de son concessionnaire déclaré en faillite et le conseil de préfecture avait prononcé cette déchéance. Le Conseil d'Etat a annulé l'arrêt, déclarant, d'une part, que la concession n'étant pas un simple louage d'ouvrage, il n'y a pas lieu d'appliquer au concessionnaire les dispositions de l'article 1795 du Code civil (rupture de contrat en cas de décès de l'entrepreneur et par extension en cas de faillite) ; d'autre part, qu'un article du cahier des charges d'une concession portant que « si le concessionnaire vient à cesser son exploitation ou est hors d'état de la continuer, il encourra la déchéance et que la ville reprendra son matériel » ne devient pas applicable par le seul fait de la faillite du concessionnaire, tant que cette *faillite n'entraîne pas l'interruption du service.*

Dans un deuxième affaire (Cons. d'Etat, 22 mars 1902, Société départementale des eaux de source en liquidation c. Commune de Brie-Comte-Robert) la résiliation était demandée par le liquidateur. Il soutenait que la liquidation judiciaire mettant fin à l'existence du concessionnaire, mettait fin à l'existence de la concession conclue avec lui *intuitu personæ*. Il invoquait en ce sens l'article 37 du cahier des clauses et conditions générales des ponts et chaussées du 16 février 1892 : « En cas de liquidation judiciaire ou de faillite de l'entrepreneur, le contrat est résilié de plein droit. » Il concluait que le contrat ayant été rompu, l'usine et les dépendances appartenaient aux créanciers, qui n'étaient pas tenus de continuer le service et auxquels la ville devait les racheter si elle voulait continuer la distribution.

La prétention du liquidateur a été repoussée successivement par le conseil de préfecture et le Conseil d'Etat. Celui-ci a considéré que l'article 37 constituait une exception qu'il n'était pas permis d'étendre aux traités de concession. Comme le dit un commentateur de l'arrêt, » la situation du concessionnaire diffère essentiellement de celle d'un entrepreneur ; les entreprises sont généralement consenties en vue des garanties que l'entrepreneur présente personnellement et il en est différemment pour les concessions dont la durée dépasse presque toujours la période d'activité d'une vie humaine ».

Ainsi donc, en ce cas, le liquidateur n'a pas plus le droit de réclamer la résiliation à son profit en conservant

tous ses droits sur le matériel, que la commune celui de demander la déchéance avec confiscation du matériel, si cette clause pénale n'est pas expressément stipulée au contrat. Le failli ou ses créanciers doivent continuer l'exploitation. S'ils la cessent, la commune aura alors recours aux dispositions de l'article 25 du cahier des charges-type n° 1.

CHAPITRE V

DES CONCESSIONS DÉCLARÉES D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Textes. — Loi du 13 juin 1906.

ART. 11. — Sont applicables aux concessions déclarées d'utilité publique l'article 6, les paragraphes 1^{er}, 2 et 3 de l'article 7 et les articles 8, 9 et 10 de la présente loi.

La déclaration d'utilité publique est prononcée, après enquête, par un décret délibéré en Conseil d'Etat, sur le rapport des ministres des travaux publics et de l'intérieur, après avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et du ministre de l'agriculture.

L'acte de concession ne devient définitif qu'après avoir été approuvé par ce décret.

ART. 12. — La déclaration d'utilité publique investit le concessionnaire, pour l'exécution des travaux dépendant de la concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics. Le concessionnaire demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent pour l'administration de ces lois et règlements.

S'il y a lieu à expropriation, il y est procédé conformément à la loi du 3 mai 1841 au nom de l'autorité concédante et aux frais du concessionnaire.

La déclaration d'utilité publique d'une distribution d'énergie confère, en outre, au concessionnaire, le droit :

1^o D'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des

bâtiments, à la condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, étant spécifié que ce droit ne pourra être exercé que sous les conditions prescrites, tant au point de vue de la sécurité qu'au point de vue de la commodité des habitants, par les règlements d'administration publique prévus à l'article 18, lesdits règlements de vant limiter l'exercice de ce droit au cas de courants électriques tels que la présence desdits conducteurs d'électricité à proximité des bâtiments ne soit pas de nature à présenter, nonobstant les précautions prises conformément aux règlements, des dangers graves pour les personnes ou les bâtiments ;

2° De faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées, sous les mêmes conditions et réserves que celles spécifiées à l'alinéa 1° ci-dessus ;

3° D'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ;

4° De couper les branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts circuits ou des avaries aux ouvrages.

L'exécution des travaux prévus aux alinéas 1° à 4° ci-dessus doit être précédée d'une notification directe aux intéressés et d'une enquête spéciale dans chaque commune ; elle ne peut avoir lieu qu'après approbation du projet de détail des tracés par le préfet.

Elle n'entraîne aucune dépossession ; la pose d'appuis sur les murs ou façades ou sur les toits ou terrasses des bâtiments ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever. La pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir. Le propriétaire devra, un mois avant d'entreprendre les travaux de démolition, réparation, surélévation, clôture ou bâtiment, prévenir le concessionnaire par lettre recommandée adressée au domicile élu par ledit concessionnaire.

Les indemnités qui pourraient être dues à raison des servitudes d'appui, de passage ou d'ébranchage, prévues aux alinéas 1°, 2°, 3° et 4° ci-dessus, sont réglées en premier ressort par le juge de paix : s'il y a expertise, le juge peut ne nommer qu'un seul expert.

Règlement d'administration publique du 3 avril 1908 :

CHAPITRE IV. — CONCESSIONS AVEC DÉCLARATION
D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Formalités de l'instruction.

Présentation de la demande, enquête et instruction.

ART. 29. — Les demandes en concession d'une distribution d'énergie électrique avec déclaration d'utilité publique sont présentées, soumises à l'enquête, instruites, et l'acte de concession est passé conformément aux prescriptions du chapitre III du présent règlement. Dans tous les cas, le dossier est adressé au ministre des travaux publics avec l'acte de concession passé par l'autorité locale compétente ou avec le projet d'acte à passer par le ministre.

Déclaration d'utilité publique. — Approbation de l'acte de concession en Conseil d'Etat.

ART. 30. — Le ministre des travaux publics, après avoir complété le dossier, s'il y a lieu, par l'acte de concession revêtu de sa signature, le transmet au Conseil d'Etat de concert avec le ministre de l'intérieur et avec les avis du ministre de l'agriculture et de l'administration des postes et des télégraphes.

La déclaration d'utilité publique est prononcée, et la concession approuvée par décret, conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi du 15 juin 1906.

SECTION I. — Objet, caractère et utilité de la concession déclarée d'utilité publique.

Une concession de cette nature constitue la plus grosse innovation de la loi du 15 juin 1906. Le rapport de M. Berthelot sur le projet de loi de 1898, qui, ainsi que le projet de loi de 1894 rapporté par M. Guillaïn, prévoyait également la déclaration d'utilité publique des ouvrages destinés au transport et à la distribution de l'énergie électrique, fait connaître l'objet de cette déclaration d'utilité publique et les entreprises auxquelles elle pourra être accordée : « Parmi les entreprises concédées, soit par la commune, — il faut ajouter, avec la loi de 1906, soit par le syndicat des communes, — soit par l'Etat, un grand nombre ne présenteront pas une utilité collective suffisante pour justifier la déclaration d'utilité publique de leurs travaux. L'acte de concession leur donnera seulement, pour la durée de leur concession, la sécurité de jouissance que comporte un contrat souscrit par l'autorité publique.

« D'autres entreprises, au contraire, représenteront des intérêts collectifs assez considérables pour pouvoir revendiquer légitimement le caractère d'entreprises d'utilité publique. D'ailleurs, lorsqu'une concession a, par son cahier des charges, l'obligation de distribuer dans un vaste district, à tout habitant quelconque qui en fera la demande dans des conditions déterminées, l'énergie dont il pourrait avoir besoin, soit pour son industrie,

soit pour les ouvrages domestiques, cette concession ne dessert pas seulement des intérêts collectifs, mais elle satisfait à un véritable intérêt général, au moins aussi important que celui qui s'attache à la plupart des entreprises qui peuvent bénéficier aujourd'hui de la déclaration d'utilité publique. Ainsi, notre législation admet que les travaux de dessèchement et les canaux d'irrigation peuvent être déclarés d'utilité publique, et recevoir ainsi le caractère de travaux publics. Et cependant, ces dessèchements, ces irrigations ne sont jamais que des œuvres d'intérêt collectif utiles à un nombre restreint de propriétaires. *A fortiori*, une distribution publique d'énergie qui mettra à la disposition de tous les habitants du territoire de son ressort, la force motrice, l'énergie chimique, et la chaleur, peut-elle revendiquer le caractère de travail public, et obtenir, par la déclaration d'utilité publique, le moyen de vaincre les résistances des intérêts particuliers (1). »

Les seuls ouvrages pour lesquels une déclaration d'utilité publique peut être accordée en vertu de la loi du 15 juin 1906 sont uniquement « les ouvrages destinés au transport et à la distribution de l'énergie électrique. » Ainsi, la déclaration d'utilité publique des ouvrages destinés à la production de l'énergie par des moteurs à vapeur ou à gaz ne pourra, en aucun cas, être prononcée par un décret rendu en exécution de la présente loi. Quant

«

¹ (1) Rapport Berthelot, *loc. cit.*, p. 24.

à l'établissement des ouvrages hydrauliques destinés à la production de l'énergie électrique, tels que barrages, canaux de dérivation, usines hydrauliques, etc., leur déclaration d'utilité publique est traitée dans le projet de loi spécial déposé au nom du gouvernement par le ministre de l'agriculture, au sujet des usines hydrauliques à établir sur les cours d'eau qui ne sont ni navigables ni flottables (1). »

La déclaration d'utilité publique doit toujours être prononcée par un décret délibéré en Conseil d'Etat (Voir article 11, § 2), le législateur de 1906 ayant voulu éviter la nécessité d'adresser au Parlement aucune demande de distribution d'énergie électrique et ayant considéré *a priori*, et non sans raison d'ailleurs, tous les ouvrages de transport et de distribution d'énergie comme devant être compris dans la catégorie des travaux de moindre importance visés par l'article 1^{er}, § 2 de la loi du 27 juillet 1870 (2). On remarquera qu'un décret délibéré en Conseil d'Etat sera nécessaire pour déclarer d'utilité publique même les travaux concédés par les communes ou les syndicats de communes, c'est-à-dire des travaux communaux, alors que, d'après les règles ordinaires, un simple décret suffirait en pareil cas (loi du 3 mai 1841, art. 3 ; sénatus-consulte du 25 décembre 1852, art. 4 ; loi du 27 juillet 1810, art. 2).

En ce qui concerne l'avantage que les industriels reti-

(1) Rapport de M. Janet, *loc. cit.*, p. 17.

(2) Rapport de M. Berthelot, *loc. cit.*, p. 24.

reront de la déclaration d'utilité publique lorsqu'ils se trouveront dans les conditions requises pour l'obtenir, ils sont vivement contestés par les auteurs qui se sont occupés des questions de distribution d'énergie électrique. « Nous n'hésitons pas à dire que la déclaration d'utilité publique ne donne aucun avantage à l'industriel, écrit M. Bougault (1), s'il peut s'arranger à l'amiable avec les intéressés ; mais que, s'il rencontre une résistance par trop opiniâtre, il devra recourir à ce moyen et saura, au besoin, en menacer les récalcitrants. Nous croyons que ceux-ci deviendront plus accommodants s'ils sentent qu'à un moment donné ils peuvent être vaincus par une autorité supérieure. »

« On a soutenu, dit à son tour M. R. Sée, que la situation faite aux entrepreneurs de distribution d'énergie présentait de graves inconvénients, en raison de ce que « les entreprises de distribution dans les villes dépendent complètement aujourd'hui de la bonne volonté des propriétaires » (Rapports Guillain et Berthelot). Pour y remédier, les articles 7 et 8 du projet de loi sur les distributions d'énergie confèrent au concessionnaire des ouvrages déclarés d'utilité publique, le droit d'appuyer, sous certaines conditions et moyennant indemnité, les supports de ses conducteurs d'énergie sur les bâtiments privés, et de faire passer ses conducteurs soit au-dessous, soit au-dessus des propriétés privées. Ces mêmes arti-

(1) P. Bougault, *loc. cit.*, p. 71.

cles règlent les conditions d'exercice de ce droit par analogie avec la loi du 28 juillet 1895, relative au droit d'appui et de passage des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Ces dispositions soi-disant en faveur des entrepreneurs de distribution d'énergie, nous paraissent au contraire devoir faire subir à ces derniers des charges nouvelles et de longs retards dans l'exécution de leurs travaux. Actuellement, en effet, quand l'entrepreneur, d'accord avec l'administration, veut installer des canalisations aériennes et qu'il est possible de passer sur les propriétés privées sans placer de poteaux sur la voie publique, les propriétaires donnent en général sans difficulté et gratuitement les autorisations nécessaires. S'ils refusent ou mettent à leur consentement des conditions inacceptables, le cahier des charges de la concession donne en général à l'entrepreneur le droit de placer des poteaux devant la façade du propriétaire récalcitrant. Le plus souvent celui-ci trouve plus désagréable d'avoir un poteau devant sa maison qu'un potelet invisible sur son toit et vient à résipiscence. En fait, dans de très nombreuses communes, le public a parfaitement compris que pour pouvoir faire profiter les consommateurs de tarifs réduits, il fallait installer des canalisations aériennes, et qu'au triple point de vue de la circulation, de l'économie et du bon aspect les canalisations sur potelets étaient préférables aux canalisations sur poteaux... En conséquence, nous croyons que, sauf dans certains cas particuliers, les entreprises de distribution d'énergie doivent

considérer comme des cadeaux dangereux tant la déclaration d'utilité publique instituée par la loi du 3 mai 1841 et réglementée par l'article 6 du projet de loi, que le droit d'appui et de passage qui leur serait conféré par les articles 7 et 8. Elles ont tout intérêt au maintien du régime actuel de liberté sous lequel elles ont pu, sans difficultés sérieuses, prendre le plus large développement (1). »

Nous croyons aussi que dans la généralité des cas et sauf celui où il ne serait pas possible de vaincre autrement la résistance du propriétaire, les entrepreneurs n'auront aucun intérêt à demander la déclaration d'utilité publique qui augmentera les formalités, les délais et par suite les dépenses nécessaires à l'installation de leurs canalisations.

SECTION II. — Formalités pour la déclaration d'utilité publique et règles communes aux concessions déclarées d'utilité publique.

La déclaration d'utilité publique est précédée d'une enquête et prononcée par décret rendu en Conseil d'Etat sur le rapport des ministres des travaux publics et de l'intérieur, après avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes et du ministre de l'agriculture (art. 11, § 2). Aux termes de l'article 6, § 1^{er}, la concession ne peut être donnée que par une

(1) R. Sée, *loc. cit.*, p. 120 et 121.

enquête ; cette enquête et celle prévue par l'article 11, § 2, devront-elles se confondre en une seule et ne donner lieu qu'à une formalité ? Cela paraissait probable avant l'apparition du règlement d'administration publique du 3 avril 1908, car l'article 11, en écartant dans le paragraphe 1^{er} les approbations prévues par l'article 7, §§ 4 et 5, et en disant, dans le paragraphe 2, que, l'acte de concession ne devient définitif qu'après avoir été approuvé par décret, donne à entendre que la concession aura été demandée et donnée par la commune, le syndicat ou l'Etat, à la condition d'être déclarée d'utilité publique ; la déclaration d'utilité publique étant ainsi prévue dès le début des formalités, une seule enquête paraissait devoir être suffisante pour rechercher : 1^o s'il y a lieu de donner la concession ; 2^o s'il y a lieu, en outre, de déclarer d'utilité publique les travaux devant faire l'objet de cette concession. Cette unité de l'enquête est confirmée définitivement par le règlement d'administration publique du 3 avril 1908, articles 29 et 30. Cet article 30 porte que « la déclaration d'utilité publique est prononcée et la concession approuvée par décret, conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi du 15 juin 1906 ».

Mais une concession simple peut-elle être ensuite déclarée d'utilité publique ? Par exemple, une entreprise a obtenu d'une commune ou de l'Etat, une concession pour le transport et la distribution de la force motrice et de l'éclairage ; les entrepreneurs ont estimé, au début qu'ils n'avaient pas besoin, pour l'exécution des travaux

et pour l'exploitation de l'entreprise, de la déclaration d'utilité publique et ils n'ont demandé et obtenu qu'une concession simple. Plus tard, au cours de l'exécution des travaux, ou à l'occasion de nouveaux travaux à faire au cours de l'exploitation, les entrepreneurs s'aperçoivent qu'il leur sera nécessaire d'établir à demeure des supports sur les toits de certains bâtiments, de faire passer des conducteurs au-dessus de propriétés privées, etc., ce qu'ils ne pourraient faire qu'en vertu d'une déclaration d'utilité publique. Peuvent-ils seulement alors demander cette déclaration et faire convertir leur concession simple en concession déclarée d'utilité publique ? Nous avons dit ci-dessus que la loi supposait que la concession déclarée d'utilité publique était immédiatement demandée comme telle, mais nous ne croyons pas que ce soit une condition *sine qua non* de la déclaration d'utilité publique, et que, faute d'avoir demandé celle-ci dès le début, le bénéficiaire d'une concession simple soit réduit à n'avoir que cette dernière concession ou à demander une nouvelle concession avec déclaration d'utilité publique. Il nous semble que le bénéficiaire de la concession simple pourra se borner à demander la déclaration d'utilité publique, qui sera alors prononcée après une nouvelle enquête et par un décret délibéré en Conseil d'Etat, dans les conditions prévues par l'article 11, § 2, et sans autre formalité ; il n'y a rien dans la loi du 15 juin 1906 qui s'oppose à cette manière de procéder.

Toutes les dispositions du titre IV concernant les con-

cessions simples sont applicables aux concessions déclarées d'utilité publique (art. 11) sauf les paragraphes 4 et 5 de l'article 7, édictant les cas dans lesquels il est nécessaire qu'une concession soit approuvée par le préfet ou par un décret délibéré en Conseil d'Etat. De même les demandes en concession d'une distribution d'énergie électrique avec déclaration d'utilité publique sont présentées, soumises à l'enquête, instruites et l'acte de concession passé conformément aux prescriptions du chapitre III du règlement d'administration publique du 3 avril 1908. Dans tous les cas, le dossier est adressé au ministre des travaux publics avec l'acte de concession passé par l'autorité locale compétente ou avec le projet d'acte à passer par le ministre (art. 29, règl. du 3 avril 1908).

Les articles précités rappellent tout d'abord que les pouvoirs concédants sont les mêmes ; cette réflexion n'était pas inutile parce que l'on aurait pu faire une confusion entre l'autorité compétente pour donner la concession, c'est-à-dire pour signer le contrat, et celle compétente pour donner la déclaration d'utilité publique. Le cahier des charges-type est applicable sans modification ; si une modification est absolument nécessaire, il faudra la faire approuver par décret délibéré en Conseil d'Etat. Il est certain que ce décret pourra être le même que celui qui prononcera la déclaration d'utilité publique. Même déclarée d'utilité publique, la concession n'empporte aucun monopole et ne fait pas obstacle à ce qu'il soit donné des autorisations ou des concessions concurren-

tes, mais à conditions égales. Aucune charge pécuniaire ne peut être imposée au concessionnaire autre que les redevances de voirie et aucune faveur ne peut être exigée par le pouvoir concédant autre que celle qui résulterait des abonnements à prix réduits consentis à des services publics. Enfin, la déclaration d'utilité publique ne garantit pas le concessionnaire contre la suppression d'une partie quelconque des ouvrages de sa concession, ou la modification du tracé, sauf indemnité.

Observons enfin qu'il n'est pas nécessaire que toute la ligne soit déclarée d'utilité publique ; on peut très bien concevoir, et la loi le dit formellement (art. 3, § 2) qu'une distribution emprunte les trois formes autorisées : sur une première partie la forme de la permission ; sur une autre la forme de la concession simple et qu'enfin, en présence de difficultés insurmontables, elle obtienne pour la troisième partie, la déclaration d'utilité publique. Il est à peine besoin d'indiquer que cette dernière partie doit alors desservir un service public, ce qui est inutile pour les deux premières. Dans ce cas, chaque partie de la distribution sera soumise au régime spécial sous lequel elle se sera constituée et devra observer les règles relatives à ce régime.

SECTION III. — **Droits conférés et obligations imposées au concessionnaire par la déclaration d'utilité publique.**

A. — *Expropriation.*

En vertu de la déclaration d'utilité publique, le concessionnaire jouira, pour l'exécution des travaux dépendant de la concession, de tous les droits conférés à l'administration par les lois et règlements en matière de travaux publics, et sera soumis à toutes les obligations dérivant de ces mêmes lois et règlements (art. 12, § 1^{er}).

Parmi les droits dont se trouvera investi le concessionnaire, figure notamment l'expropriation qui est le plus important des sacrifices imposés aux propriétaires dans l'intérêt des travaux publics. Les règles de l'expropriation sont actuellement condensées dans la loi du 3 mai 1841, plusieurs fois modifiée en quelques détails. Nous rappelons sommairement les différentes phases de la procédure fixée par cette loi (1) : arrêté de cessibilité rendu par le préfet, après établissement du plan dit parcellaire, et après enquête, en désignant les propriétés qui doivent être cédées (art. 4 à 12) ; jugement du tribunal prononçant, à défaut de cession amiable, l'expropriation des terrains ou bâtiments compris dans l'arrêté de cessibilité (art. 13 à 20) ; offre d'indemnités aux propriétaires et autres intéressés (fermiers, locataires, usufruitiers,

(1) V. Berthélemy, *loc. cit.*, p. 558 et suiv. et les auteurs cités en note.

ayants droit à des servitudes), et, à défaut d'acceptation par ceux-ci, fixation des indemnités par le jury (art. 21 à 52) ; paiement des indemnités préalablement à la prise de possession (art. 53 à 55).

L'article 12, § 2, de la loi du 15 juin 1906 déclare formellement qu'il sera procédé à l'expropriation « au nom de l'autorité concédante », Etat, commune ou syndicat de communes ; c'est donc au nom de ceux-ci et non à son nom personnel que le concessionnaire devra agir, mais c'est lui qui supportera les frais de l'expropriation (art. 12, § 2, *in fine*) ; par le mot frais, il faut entendre ici, non seulement le coût de la procédure, mais encore le paiement des indemnités, sauf les conventions particulières qui pourraient intervenir entre l'autorité concédante et le concessionnaire.

Il y aura toujours lieu de procéder conformément à la loi du 3 mai 1841, quelle que soit l'importance des travaux à exécuter et sans qu'on puisse jamais recourir aux formalités plus simples établies par les articles 15 et 16 de la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux (expropriation résultant *ipso facto* d'un arrêté préfectoral, sans recours à l'autorité judiciaire ; indemnité fixée par quatre jurés sous la présidence du juge de paix ayant voix délibérative en cas de partage), dont le législateur a déjà cependant rendu les dispositions applicables, en tout ou en partie, aux cas d'expropriation prévus par les lois du 10 juin 1854 sur le drainage (art. 4), du 21 juin 1865, modifiée par la loi du 22 décembre 1888, sur les associa-

tions syndicales (art. 18), du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways (art. 31), du 28 juillet 1885, sur l'établissement, l'entretien et le fonctionnement des lignes télégraphiques. M. Berthelot explique dans son rapport pourquoi les deux premiers paragraphes de l'article 12, dont la rédaction est empruntée au projet du Conseil d'Etat, rendent la loi du 3 mai 1841 seule applicable: « Quant à l'article 10 (du projet de loi de 1898) qui soumet toutes les expropriations au jury de la loi de 1841, on peut se demander si le petit jury de la loi de 1836 ne pourrait pas connaître des expropriations relatives aux concessions communales. Il a semblé au gouvernement et à la commission que cette distinction ne présenterait en réalité aucun intérêt. Il est bien probable, en effet, qu'on n'aura besoin de recourir à l'expropriation que dans des cas exceptionnels et pour de très importantes concessions qui, s'étendant sur le territoire de plusieurs communes, seront des concessions relevant de l'Etat » (1).

B. — *Servitudes légales.*

§ 1^{er}. — Usage des propriétés privées.

L'expropriation est le sacrifice le plus important qui puisse être exigé d'un propriétaire en vue de l'exécution de travaux nécessaires à l'installation d'une distribution d'énergie électrique.

(1) Rapport Berthelot, *loc. cit.*, p. 27.

Il faut placer à côté d'elle les servitudes d'ancrage, d'appui, de canalisations aériennes et souterraines et d'ébranchage déclarées applicables aux travaux d'une distribution déclarée d'utilité publique ou créée par la loi du 15 juin 1906.

D'après un arrêt du tribunal des conflits du 13 décembre 1884 (D. 85.3.33), suivi d'un arrêt de la Cour de cassation du 17 avril 1885 (D. 85.1.265), contraire d'ailleurs à la jurisprudence du Conseil d'Etat (arrêts des 31 août 1861, D. 61.3.81 ; 24 mars 1865, D. 65.3.89 ; 23 janvier 1885, D. 85.3.33), l'apposition de fils télégraphiques ou téléphoniques sur les murs extérieurs ou les toits d'une propriété privée constitue non pas un dommage purement permanent, mais l'exercice d'une véritable servitude, « laquelle ne peut être établie, aux termes de l'article 650 du Code civil, que par des lois ou des règlements ». Cette servitude, et celle consistant dans l'établissement de conduits ou supports sur le sol ou sous le sol des propriétés non bâties et non fermées de murs ou autre clôture équivalente, a été établie par la loi du 28 juillet 1885 relative à l'établissement, à l'entretien et au fonctionnement des lignes télégraphiques et téléphoniques et les dispositions de cette dernière loi ont été reprises dans celle du 15 juin 1906 qui crée, en outre, la servitude dite « d'ébranchage ».

Les servitudes ainsi créées par les numéros 1^o, 2^o, 3^o et 4^o de l'article 12 sont formellement et strictement délimitées par les termes de la loi, et ne devront, par

conséquent, être exercées que dans ces limites mêmes ; les propriétaires seront en droit de demander la suppression de tout travail qui ne serait pas compris dans le texte d'un des quatre numéros de l'article 12 (comp. tribunal des conflits, 25 février 1893, D. 94.3.32) ; si ce travail était absolument nécessaire, s'il fallait, par exemple, établir des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens sur des terrains enclos de murs, le concessionnaire devrait recourir à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

En ce qui concerne l'établissement des supports et ancrages et le passage des conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, les numéros 1^o et 2^o de l'article 12 spécifient que des règlements d'administration publique devront « limiter l'exercice de ce droit au cas de courants électriques, tels que la présence desdits conducteurs d'électricité à proximité des bâtiments ne soit pas de nature à présenter, nonobstant les précautions prises conformément aux règlements, des dangers graves pour les personnes ou les bâtiments. Cette restriction a pour but d'empêcher l'exercice du droit en question lorsqu'il s'agira de courants à très forte tension, dont on fait un fréquent usage aujourd'hui quand il s'agit de transporter l'énergie électrique à des distances considérables (1). »

(1) Rapport de M. Janet, *loc. cit.*, p. 19. Les règlements d'administration publique annoncés n'ont pas encore paru. Il faut remarquer qu'ils doivent être distincts des règlements ou arrêtés pris par le ministre des travaux publics, en exécution des articles 2, 4 et 19 de la loi, et qui régleront les conditions techniques générales appli-

Le droit d'ébranchage, qui ne figurait pas dans le projet de 1898, a été ajouté par la dernière commission. Il répond, dit M. Janet dans son rapport, à un véritable besoin, en raison des dangers que peuvent causer des courts-circuits produits par le contact de branches mouillées avec les fils conducteurs.

Les travaux prévus aux numéros 1° à 4° de l'article 12 ne pourront être exécutés qu'après une notification faite directement aux intéressés et une enquête spéciale dans chaque commune. Les articles 36 et 37 du règlement d'administration publique du 3 avril 1908 déterminent la forme de cette enquête. Aux termes de l'article 36 l'enquête a lieu sur un plan parcellaire indiquant toutes les propriétés atteintes par les servitudes, avec les renseignements nécessaires pour faire connaître la nature et l'étendue des sujétions en résultant. Le plan des propriétés frappées de servitudes, mentionnant les noms des propriétaires tels qu'ils sont inscrits sur les matrices des rôles, reste déposé pendant huit jours à la mairie de la commune où les propriétés sont situées. Avertissement de l'ouverture de l'enquête est donné collectivement aux intéressés, par voie d'affichage à la mairie. Notification directe des travaux projetés est, en outre, donnée par le maire aux intéressés. Le maire certifie les notifications et affiches; il mentionne, sur un procès-verbal qu'il ouvre à cet effet, les réclamations et déclarations

cables aux ouvrages des distributions d'énergie électrique. Le premier de ces arrêtés a été pris le 21 mars 1908. *J. off.* du 22 mars.

qui lui ont été faites verbalement et y annexe celles qui lui sont adressées par écrit. A l'expiration du délai de huitaine, un commissaire enquêteur, nommé par le préfet, reçoit les observations et appelle, s'il le juge convenable, les propriétaires intéressés. Le commissaire signe le procès-verbal d'enquête, y joint son avis motivé et remet immédiatement, avec toutes les pièces de l'instruction, le dossier au maire qui le transmet sans délai à l'ingénieur en chef du contrôle. Il convient de remarquer qu'avant de transmettre le dossier le maire aura dû prendre l'avis du conseil municipal (art. 18-1°). Si l'exécution des travaux projetés comporte des expropriations, il est procédé à l'enquête pour l'établissement des servitudes en même temps qu'à l'enquête prévue par le titre II de la loi du 3 mai 1841.

Lorsque l'ingénieur en chef du contrôle a reçu le dossier de l'enquête, il le communique au concessionnaire qui peut, s'il le juge utile, modifier le projet en vue de tenir compte des observations faites à l'enquête. Si les modifications ainsi apportées frappent de servitudes des propriétés nouvelles ou aggravent des servitudes antérieurement prévues, notification en est donnée par le maire aux *intéressés* qui ont un délai de huit jours pour présenter leurs observations. Le projet, modifié ou non par le concessionnaire, est ensuite adressé par l'ingénieur en chef du contrôle au préfet qui approuve le tracé et notifie son approbation au concessionnaire (art. 37 du règlement du 3 avril 1908).

Par *intéressés* il faut seulement entendre, dans le cas particulier de l'article 12 et des articles 36 et 37 du règlement d'administration publique du 3 avril 1908, les propriétaires, tels que le concessionnaire peut officiellement les connaître, c'est-à-dire tels qu'ils sont inscrits sur la matrice cadastrale, à moins qu'une dénonciation ne lui ait été faite pour l'avertir de l'inexactitude de cette inscription et le mettre en mesure d'agir contre ceux qui se prétendent propriétaires (Comp. loi du 3 mai 1841, art. 5 et arrêts de la Cour de cassation des 16 février 1864, D. 64.5.153 et 4 août 1880, D. 81.1.479).

La loi — et le règlement d'administration le rappelle — exige « une notification directe aux intéressés ». Il ne saurait être suppléé à cette notification par l'affichage et l'insertion dans un journal de l'avis annonçant l'ouverture de l'enquête; l'arrêté d'approbation intervenu dans ces conditions pourrait être annulé (Comp. Conseil d'Etat, 7 août 1903, D. 1905.3.1).

Nous savons que le projet modifié ou non par le concessionnaire est adressé par l'ingénieur en chef du contrôle au préfet. Le préfet aura non seulement le droit d'approuver purement et simplement le projet de détail des tracés à lui soumis, mais il pourra encore le rejeter ou y apporter telles modifications qu'il estimera convenables, d'après les réclamations ou protestations jointes au dossier de l'enquête. C'est ce qui résulte du rapport de M. Berthelot : « Le préfet statuera sur ces protestations et réclamations, et il aura naturellement le devoir

de chercher à concilier autant que possible les convenances des particuliers avec l'intérêt public (1). » La décision du préfet pourra être l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre des travaux publics, de la part de tout intéressé, propriétaire ou non, le mot intéressé devant forcément être pris ici dans son sens général ; ce n'est là qu'une application des règles du droit administratif. La même décision, qu'on peut parfaitement comparer à l'arrêté de cessibilité prévu par l'article 11 de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, pourra également, et toujours par application des règles du droit administratif, être l'objet de la part des mêmes intéressés d'un recours au Conseil d'Etat pour excès de pouvoir, incompétence et violation des formalités prescrites par les lois et règlements (Conf. Batbie, *Traité de droit administratif*, t. VII, n° 48 ; Cons. d'Etat, 13 février 1874, D. 75.3.4 ; 11 février 1876, D. 76.3.80), mais non d'un recours fondé sur un droit lésé, par exemple sur ce motif que le préfet aurait pu approuver un autre tracé, car il s'agit là d'un acte de pure administration (Comp. Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. II, p. 393 et suiv. ; Cons. d'Etat, 24 février 1882, D. 83.3.57).

D'après le paragraphe 9 de l'article 12, dont les dispositions sont à peu près identiques à celles de l'article 4 de la loi du 28 juillet 1885, l'exécution des travaux prévus

(1) Rapport Berthelot, *loc. cit.*, p. 29.

aux alinéas 1^o à 4^o « n'entraîne aucune dépossession ». Le propriétaire sur l'immeuble duquel les travaux ont été exécutés a le droit soit de démolir, de réparer ou de surélever ses bâtiments, soit de se clore ou de bâtir ; il doit seulement, un mois avant de commencer ces démolitions, réparations, etc., prévenir le concessionnaire par lettre recommandée « dans l'intérêt du public, afin de mettre le concessionnaire en mesure de ne pas interrompre et d'assurer par d'autres moyens le service public dont il est chargé » (1).

Parmi les « autres moyens » dont pourra user le concessionnaire, se trouvera évidemment la faculté d'installer de nouveau les conducteurs d'électricité sur le même fonds, en se conformant aux prescriptions de l'article 12, dans les conditions rendues nécessaires par les modifications des lieux résultant des travaux exécutés par les propriétaires. Ainsi, en cas de surélévation d'un bâtiment, si les conducteurs passaient précédemment sur le toit, le concessionnaire aura le droit, pour conserver à la ligne la même direction horizontale, d'appliquer les conducteurs, au moyen de supports et ancrages, contre la façade du bâtiment surélevé (art. 12-1^o) ; si un terrain non bâti et non fermé de murs sur lequel se trouvaient des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens, vient à être enclos, le concessionnaire pourra encore faire passer des conducteurs au-dessus de

(1) Rapport Berthelot, *loc. cit.*, p. 28.

cette propriété (art. 12-2^o) En un mot, la modification du fonds assujetti n'affranchit pas et ne peut pas affranchir celui-ci de la servitude, mais oblige seulement le concessionnaire à user de cette servitude d'une des autres façons permises dans les numéros 1^o à 3^o de l'article 12, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de la question de savoir si l'exercice de la servitude deviendra ainsi plus onéreux pour lui ; ici, on ne peut évidemment pas appliquer le principe de l'article 701 du Code civil qui interdit au propriétaire du fonds débiteur de la servitude de rien faire qui tende à en diminuer l'usage ou à le rendre plus incommode.

Si le nouvel état des lieux était tel qu'il ne puisse y être installé de conducteurs aériens ou de canalisations souterraines dans l'une des conditions limitativement prévues aux numéros 1^o à 3^o de l'article 12, le concessionnaire devrait soit faire passer autre part la ligne de distribution, soit recourir à l'expropriation pour cause d'utilité publique, au cas où il lui serait impossible de changer le parcours de cette ligne (Comp. loi du 28 juillet 1885, art. 13).

Reprenons l'énumération des servitudes énumérées dans les numéros 1^o à 4^o de l'article 12 et examinons les difficultés auxquelles elles peuvent donner lieu. Le concessionnaire a le droit d'après le numéro 1^o d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terras-

ses des bâtiments, à la condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur. Le propriétaire n'est jamais tenu de laisser passer par ses appartements pour permettre l'installation des supports et ancrages.

Le concessionnaire doit, à défaut de permission, pouvoir installer ses ancrages ou supports de l'extérieur, ce qui est particulièrement difficile lorsqu'il s'agit de les poser sur les toits ou terrasses de bâtiments ayant quatre ou cinq étages.

Si les bâtiments sur les toits ou terrasses desquels le concessionnaire voudrait installer ses supports ou ancrages sont dans des enclos, le propriétaire peut s'opposer à leur installation. « Aucune canalisation souterraine, *aucun support pour conducteur aérien* ne pourra être placé dans les enclos (1). »

L'article 12-2° donne au concessionnaire le droit de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées, sous les mêmes conditions et réserves que celles spécifiées à l'alinéa 1° ci-dessus. Il faut donc qu'indépendamment des conditions prescrites, tant au point de vue de la sécurité qu'au point de vue de la commodité des habitants, par les règlements d'administration publique prévus à l'article 18 (et à intervenir), il soit possible d'accéder dans ces propriétés privées de l'extérieur. Cela permet au concessionnaire de faire passer ses conducteurs au-dessus des propriétés privées,

(1) Rapport Guillaïn, *loc. cit.*, p. 21.

même closes de murs, à la condition qu'il n'y établisse aucun support.

L'alinéa 3 de l'article 12, en effet, permet « d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ». Il résulte de ce texte que pour l'établissement de canalisations souterraines sur un terrain non bâti mais fermé, ou bâti mais ouvert, il faudrait l'expropriation, et il serait aussi nécessaire d'y avoir recours pour l'établissement de supports pour conducteurs aériens dans des terrains non bâtis mais fermés.

Le droit d'ébranchage créé par l'article 12-4° ne vise pas évidemment les branches d'arbres que le concessionnaire peut élaguer, même sous l'empire de la loi actuelle, sans indemnité, en conformité des arrêtés d'alignement pris par le préfet. Cette disposition de la loi vise les arbres placés chez les propriétaires traversés et tous arbres qui gêneraient ou menaceraient la distribution ; *a fortiori*, le concessionnaire pourrait faire élaguer les branches d'arbres surplombant sur le sol public, si la municipalité néglige de faire prendre les arrêtés d'alignement.

§ 2. — Indemnités auxquelles donnent naissance les travaux d'installation d'une distribution déclarée d'utilité publique.

a) *Indemnités dues à raison des servitudes d'appui, de passage ou d'ébranchage.*

La loi du 15 juin 1906 ne s'est pas occupée spécialement des indemnités qui peuvent être dues à la suite de l'expropriation pour cause d'utilité publique qui pourrait être nécessaire. L'article 12, § 2, statue sur cette matière en disant que, s'il y a lieu à expropriation, il est procédé conformément à la loi du 3 mai 1841.

Dans son rapport sur le projet de loi de 1898, M. Berthelot s'exprime ainsi au sujet des indemnités pouvant être réclamées par le propriétaire à raison des servitudes d'appui et de passage, le projet ne parlant pas de la servitude d'ébranchage : « Le préjudice qui peut être causé à un propriétaire, du fait des installations d'une distribution d'énergie, comporte deux éléments. Le juge doit tenir compte, en premier lieu, du dommage matériel causé par l'exécution du travail : dégradation du mur de l'immeuble par suite du scellement ou du déplacement des consoles ; dégâts dans un champ par la pose d'une conduite souterraine ou par le passage des ouvriers, installant, réparant ou démontant un conducteur aérien, etc. Le juge aura d'autre part à apprécier quelle indemnité est due au propriétaire pour la gêne que cause à sa jouissance la présence continue, pendant une durée plus

ou moins longue sur son immeuble, des supports qui y auront été installés, ou la traversée des conducteurs d'énergie (1) », et l'article 9 du projet présenté par la commission parlait des indemnités pouvant être dues « à raison des occupations et travaux prévus à l'article 7 » (travaux d'appui et de passage), ce qui indiquait bien que ces indemnités pourraient avoir une double base : 1° dépréciation de l'immeuble résultant de l'occupation ; 2° dégâts causés à l'immeuble par l'exécution des travaux.

L'article 12 § 10, de la loi du 15 juin 1906 dit d'une façon générale : « Les indemnités qui pourraient être dues à raison des servitudes d'appui, de passage ou *d'ébranchage* » et on lit dans le rapport de M. Janet que « le principe posé par le dernier paragraphe de l'article 12 (c'est-à-dire par le paragraphe 10 de l'article) était déjà prévu par l'article 9 de la précédente législature. Il faut certainement conclure de là que les propriétaires des immeubles sur lesquels auront été exécutés les travaux prévus et autorisés par les alinéas 1° à 4° de l'article 12 auront droit à une indemnité tant pour la dépréciation même des immeubles que pour les détériorations résultant de l'exécution des travaux, sans qu'il y ait lieu, en ce dernier cas, de distinguer entre les travaux de construction de la ligne et les travaux d'entretien (Comp. loi du 28 juillet 1885, art. 10 § 1) (2). En cela, d'ailleurs, la loi ne fait que con-

(1) Rapport Berthelot, *loc. cit.*, p. 31.

(2) Cet article 10 n'accorde « au propriétaire d'autre indemnité que celle du préjudice résultant des travaux de construction de la ligne ou de son entretien ».

sacrer la jurisprudence qui, en matière de travaux publics, accorde aux propriétaires la réparation du dommage *direct* et *matériel* causé à leurs immeubles par ces travaux : « direct, c'est-à-dire qu'il faut que le travail public en soit la cause immédiate et non pas seulement l'occasion ; matériel, c'est-à-dire qu'il porte physiquement atteinte à la propriété, à son mode d'exploitation ou à ses accès » (1) ; or, l'installation de supports sur la façade d'une maison, par exemple, l'ébranchage des arbres d'un parc seront bien évidemment des travaux portant directement et matériellement atteinte à ces propriétés.

En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, le propriétaire doit forcément recevoir une indemnité, car il est dépossédé de son immeuble (Comp. Batbie, *Traité de droit administratif*, t. VII, n° 124). Ici, au contraire, le propriétaire ne subit aucune dépossession ; c'est la loi elle-même qui le dit (art. 12, § 9) ; son droit à une indemnité ne peut donc être fondé que sur un dommage, et il devra, par suite, à l'appui de sa demande d'indemnité, établir l'existence de ce dommage, faute de quoi l'indemnité ne sera pas due. Aussi l'article 12, § 10, s'exprime-t-il de la façon suivante : « les indemnités qui *pourraient être dues* à raison des servitudes, d'appui, de passage ou d'ébranchage..... » et laisse-t-il au juge le soin d'apprécier souverainement s'il y a vraiment dommage et par conséquent droit à

(1) Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. II, p. 152 ; Berthélemy, *loc. cit.*, p. 618 et note 1.

une indemnité. Il sera très possible, en effet, non seulement qu'aucune détérioration n'ait été causée à l'immeuble par l'exécution des travaux, mais encore qu'aucune dépréciation ne lui ait été apportée ; s'il s'agissait par exemple d'une canalisation souterraine passant dans un terrain non clos et n'en empêchant point la culture, il semblerait difficile que le propriétaire pût justifier d'une dépréciation subie par ce terrain. Ce seraient là des questions de fait à résoudre pour chaque espèce. Aucune indemnité, même pour la dépréciation qui devrait être forcément causée à l'immeuble, ne pourra être exigée par le propriétaire avant l'exécution des travaux. La loi est, en effet, muette à cet égard et non sans raison ; car il n'y a ici précisément ni dépossession, ni expropriation (Comp. art. 545, C. civ. et loi du 3 mai 1841, art. 53).

En vertu de l'article 4, § 3, de la loi du 28 pluviôse an VIII, c'est aux conseils de préfecture qu'il appartient de statuer sur les indemnités réclamées pour dommages résultant de l'exécution des travaux publics, sauf appel devant le Conseil d'Etat. La loi du 28 juillet 1885, concernant les lignes télégraphiques et téléphoniques, attribue ainsi compétence au conseil de préfecture pour statuer sur les demandes d'indemnité fondées sur « le préjudice résultant des travaux de construction de la ligne ou de son entretien » (art. 10, §§ 1 et 2), et le projet de loi de 1898 disait primitivement dans l'article 9 que les indemnités pouvant être dues « à raison des occupations et travaux prévus à l'article 7 », c'est-à-dire des servitu-

des d'appui et de passage, seraient réglées par le conseil de préfecture, sauf recours au Conseil d'Etat ». Le législateur de 1906 a cru préférable de déférer au juge de paix le soin de statuer sur ces indemnités (art. 12, § 10), dans le but « de rendre aussi simple que possible la procédure relative au règlement des indemnités pouvant être dues à raison des servitudes nouvelles » (1).

Aux termes de l'article 12, § 10, le juge de paix n'est compétent que pour statuer sur la demande d'indemnité, tout ce qui concerne la nature des travaux exécutés, c'est-à-dire, l'établissement et l'exercice de la servitude ayant été préalablement déterminé par le préfet dans son arrêté d'autorisation (même art. 12, § 8). Il s'agit donc là d'une demande personnelle et mobilière (Comp. Cass., 27 mai 1878, D. 79.1.122) ; or, en matière purement personnelle et mobilière, l'action doit être portée devant le juge de paix du domicile du défendeur (art. 2, C. proc. civ.), sauf les cas où la loi en ordonne autrement (voir par exemple l'art. 3 du même Code). L'article 12, § 10, disant simplement que les indemnités dues à raison des servitudes d'appui et de passage, etc., seront réglées « par le juge de paix », sans désigner davantage celui-ci, le juge de paix compétent pour connaître des demandes d'indemnité devrait être, par conséquent, celui du domicile du concessionnaire, domicile qui pourra se trouver parfois fort éloigné du lieu où auront été exécutés les travaux.

(1) Rapport Janet, *loc. cit.*, p. 20.

Nous ne croyons pas cependant qu'on doive en décider ainsi et il nous paraît que ce sera le juge de paix de la situation des lieux qui sera compétent pour statuer sur la demande d'indemnité ; si le législateur ne l'a pas déclaré expressément telle a dû être probablement sa pensée. En effet, s'il a préféré, sur ce point, la juridiction des juges de paix à celle des conseils de préfecture, dont la compétence en matière de dommages résultant de travaux publics est exclusivement territoriale et appartient toujours au conseil de préfecture du département où le dommage s'est produit (Laferrière, *Traité de la jurisprudence administrative*, t. II, p. 152), son but a été uniquement « de rendre aussi simple que possible » comme nous l'avons vu tout à l'heure, et en même temps aussi rapide et économique que possible, la procédure tendant au règlement des indemnités en question ; or, la première condition de cette simplicité et de cette rapidité ne consiste-t-elle pas à permettre au propriétaire réclamant une indemnité de porter sa demande devant le juge le plus proche, c'est à-dire devant le juge de paix du canton où est situé l'immeuble ? En outre, bien qu'il s'agisse ici d'une indemnité représentant non la valeur d'un immeuble exproprié, mais la réparation d'un dommage subi, cette indemnité n'en a pas moins, en fait, une grande analogie avec celle due au cas d'expropriation ; or, en matière d'expropriation, la seule juridiction compétente est celle de la situation des lieux. Il y a là encore une raison pour admettre, au cas qui nous occupe, la compé-

tence du juge de paix du canton où sont exécutés les travaux.

Quelle que soit cependant la valeur de ces arguments, il eût été préférable que le législateur s'expliquât, à cet égard, d'une façon précise, car la question, vu le texte de la loi du 15 juin 1906 et les règles régissant la compétence des juges de paix, ne laisse pas que d'être très douteuse.

L'article 12, § 10, dit que les indemnités à raison des servitudes d'appui, de passage ou d'ébranchage « sont réglées en premier ressort par le juge de paix » ; celui-ci statuera donc toujours à charge d'appel quel que soit le chiffre de l'indemnité demandée, comme dans les cas prévus, par exemple, par l'article 7 de la loi du 12 juillet 1905, l'article 641, § 6 du Code civil, l'article 5 de la loi du 10 juin 1854.

L'appel, qui devra être porté bien entendu devant le tribunal civil (loi du 27 ventôse an VIII, art. 7), ne sera recevable ni avant les trois jours suivant la prononciation du jugement, à moins qu'il n'y ait lieu à exécution provisoire, ni après les 30 jours suivant la signification du jugement ou l'expiration du délai d'opposition, s'il s'agit d'un jugement par défaut, outre, en tous cas, les délais de distance pour les personnes domiciliées hors du canton (loi du 25 mai 1838, art. 13 ; C. proc. civ., art. 455 ; voir également Dalloz *Répert. alphab.*, v° *Appel civil*, n° 239). Par application de l'article 11, § 2, de la loi du 25 mai 1838, le juge de paix pourra ordonner

l'exécution provisoire de son jugement, nonobstant appel et sans caution, lorsque l'indemnité allouée dans le jugement n'excédera pas 300 francs et avec caution au-dessus de cette somme.

Il est généralement admis (voir notamment Dalloz, *Réperl. alphab.*, *vis Expert-expertise*, n° 352), que, lorsque le juge de paix ordonne une expertise, il peut ne désigner qu'un seul expert ; les experts commis par les tribunaux civils doivent, au contraire, être au nombre de trois, à moins que les parties ne consentent à ce qu'il soit procédé par un seul (art. 303, C. proc. civ.) ou qu'il ne s'agisse d'une expertise ordonnée d'office (Dalloz, *Suppl. au Réperl.*, *vis Expert-expertise*, n° 15). Dans un but de célérité et d'économie, l'article 12, § 10 de la loi du 15 juin 1906 déclare, que s'il y a expertise, « le juge — c'est-à-dire évidemment, soit le juge de paix, soit le tribunal civil statuant en appel, — peut ne nommer qu'un seul expert ». En matière de dommages résultant de l'exécution de travaux publics, l'expertise doit être ordonnée par le conseil de préfecture, si elle est demandée par les parties ou par l'une d'elles pour faire vérifier les faits qui servent de base à la réclamation (loi du 22 juillet 1889, sur la procédure à suivre devant les conseils de préfecture, art. 13, § 2). Ici, au contraire, et bien que l'indemnité dont il s'agit représente, comme nous l'avons dit plus haut, la réparation d'un dommage résultant de l'exécution de travaux publics, il semble que l'expertise sera toujours une mesure facultative pour le juge de paix

ou pour le tribunal civil, la loi ne l'imposant nullement et se bornant à dire « s'il y a expertise ».

La loi du 28 juillet 1885, relative à l'établissement, à l'entretien et au fonctionnement des lignes télégraphiques et téléphoniques, déclare prescrites par un délai de deux ans, à dater du jour où les travaux ont pris fin, les actions en indemnité, à raison des servitudes d'appui et de passage (art. 12). Au contraire, aucune prescription n'est édictée par la loi du 15 juin 1906 en ce qui concerne les indemnités prévues par l'article 12, § 10. de la dite loi ; il faut en conclure nécessairement que le droit de réclamer ces indemnités ne se prescrira que conformément à la règle générale de l'article 2262 du Code civil, c'est-à-dire par trente ans, à partir du jour où l'action est née, qui est, comme le porte la loi de 1885, le jour où les travaux ont pris fin.

b) *Autres indemnités pouvant être dues par suite de l'exécution des travaux.*

Ces indemnités, étant dues par suite de l'exécution de travaux publics, devront être réglées par le conseil de préfecture, sauf appel devant le Conseil d'Etat (loi du 22 juillet 1889, art. 57), qu'il s'agisse soit de dommages causés aux propriétés, dès que ces dommages ne proviennent pas de l'établissement ou de l'exercice des servitudes prévues aux alinéas 1^o à 4^o de l'article 12, soit de dommages causés aux personnes, soit de dommages causés par les occupations temporaires de terrains qui

auraient été permises aux concessionnaires en vertu de la loi du 29 décembre 1892. La compétence du conseil de préfecture résulte formellement en cette matière tant de l'article 4, §§ 4 et 5, de la loi du 28 pluviôse an VIII que de l'article 10 de la loi du 29 décembre 1892, et continue, par conséquent, de subsister pleinement hors les cas spécialement visés par l'article 12, § 10, de la loi du 15 juin 1906. En effet, l'article 9 modifié du projet de 1898 attribuait au juge de paix, sauf recours au tribunal civil, le règlement des indemnités dues « à raison des occupations temporaires de terrains que le concessionnaire serait autorisé à pratiquer par application de la loi du 29 décembre 1892, ou des dommages quelconques causés par l'exécution d'ouvrages déclarés d'utilité publique en vertu de la présente loi (1) ». Si le législateur de 1906, en rendant le juge de paix compétent sur les indemnités dues à raison des servitudes d'appui, de passage et d'ébranchage, n'a pas parlé des indemnités dues pour les autres causes qui viennent d'être énumérées, c'est évidemment qu'il a estimé ne devoir apporter sur ce point aucune modification au droit commun existant en matière de travaux publics.

(1) Rapport supplémentaire de M. Berthelot, *Doc. parl.*, Chambre des députés, n° 1814, p. 3.

SECTION IV. — Extension aux travaux exécutés par l'Etat, les départements, les communes ou les associations syndicales des droits reconnus par l'article 12 aux entreprises de distribution d'énergie électrique déclarées d'utilité publique.

ART. 21. — La déclaration d'utilité publique d'ouvrages à exécuter par l'Etat, un département, une commune ou une association syndicale de la loi du 26 juin 1865, modifiée par celle du 22 décembre 1888, ou par leur concessionnaire, confère à l'administration ou au concessionnaire pour l'établissement ou le fonctionnement des conducteurs d'énergie employés à l'exploitation de ces ouvrages, les droits de passage, d'appui et d'ébranchage spécifiés à l'article 12 ci-dessus avec application des dispositions spéciales édictées à cet effet par les règlements d'administration publique prévus à l'article 18.

Le bénéfice de ces droits restera acquis à l'Administration ou au concessionnaire, même dans le cas où l'énergie serait fournie aux conducteurs par une usine privée ou par une entreprise de distribution publique d'énergie non déclarée d'utilité publique, et aussi dans le cas où les ouvrages serviraient simultanément à un transport d'énergie destiné à des usages autres que le service public ou le service de l'association syndicale.

L'article 12 de la loi du 15 juin 1906 ne permet d'user des servitudes d'appui, de passage et d'ébranchage qu'au concessionnaire d'une distribution publique d'énergie électrique. Aux termes de l'article 21, l'Etat, les départements, les communes et les associations syndicales autorisées et déclarées d'utilité publique en vertu de la loi du 21 juin 1865, modifiée par la loi du 22 décembre

1888 ou leur concessionnaire, auront le droit d'user des mêmes servitudes « pour l'établissement ou le fonctionnement des conducteurs d'énergie employés à l'exploitation » des ouvrages qu'ils l'ont exécuter, lorsque ces ouvrages auront été déclarés d'utilité publique. Il en sera ainsi, par exemple, pour les lignes de chemins de fer ou de tramways fonctionnant à l'aide de l'électricité. « Le transport de l'énergie électrique pour le service des chemins de fer et des tramways prend chaque jour une importance plus grande ; on a commencé à l'appliquer également sur certaines voies navigables. Il est dès lors utile de conférer à l'administration ou aux concessionnaires les droits que la présente proposition de loi confère aux distributions déclarées d'utilité publique. Il arrive souvent, notamment pour les tramways, que l'installation si économique de la traction électrique par trolley, dans certaines rues trop étroites pour permettre la pose de nombreux poteaux, est rendue presque impossible par la résistance des propriétaires qui refusent de laisser sceller dans les façades de leurs maisons les attaches des câbles transversaux supportant les supports aériens (1). »

L'article 15 du projet de loi présenté par la commission de 1898 présentait, en outre de deux paragraphes à peu près identiques à ceux formant l'article 21 de la loi de 1906, un autre paragraphe ainsi conçu : « Toutefois,

(1) Rapport Janet, *loc. cit.*, p. 26.

par dérogation au paragraphe 1^{er} de l'article 7, les conducteurs aériens en contact avec les organes de prise de courant des véhicules et leurs jonctions avec les conducteurs à alimentation, ne sont pas assujettis à être placés au-dessus des fenêtres les plus élevées des habitations. »

La raison de cette disposition était que « lorsque le véhicule moteur ou automoteur doit prendre le courant sur un conducteur aérien dit de traction au moyen d'un contact métallique placé à l'extrémité d'un bras mobile fixé au dit conducteur, on ne peut pas placer le conducteur aérien à plus de 5 ou 6 mètres au-dessus du sol sous peine de créer de sérieuses difficultés de fonctionnement. »

Si l'article 21 ne contient pas une disposition du même genre, c'est que celle-ci aurait été inutile en présence des termes de l'article 12-1^o qui permet « d'établir à demeure les supports et ancrages » sans imposer la condition établie par l'article 7-1^o du projet 1898 de placer les conducteurs au-dessus des fenêtres les plus élevées des habitations.

L'Etat, les départements, les communes, les associations syndicales ou leurs concessionnaires ayant, dans les cas visés par l'article 21, les mêmes droits de jouir des servitudes de passage, d'appui et d'ébranchage que le concessionnaire d'une distribution publique d'énergie électrique, devront, bien entendu, en user dans les mêmes conditions et dans les mêmes règles. Bien que l'article 21, § 1^{er} *in fine* parle « de l'application des dis-

positions spéciales édictées à cet effet par les règlements d'administration publique prévus à l'article 18, il faut dire qu'il y aura lieu également de faire application des dispositions de l'article 12, §§ 8, 9 et 10, en ce qui concerne l'enquête et l'approbation des travaux, le droit pour les propriétaires de démolir, réparer ou surélever leurs bâtiments et le règlement des indemnités.

D'après le deuxième paragraphe de l'article 21, l'administration ou le concessionnaire jouiront des droits accordés par le premier paragraphe de cet article, même dans les deux cas suivants :

1° L'énergie sera fournie aux conducteurs par une usine privée ou par une entreprise de distribution publique d'énergie non déclarée d'utilité publique. Il s'agira par exemple du concessionnaire d'un chemin de fer ou d'un tramway qui aura été autorisé à emprunter l'énergie électrique, nécessaire à son service de traction, à des usines non incorporées au domaine public.

2° Les ouvrages serviront à la fois au transport de l'énergie destinée au service public ou au service de l'association syndicale, et au transport de l'énergie destinée à un autre usage. Par exemple, l'usine d'électricité, tout en fournissant l'énergie pour la traction d'un tramway, distribuera en même temps l'éclairage ou la force motrice.

L'article 21, § 2, s'exprime ainsi : « le bénéfice de ces droits restera acquis à « l'administration » ou au concessionnaire... » Par le mot *administration* il faut entendre

évidemment l'Etat, les départements, les communes, les associations syndicales autorisées, énumérés au paragraphe 1^{er} du même article. L'emploi du mot *administration* provient de ce que l'article 21, § 2, est, dans sa première partie, la reproduction du paragraphe 3 de l'article 15 du projet de 1898 ; dans ce paragraphe, comme au début de l'article, l'administration désignait, en effet, l'Etat, les départements et les communes, auxquels l'article 21, § 1^{er}, de la loi du 15 juin 1906 a ajouté les associations syndicales.

CHAPITRE VI

RÈGLES COMMUNES AUX TROIS RÉGIMES.

SECTION I. — Articles 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 22 de la loi du 15 juin 1906. — Articles 31 à 35, 38 et suivants du règlement d'administration publique du 3 avril 1908.

Aux termes mêmes de l'article 13, les dispositions des articles 14 et suivants, relatives à l'examen définitif des projets, à la mise en service, au contrôle de la construction et de l'exploitation, et aux mesures nécessaires pour faire cesser toute perturbation nuisible aux lignes télégraphiques ou téléphoniques, ne sont pas applicables aux ouvrages de transport et de distribution d'énergie établis sur des terrains exclusivement privés et faisant l'objet du titre II de la loi. En ce qui concerne ces derniers ouvrages, c'est en vertu de l'article 4 que l'autorité supérieure interviendra en ce qui touche l'installation et l'exploitation des lignes et la cessation des perturbations apportées aux lignes télégraphiques ou téléphoniques.

A. — *Examen des projets (art. 14).*

Aux termes de l'article 14, « les projets sont examinés par les représentants des services intéressés dans une conférence à laquelle prennent part, dans tous les cas,

les représentants de l'administration des postes. Si l'accord en vue de l'exécution des projets n'intervient pas, au cours de la conférence, l'affaire est soumise au comité d'électricité. Si tous les ministres intéressés n'adhèrent pas à l'avis du comité d'électricité, il est statué par décret en conseil des ministres.

Cet article, dit M. Janet, « fait application aux distributions d'énergie électrique des règles actuellement suivies en matière de travaux publics nécessitant des conférences mixtes avec le génie militaire (1). »

Les articles 31 à 35 du règlement d'administration publique du 3 avril 1908 règlent l'instruction et l'approbation des projets définitifs et l'article 59 la forme des conférences entre les services intéressés.

Sauf dans le cas prévu à l'article 35 dont il sera question ci-après, les projets de distribution sont adressés à l'ingénieur en chef du contrôle en cinq exemplaires au moins pour chaque département traversé, et en plus grand nombre si l'ingénieur en chef le requiert pour accélérer l'instruction (art. 32). L'ingénieur en chef transmet des exemplaires du dossier aux divers services intéressés, en vue des conférences prévues par l'article 14. Dans le cas de distributions dont le contrôle est de la compétence des communes, les services de contrôle organisés par les communes et leurs services de voirie sont appelés à participer aux conférences et à présenter

(1) Rapport Janet, *loc. cit.*, p. 20.

leurs propositions. L'ingénieur en chef notifie les propositions des services intéressés à l'entrepreneur de la distribution et provoque ses observations sur les objections et conditions formulées au cours de l'instruction (art. 33). S'il y a accord entre les services intéressés et si l'entrepreneur de la distribution a pris par écrit les engagements auxquels serait subordonnée l'exécution des travaux, l'ingénieur en chef autorise cette exécution. S'il n'y a pas accord entre les services intéressés et le demandeur, l'ingénieur en chef adresse le dossier au ministre, qui le soumet au comité d'électricité. Si les ministres intéressés adhèrent à l'avis du comité, le ministre des travaux publics renvoie le dossier à l'ingénieur en chef avec ses instructions. Si les ministres intéressés n'adhèrent pas tous à l'avis du comité, il est statué en conseil des ministres (art. 34).

Pour que l'ingénieur en chef autorise l'exécution des travaux, en cas d'accord des services intéressés il faut, aux termes de l'article 34, 1^{er} alinéa, que « l'entrepreneur ait pris par écrit les engagements auxquels serait subordonnée l'exécution des travaux ». Au nombre de ces engagements figurent celui de payer les redevances prévues par le décret du 17 octobre 1907 et par les dispositions du cahier des charges (art. 27) pour l'occupation du domaine public national, départemental et communal, celui d'établir aux frais du concessionnaire les canalisations, sous-stations, postes de transformateurs, etc., nécessaires à la distribution (art. 5), et les lignes télégraphiques ou

téléphoniques ou les lignes de signaux reconnues nécessaires par le service du contrôle pour assurer la sécurité de l'exploitation (art. 39 du règl. d'administration publique du 3 avril 1908) etc..

Dans un seul cas, il est dérogé à la nécessité de faire approuver préalablement les travaux à exécuter. Les travaux qui se bornent à la création d'une ligne secondaire ou d'un branchement ayant pour unique objet de relier un immeuble à une canalisation existant sur ou sous la voie publique, peuvent être exécutés par les concessionnaires sans autorisation préalable, à la charge de prévenir huit jours à l'avance le service du contrôle, le service de la voirie et les autres services intéressés, et sous la condition expresse qu'aucune opposition ne soit formulée dans le délai ci-dessus fixé. Pareille faculté peut être, sous les mêmes conditions, accordée par les permissions de voirie, en ce qui concerne les branchements particuliers. S'il y a opposition motivée, le projet de l'ouvrage doit être soumis à l'examen de l'ingénieur en chef du contrôle et instruit dans les formes prévues par les articles 31 à 34 (art. 35).

Nous avons déjà vu que l'un des motifs invoqués en faveur du vote de la loi était « qu'en l'absence d'une loi organique sur la matière, les demandeurs en concession se trouvaient exposés à voir l'instruction de leurs projets indéfiniment retardée par les hésitations des diverses administrations qui ne savent comment résoudre les questions administratives si complexes que ces projets

soulèvent (1) ». A ce point de vue l'article 14 de la loi du 15 juin 1906, organisé par l'article 59 du décret du 3 avril 1908, constitue une heureuse innovation. « Jusqu'à aujourd'hui, dit M. Bougault (2), les différents services compétents pour donner leur avis sur les autorisations demandées paraissaient s'ignorer les uns les autres, et l'administration des postes et télégraphes, par exemple, aurait facilement accordé l'autorisation pour un côté déterminé de la route, l'administration des ponts et chaussées, au contraire, exigeant l'autre côté d'une façon impérieuse. En admettant même que la « conférence » annoncée ne soit qu'une transmission des dossiers intéressant les deux administrations, le public y gagnerait encore beaucoup. » Les conférences prévues par l'article 14 de la loi de 1906 ont lieu à un seul degré. Elles sont ouvertes par l'ingénieur en chef du contrôle, qui établit un exposé de l'objet de la conférence et adresse un exemplaire du dossier au chef de chaque service intéressé pour chaque département et, dans tous les cas, au représentant de l'administration des postes et télégraphes. L'ingénieur en chef provoque en même temps les observations de toute personne dont il juge l'intervention utile pour l'instruction de l'affaire.

Les chefs de service intéressés, après examen, renvoient le dossier à l'ingénieur en chef du contrôle et formulent leurs avis et observations en ce qui concerne leurs

(1) Rapport Berthelot, *loc. cit.*, p. 8.

(2) Bougault, *loc. cit.*, p. 79.

services respectifs. Sur le vu de ces avis, l'ingénieur en chef du contrôle formule ses conclusions et clôt le procès-verbal de la conférence. En cas de désaccord des services intéressés, l'ingénieur en chef du contrôle provoque une conférence effective entre les chefs de service ou leurs délégués. Si l'accord n'intervient pas au cours de cette conférence, le procès-verbal relatant les avis de tous les services intéressés est adressé sans délai au ministre des travaux publics pour être statué ainsi qu'il appartiendra.

B. — *Essais précédant la mise en service des distributions d'énergie (art. 15, l. du 15 juin 1906 ; art. 42, décret du 3 avril 1908).*

L'article 15 aux termes duquel la mise en service d'une distribution d'énergie électrique ne peut avoir lieu qu'à la suite des essais faits en présence du service du contrôle et des représentants des services intéressés et après délivrance, par le préfet, d'une autorisation de circulation du courant, a été ajouté à la demande de l'administration des postes et télégraphes. Il ne fait du reste que consacrer une situation de fait existant actuellement. L'article 42 du décret du 3 avril 1908 règle le mode de réception des travaux avant leur mise en exploitation. Les lignes et branchements établis conformément aux dispositions de l'article 35 du décret du 3 avril 1908, c'est-à-dire ceux qui se bornent à la création d'une ligne secondaire, ou d'un branchement reliant un immeuble à

la canalisation principale, peuvent être mis en service sans essai de réception (art. 42 *in fine*).

C. — *Contrôle de la construction et de l'exploitation* (art. 16, loi du 15 juin 1906 ; décret du 17 octobre 1907).

Le législateur a estimé qu'il lui appartenait de trancher, au point de vue des principes, la question d'organisation du contrôle, en n'abandonnant au règlement d'administration publique (prévu par l'art. 18-3^o) que les détails de cette organisation. Il a institué l'unité de contrôle et, « étant donné la nature du contrôle à exercer », a placé celui-ci sous l'autorité exclusive du ministre des travaux publics.

L'administration des postes et des télégraphes gardera naturellement la haute main sur les questions de protection des fils télégraphiques et téléphoniques, mais elle devra faire comme une autre administration publique qui aurait à se plaindre du voisinage d'une ligne de distribution d'énergie et adresser ses observations non pas directement au concessionnaire, mais au service du contrôle constitué comme il vient d'être dit (1). Quant à la désignation des agents chargés du contrôle, l'article 16 établit, « pour les diverses distributions d'énergie, une distinction analogue à celle qui est faite entre les chemins de fer d'intérêt local et les chemins de fer d'intérêt général. Dans le cas de distributions établies en vertu

(1) Rapport de M. Janet, *loc. cit.*, p. 24.

de concessions données par l'Etat, ou de permissions concernant pour tout ou partie la grande voirie, les agents du contrôle sont désignés par le ministre des travaux publics ; dans le cas de distributions établies en vertu de concessions données par les communes ou syndicats de communes ou de permissions concernant seulement des voies vicinales ou urbaines, les agents du contrôle sont désignés par les communes ou syndicats de communes (1).

S'inspirant de ces considérations, le décret du 17 octobre 1907 distingue les distributions établies en vertu de concessions accordées par l'Etat et les distributions empruntant en tout ou en partie la grande voirie en vertu de concessions (chapitre 1^{er}, art. 1 à 4), des distributions établies en vertu de concessions données par les communes et les syndicats de communes, et les distributions empruntant exclusivement les voies vicinales ou urbaines en vertu de permissions (art. 5 à 7, chap. 2). Le contrôle pour les premières est exercé dans chaque département par un ingénieur en chef assisté d'agents dont le nombre et la répartition sont arrêtés par le ministre des travaux publics suivant l'importance des distributions à contrôler. L'inspection des services de contrôle est assurée par des inspecteurs généraux. Tous ces agents nommés par arrêté du ministre des travaux publics sont pris dans les cadres des ponts et chaussées, des mines

(1) Rapport de M. Janet, *loc. cit.*, p. 22.

ou des télégraphes sous réserve des dispositions de l'article 7 du décret. Le contrôle des distributions de la seconde catégorie est fait par des agents désignés par les municipalités et qui doivent remplir les conditions de capacité fixées par le ministre des travaux publics. Un arrêté du 27 décembre 1907 (*J. off.* du 28 même mois) a déterminé les conditions de capacité des agents municipaux. Ces agents sont soumis à la surveillance de l'ingénieur en chef du contrôle et ils peuvent, sur la proposition de ce chef de service, être chargés de l'assister dans le contrôle des distributions de la première catégorie (art. 7).

Le contrôle des distributions desservant les chemins de fer, tramways et établissements soumis à un contrôle technique de l'administration, est assuré par le service chargé de ce contrôle pour les canalisations et installations électriques intérieures de ces voies de transport ou établissements et par le service du contrôle des distributions d'énergie électrique pour les canalisations extérieures alimentant ces installations.

Chaque année le ministre des travaux publics arrête les bases d'après lesquelles sont fixés à forfait les frais de contrôle qui sont dus à l'Etat par les entrepreneurs de distributions établies en vertu de permissions ou de concessions. Ces frais, proportionnels à la longueur des lignes, ne peuvent dépasser 10 francs par kilomètre de ligne et par an pour les distributions soumises au contrôle exclusif de l'Etat et 5 francs par kilomètre de ligne

et par an pour les distributions soumises au contrôle des municipalités, sous l'autorité du ministre des travaux publics (art. 9 du décret du 17 octobre 1907). Pour le calcul des frais de contrôle, les branchements desservant les immeubles, ainsi que les canalisations établies sur des terrains particuliers n'entrent pas en compte. Les canalisations aériennes installées sur le domaine public et empruntant les mêmes supports ou poteaux, et les canalisations souterraines dont les conducteurs sont juxtaposés sont considérées comme formant une seule ligne, dont la longueur est égale à celle de la voie canalisée.

Pour les canalisations établies en partie sur des voies publiques et en partie sur des terrains particuliers, chaque section de canalisation établie sur la voie publique est considérée comme ayant un kilomètre au moins, sans toutefois que la longueur totale servant de base à la fixation des frais de contrôle puisse être supérieure à la longueur réelle des canalisations. Les frais de contrôle sont calculés par trimestre, tout trimestre commencé étant compté pour un trimestre entier. Enfin, chaque permission ou concession donne lieu à perception de frais de contrôle distincts pour les lignes qu'elle autorise (art. 10 du décret). Les frais de contrôle dus aux municipalités sont déterminés par le conseil municipal et ne peuvent dépasser cinq francs par kilomètre de ligne et par an (art. 11). Les frais de contrôle dus à l'Etat sont versés annuellement au Trésor sur le vu d'un état arrêté par le ministre ou par le préfet délégué à cet effet, et for-

mant titre de perception. Les frais dus aux communes sont acquittés à la caisse municipale sur le vu d'un ordre de versement établi par le maire. A défaut de paiement par l'entrepreneur, le recouvrement est poursuivi en conformité des règles générales de la comptabilité publique de l'Etat ou de la comptabilité municipale (art. 12). Aux termes de l'article 13, le tarif maximum des frais de contrôle prévus aux articles 9 et 11 sera révisé au plus tard le 1^{er} janvier 1910 et après cette première révision il pourra être révisé tous les dix ans.

D. — *Perturbations nuisibles aux transmissions télégraphiques ou téléphoniques ou à la marche de tout autre service public (Loi du 15 juin 1906, article 17 ; Décret du 3 avril 1908, articles 46 à 48).*

D'une façon générale, les distributions d'énergie électrique et toutes les installations qui en dépendent doivent être entretenues constamment en bon état.

Les permissionnaires ou concessionnaires sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'exécution des travaux et l'exploitation de la distribution n'apportent ni gêne, ni trouble aux services publics.

L'article 17 de la loi de 1906 a pour but de permettre non seulement à l'administration des postes et télégraphes, mais encore à tout autre service public, « de prévenir ou de faire cesser » les inconvénients pouvant résulter pour eux d'une distribution d'énergie électrique. « Par exemple, si une distribution d'énergie vient à

paralyser le fonctionnement des signaux ou appareils d'un chemin de fer, le service du contrôle de ce chemin de fer aura le même droit de réquisition que l'administration des postes et télégraphes (1). » Il est probable que l'idée de cette extension est née des difficultés qui se sont produites entre la Compagnie des chemins de fer P.-L.-M. et la Compagnie Lyonnaise des omnibus et tramways de Lyon dont les courants avaient impressionné tous les signaux compris entre la gare de Perrache et la gare de Saint-Germain au Mont-d'Or, ce qui a nécessité, aux frais de la Compagnie des tramways, le doublement du fil de tous les signaux.

La forme des réquisitions que l'administration ou le service intéressé devra adresser au service du contrôle est déterminée par l'article 47 du décret du 3 avril 1908.

Aux termes de cet article, en cas de troubles apportés aux services publics, les réquisitions visées à l'article 17 de la loi du 15 juin 1906, sont adressées à l'ingénieur en chef du contrôle, sous forme de lettres recommandées soit par les ingénieurs des télégraphes, en ce qui concerne l'administration des postes et télégraphes, soit par les représentants des autres services intéressés. Elles spécifient notamment : 1° la nature des perturbations qu'il s'agit de faire cesser ou de prévenir ; 2° les conditions dans lesquelles les perturbations ont été constatées, avec indication spéciale des procès-verbaux qui auraient

(1) Rapport de M. Janet, *loc. cit.*, p. 22.

été dressés en exécution du décret-loi du 27 décembre 1851 ou de tout autre acte législatif ; 3° les mesures qu'il paraît nécessaire de prévoir dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la sûreté ou de la régularité des communications télégraphiques ou téléphoniques ; 4° s'il y a lieu, l'injonction à adresser au permissionnaire ou concessionnaire d'avoir à couper le courant par application de l'article 48 du règlement d'administration publique du 3 avril 1908.

L'interruption du courant doit avoir lieu sur l'injonction de l'ingénieur en chef du contrôle, lorsque le mauvais fonctionnement de la distribution est de nature à compromettre la sécurité publique, ou lorsque la coupure est nécessaire pour permettre aux services publics d'effectuer, dans l'intérêt de la sécurité, la visite, la réparation, ou la modification de quelque ouvrage dépendant de ces services (art. 48, § 1^{er}).

Aux termes de l'article 17, §§ 3 et 4, le service du contrôle pourra imposer au concessionnaire ou permissionnaire, tels nouveaux travaux, ou telles modifications aux ouvrages actuellement existants qu'il jugera nécessaires pour faire cesser les perturbations qu'il aura reconnues au fonctionnement des lignes télégraphiques ou téléphoniques ou d'un autre service public ; en cas de contestation à ce sujet entre le service du contrôle et l'administration ou le service qui s'est plaint, on suivra la procédure tracée par l'article 14 de la loi et l'article 59 du règlement d'administration publique du 3 avril 1908 pour

l'examen des projets, c'est-à-dire qu'on agira par voie de conférences entre les services du contrôle et les administrations intéressées.

Quant aux contestations ou réclamations qu'élèverait le concessionnaire ou permissionnaire à l'encontre des mesures ainsi ordonnées par le service du contrôle, il y sera statué par le conseil de préfecture, sauf recours au Conseil d'Etat par application de l'article 22 de la loi de 1906. Cet article, par la généralité de ses termes, vise non seulement le cas où un concessionnaire ou permissionnaire se prétend lésé par les mesures que le service du contrôle lui a imposées en vertu des dispositions de l'article 17, mais encore le cas où l'exploitant d'une distribution d'énergie n'empruntant les voies publiques en aucun point de son parcours, prétend avoir subi un préjudice par suite des travaux à lui prescrits par le ministre du commerce, des postes et télégraphes en vertu des dispositions de l'article 4, § 4. Chaque fois que l'administration des postes et télégraphes aura abusé de son droit, aura forcé une entreprise à faire des travaux plus considérables qu'il n'était nécessaire, ou l'aura réduite à un chômage temporaire injustifié, l'exploitant aura un recours devant le conseil de préfecture.

Les pouvoirs du conseil de préfecture, saisi de la contestation ou de la réclamation du concessionnaire, permissionnaire ou exploitant, consisteront simplement dans l'allocation d'une indemnité à celui-ci, si son action est reconnue fondée. Le conseil de préfecture serait in-

compétent, soit pour interdire l'exécution des travaux ordonnés par l'administration ou le service du contrôle, soit pour en modifier la nature ou en ordonner la démolition ; il empiéterait ainsi, en effet, sur les attributions de l'autorité administrative (Voir Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. II, p. 125 ; Dalloz, *Suppl. au Répert. alphab.*, V^o *Travaux publics*, n^{os} 1575 et suiv.). Le législateur de 1906, en disant, d'ailleurs, que « les contestations et réclamations... seraient jugées... comme en matière de dommages causés par l'exécution de travaux publics », a bien montré qu'il entendait laisser au conseil de préfecture sa compétence ordinaire en matière de travaux publics, c'est-à-dire limitée à l'allocation de dommages-intérêts.

Dans le cas où l'entreprise desservirait plusieurs départements et où les travaux donnant lieu à contestation n'auraient pas été effectués dans le département du siège social, ce serait le conseil de préfecture du département où les travaux ont été effectués, qui serait compétent, la compétence en matière de dommages résultant de l'exécution de travaux publics étant exclusivement territoriale et appartenant toujours au conseil de préfecture du département où le dommage s'est produit (Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. II, p. 152).

E. — *Règlements d'administration publique et arrêtés techniques (art. 18 et 19, loi du 15 juin 1906).*

Texte de l'article 18 de la loi du 15 juin 1906.

Des règlements d'administration publique, rendus sur le rapport du ministre de l'intérieur, du ministre des travaux publics, du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre de l'agriculture et, en outre, sur le rapport du ministre des finances pour les règlements de l'alinéa 7°, déterminent :

1° La forme des enquêtes prévues aux articles 6, 11 et 12, étant stipulé que l'avis des conseils municipaux intéressés devra être demandé au cours de ces enquêtes ;

2° Les formes de l'instruction des projets et de leur approbation ;

3° L'organisation du contrôle de la construction et de l'exploitation dont les frais sont à la charge du concessionnaire ou du permissionnaire ;

4° Les conditions générales et d'intérêt public auxquelles devront satisfaire les ouvrages servant à la distribution d'énergie, soit en vertu de concessions, soit en vertu de permissions de voirie ;

5° La forme des réquisitions à adresser en exécution de l'article 17 ;

6° Les mesures relatives à la police et à la sécurité de l'exploitation des distributions d'énergie ;

7° Les tarifs des redevances dues à l'Etat, aux départements et aux communes, en raison de l'occupation du domaine public par les ouvrages des entreprises concédées ou munies de permissions de voirie ;

8° Et, en général, toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi.

Les règlements visés par les alinéas 2°, 4° et 6° seront pris après avis du comité d'électricité.

Les règlements d'administration publique dont il est parlé à l'article 18 et qui doivent avoir pour objet de déterminer, quant à leur forme, toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la loi du 15 juin 1906 sont au nombre de trois.

1^o Décret du 17 octobre 1907 (*J. off.* du 27 octobre 1907) portant fixation des redevances prévues par l'article 18-7^o de la loi du 15 juin 1906, pour l'occupation du domaine public par les entreprises de distribution d'énergie.

2^o Décret du 17 octobre 1907 (*J. off.* du 26 octobre 1907) organisant le service du contrôle des distributions d'énergie électrique, en exécution de l'article 18-3^o.

Nous avons déjà étudié ces deux décrets en commentant les articles 5, 9, 16 et 17 de la loi de 1906.

3^o Décret du 3 avril 1908 (*J. off.* du 7 avril 1908) pris en exécution de l'article 18-1^o, 2^o, 4^o, 5^o, 6^o et 8^o de la loi de 1906.

Nous avons eu l'occasion de rapporter les dispositions de ce décret relatives aux formes de l'instruction des demandes de distribution d'énergie par permission de voirie et concessions simples ou d'utilité publique ; il nous reste à examiner les autres conditions auxquelles le décret du 3 avril 1908 soumet les distributions d'énergie.

§ 1^{er}. — Conditions générales et d'intérêt public auxquelles doivent satisfaire les ouvrages.

a) *Bonne exécution des ouvrages.*

Tous les ouvrages établis sur le domaine public doivent être exécutés en matériaux de bonne qualité, et mis en œuvre suivant les règles de l'art. Les dispositions techniques adoptées pour ces ouvrages, ainsi que les conditions de leur exécution, doivent satisfaire aux prescriptions des arrêtés pris par le ministre des travaux publics, en exécution de l'article 19 de la loi du 15 juin 1906.

Un arrêté du 21 mars 1908 (*J. off.* du 22 mars 1908) pris par le ministre des travaux publics, en exécution des articles 2, 4 et 19 de la loi, sur l'avis du comité d'électricité et du comité de l'exploitation technique des chemins de fer, détermine les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les ouvrages des distributions d'énergie électrique. Nous le donnons ici *in extenso*.

Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes.

Le ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes,
Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment les articles 2, 4 et 19 de ladite loi ;

Vu l'avis du comité d'électricité et du comité de l'exploitation technique des chemins de fer,

Arrête :

CHAPITRE PREMIER. — DISPOSITIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES APPLICABLES AUX OUVRAGES DES DISTRIBUTIONS D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE.

SECTION I. — *Classement des distributions et prescriptions générales relatives à la sécurité.*

Classement des distributions en deux catégories.

ART. 1^{er}. — Les distributions d'énergie électrique doivent comporter des dispositifs de sécurité en rapport avec la plus grande tension de régime existant entre les conducteurs et la terre.

Suivant cette tension, les distributions d'énergie électrique sont divisées en deux catégories.

1^{re} catégorie.

A. — Courant continu. — Distributions dans lesquelles la plus grande tension de régime entre les conducteurs et la terre ne dépasse pas 600 volts.

B. — Courant alternatif. — Distributions dans lesquelles la plus grande tension efficace entre les conducteurs et la terre ne dépasse pas 150 volts.

2^e catégorie.

Distributions comportant des tensions respectivement supérieures aux tensions ci-dessus.

Prescriptions générales relatives à la sécurité.

ART. 2. — Les dispositions techniques adoptées pour les ouvrages de distribution ainsi que les conditions de leur exécution, doivent assurer, d'une façon générale, le maintien de l'écoulement des eaux, de l'accès des maisons et des propriétés, des communications télégraphiques et téléphoniques, de la liberté et la sûreté de la circulation sur les voies publiques empruntées, la protection des paysages, ainsi que la sécurité des services publics, celle du personnel de la distribution et celle des habitants des communes traversées.

SECTION II. — *Canalisations aériennes.**Supports.*

ART. 3. — § 1. — Les supports en bois doivent être prémunis contre les actions de l'humidité et du sol.

§ 2. — Dans le cas où les supports sont munis d'un fil de terre, ce fil est pourvu sur une hauteur minimum de 3 mètres, à partir du sol, d'un dispositif le plaçant hors d'atteinte.

§ 3. — Tous les supports sont numérotés.

§ 4. — Dans les distributions de 2^e catégorie, les poteaux et pylones métalliques sont pourvus d'une bonne communication avec le sol.

§ 5. — Dans la traversée des voies publiques, les supports doivent être aussi rapprochés que possible.

Isolateurs.

ART. 4. — Les isolateurs employés pour les distributions de la 2^e catégorie, doivent être essayés dans les conditions ci-après :

Lorsque la tension à laquelle est soumis l'isolateur en service normal est inférieure à 10.000 volts, la tension d'essai est le triple de la tension en service.

Lorsque la tension de service normal est supérieure à 10.000 volts, la tension d'essai est égale à 30.000 volts, plus deux fois l'excès de la tension de service sur 10.000 volts.

Conducteurs.

ART. 5. — § 1. — Les conducteurs doivent être placés hors de la portée du public.

§ 2. — Le point le plus bas des conducteurs et fils de toute nature doit être à :

a) 6 mètres au moins au-dessus du sol des voies publiques dans les parties de la distribution qui longent ces voies ;

b) 8 mètres au moins dans les parties qui les traversent.

§ 3. — En aucun cas, le diamètre des conducteurs d'énergie ne peut être inférieur à 3 millimètres

§ 4. — Dans la traversée d'une voie publique, l'angle de la direction des conducteurs et de l'axe de la voie est égal au moins à 30 degrés.

§ 5. — Dans la traversée et dans les parties contiguës, il ne doit y avoir sur les conducteurs, ni épissures, ni soudures ; les conducteurs sont arrêtés sur les isolateurs des supports de la traversée et sur les isolateurs des supports des parties contiguës.

§ 6. — Dans les distributions de 2^e catégorie, les dispositions suivantes doivent être appliquées :

a) Les poteaux et pylones sont munis, à une hauteur d'au moins 2 mètres au-dessus du sol, d'un dispositif spécial, pour empêcher, autant que possible, le public d'atteindre les conducteurs ;

b) Les mesures nécessaires sont prises pour que, dans les traversées et sur les appuis d'angle, les conducteurs d'énergie électrique, au cas où ils viendraient à abandonner l'isolateur, soient encore retenus et ne risquent pas de traîner sur le sol ou de créer des contacts dangereux ;

c) Chaque support porte l'inscription « Dangereux » en gros caractères, suivie des mots « Défense absolue de toucher aux fils même tombés à terre ».

§ 7. — Dans la traversée des agglomérations, les conducteurs sont placés à un mètre au moins des façades et en tout cas hors de la portée des habitants.

S'ils longent un toit ou passent au-dessus, ils doivent en être distants de 1 m. 50 au moins.

Résistance mécanique des ouvrages.

ART. 6. — § 1. — Pour les conducteurs, fils, supports, ferrures, etc. . . , la résistance mécanique des ouvrages est calculée en tenant compte à la fois des charges permanentes que les organes ont à supporter et de la plus défavorable en l'espèce des deux combinaisons de charges accidentelles, résultant des circonstances ci-après :

a) Température moyenne de la région avec vent de 120 kilogrammes de pression par mètre carré de surface plane ou 72 kilo-

grammes par mètre carré de section longitudinale des pièces à section circulaire ;

b) Température minimum de la région avec vent de 30 kilogrammes par mètre carré de surface plane ou de 18 kilogrammes par mètre carré de section circulaire.

Les calculs justificatifs font ressortir le coefficient de sécurité de tous les éléments, c'est-à-dire le rapport entre l'effort correspondant à la charge de rupture et l'effort le plus grand auquel chaque élément peut être soumis.

§ 2. — Dans les distributions de la 2^e catégorie, le coefficient de sécurité des ouvrages, dans les parties de la distribution établies longitudinalement sur le sol des voies publiques, doit être au moins égal à 3.

Dans les parties des mêmes distributions, établies dans les agglomérations ou traversant les voies publiques, la valeur du coefficient de sécurité est portée au moins à 5.

*Distributions de 2^e catégorie desservant plusieurs
agglomérations.*

ART. 7. — Dans les distributions de 2^e catégorie desservant un certain nombre d'agglomérations distantes les unes des autres, l'entrepreneur de la distribution est tenu d'établir entre chaque agglomération importante desservie et l'usine de production de l'énergie ou le poste le plus voisin, un moyen de communication directe.

L'entrepreneur de la distribution peut être dispensé de la prescription énoncée ci-dessus, s'il a établi à l'entrée de chaque agglomération importante un appareil permettant de couper le courant toutes les fois qu'il est nécessaire.

SECTION III. — *Canalisations souterraines.*

*Conditions générales d'établissement
des conducteurs souterrains.*

ART. 8. — § 1. — Protection mécanique.

Les conducteurs d'énergie électrique souterrains doivent être

protégés mécaniquement contre les avaries que pourraient leur occasionner le tassement des terres, le contact des corps durs ou le choc des outils en cas de fouille.

§ 2. — Conducteurs électriques placés dans une conduite métallique.

Dans tous les cas où les conducteurs d'énergie électrique sont placés dans une enveloppe ou conduite métallique, ils sont isolés avec le même soin que s'ils étaient placés directement dans le sol.

§ 3. — Précautions contre l'introduction des eaux.

Les conduites contenant des câbles sont établies de manière à éviter, autant que possible, l'introduction des eaux. Des précautions sont prises pour assurer la prompte évacuation des eaux, au cas où elles viendraient à s'y introduire accidentellement.

Voisinage des conduites de gaz.

ART. 9. — Lorsque dans le voisinage de conducteurs d'énergie électrique, placés dans une conduite, il existe des canalisations de gaz, les mesures nécessaires doivent être prises pour assurer la ventilation régulière de la conduite renfermant les câbles électriques et éviter l'accumulation des gaz.

Regards.

ART. 10. — Les regards, affectés aux canalisations électriques, ne doivent pas renfermer de tuyaux d'eau, de gaz ou d'air comprimé.

Les regards sont disposés de manière à pouvoir être ventilés.

Les conducteurs d'énergie électrique sont convenablement isolés par rapport aux plaques de fermeture des regards.

SECTION IV. — *Sous-stations, postes de transformateurs et installations diverses.*

Prescriptions générales pour l'installation des moteurs et appareils divers.

ART. 11. — § 1. — Toutes les pièces saillantes, mobiles et autres parties dangereuses des machines et notamment les bielles, roues,

volants, les courroies et câbles, les engrenages, les cylindres et cônes de friction ou tous autres organes de transmission qui seraient reconnus dangereux, sont munis de dispositifs protecteurs, tels que gaines et chèneaux de bois ou de fer, tambours pour les courroies et les bielles, ou de couvre-engrenages, garde-mains, grillages.

Sauf le cas d'arrêt du moteur, le maniement des courroies est toujours fait par le moyen de systèmes tels que monte-courroie, porte-courroie, évitant l'emploi direct de la main.

On doit prendre, autant que possible, des dispositions telles qu'aucun ouvrier ne soit habituellement occupé à un travail quelconque, dans le plan de rotation ou aux abords immédiats d'un volant, ou de tout autre engin pesant et tournant à grande vitesse.

§ 2. — La mise en train et l'arrêt des machines sont toujours précédés d'un signal convenu.

§ 3. — Des dispositifs de sûreté sont installés dans la mesure du possible pour le nettoyage et le graissage des transmissions et mécanismes en marche.

§ 4. — Les monte-charges, ascenseurs, élévateurs sont guidés et disposés de manière que la voie de la cage du monte-charge et des contre-poids soit fermée ; que la fermeture du puits à l'entrée des divers étages ou galeries, s'effectue automatiquement, que rien ne puisse tomber du monte-charge dans le puits.

Pour les monte-charges destinés à transporter le personnel, la charge est calculée au tiers de la charge admise pour le transport des marchandises, et les monte-charges sont pourvus de freins, chapeaux, parachutes ou autres appareils préservateurs.

Les appareils de levage portent l'indication du maximum de poids qu'ils peuvent soulever.

§ 5. — Les puits, trappes et ouvertures sont pourvus de solides barrières ou garde-corps.

§ 6. — Dans les locaux où le sol et les parois sont très conducteurs, soit par construction, soit par suite de dépôts salins ou par suite de l'humidité, on ne doit jamais établir, à la portée de la main, des conducteurs ou des appareils placés à découvert.

Prescriptions relatives aux moteurs, transformateurs et appareils de la deuxième catégorie.

ART. 12. — § 1. — Les locaux non gardés dans lesquels sont installés des transformateurs de deuxième catégorie, doivent être fermés à clef.

Des écriteaux très apparents sont apposés partout où il est nécessaire pour prévenir le public du danger d'y pénétrer.

§ 2. — Si une machine ou un appareil électrique de la deuxième catégorie se trouve dans un local ayant en même temps une autre destination, la partie du local affectée à cette machine ou à cet appareil, est rendue inaccessible par un garde-corps, ou un dispositif équivalent, à toute personne autre que celle qui en a la charge. Une mention indiquant le danger doit être affichée en évidence.

§ 3. — Les bâtis et pièces conductrices, non parcourus par le courant, qui appartiennent à des moteurs et transformateurs de la deuxième catégorie, sont reliés électriquement à la terre, ou isolés électriquement du sol. Dans ce dernier cas, les machines sont entourées par un plancher de service non glissant, isolé du sol et assez développé pour qu'il ne soit pas possible de toucher à la fois à la machine et à un corps conducteur quelconque relié au sol.

La mise à la terre ou l'isolement électrique est constamment maintenu en bon état.

§ 4. — Les passages ménagés pour l'accès aux machines et appareils de la deuxième catégorie placés à découvert, ne peuvent avoir moins de 2 mètres de hauteur : leur largeur mesurée entre les machines, conducteurs ou appareils eux-mêmes, aussi bien qu'entre ceux-ci et les parties métalliques de la construction, ne doit pas être inférieure à 1 mètre.

Installation des canalisations à l'intérieur des sous-stations et postes de transformateurs.

ART. 13. — § 1. — A l'intérieur des sous-stations et postes de transformateurs, les canalisations nues de la deuxième catégorie

doivent être établies hors de la portée de la main sur des isolateurs convenablement espacés et être écartées des masses métalliques, telles que piliers ou colonnes, gouttières, tuyaux de descente, etc.

Les canalisations nues de la première catégorie, qui sont à portée de la main, doivent être signalées à l'attention par une marque bien apparente.

Les enveloppes des autres canalisations doivent être convenablement isolantes.

§ 2. — Des dispositions doivent être prises pour éviter l'échauffement anormal des conducteurs, à l'aide de coupe-circuit, fusibles ou autres dispositifs équivalents.

§ 3. — Toute installation, reliée à un réseau comportant des lignes aériennes de plus de 500 mètres, doit être suffisamment protégée contre les décharges atmosphériques.

Tableaux de distribution.

ART. 14. — A. Distributions de la première catégorie.

Sur les tableaux de distribution de courants appartenant à la première catégorie, les conducteurs doivent présenter les isollements et les écartements propres à éviter tout danger.

B. Distributions de la deuxième catégorie.

§ 1. — Sur les tableaux de distribution portant sur leur face avant (où se trouvent les poignées de manœuvres et les instruments de lecture) des appareils et pièces métalliques de la deuxième catégorie, le plancher de service doit être isolé électriquement et établi dans les conditions indiquées à l'article 12.

§ 2. — Quand des pièces métalliques ou appareils de la deuxième catégorie sont établis à découvert sur la face arrière du tableau, un passage entièrement libre de 1 mètre de largeur et de 2 mètres de hauteur au moins est réservé derrière lesdits appareils et pièces métalliques ; l'accès de ce passage est défendu par une porte fermant à clef, laquelle ne peut être ouverte que par ordre du chef de service ou par ses préposés à ce désignés ; l'entrée en sera interdite à toute autre personne.

§ 3. — Tous les conducteurs et appareils de la deuxième catégorie doivent, notamment sur les tableaux de distribution, être nettement différenciés des autres par une marque très apparente (une couche de peinture par exemple).

Locaux des accumulateurs.

ART. 15. — Dans les locaux où se trouvent des batteries d'accumulateurs, toutes les précautions sont prises pour éviter l'accumulation de gaz détonants ; la ventilation de ces locaux doit assurer l'évacuation continue des gaz dégagés.

Les lampes à incandescence employées dans ces locaux sont à double enveloppe.

Eclairage de secours.

ART. 16. — Les salles des sous-stations doivent posséder un éclairage de secours en état de fonctionner en cas d'arrêt du courant.

Mise à la terre des colonnes et autres pièces métalliques des sous-stations et postes de transformateurs.

ART. 17. — Les colonnes, les supports et, en général, toutes les pièces métalliques des sous-stations des postes de transformateurs qui risqueraient d'être soumis à une tension de la deuxième catégorie, doivent être convenablement reliés à terre.

SECTION V. — *Branchements particuliers.*

Prescriptions générales.

ART. 18. — Les branchements particuliers doivent être munis d'interrupteurs auxquels l'entrepreneur de la distribution doit avoir accès en tout temps.

Canalisations aériennes.

ART. 19. — Les conducteurs aériens formant branchements particuliers doivent être protégés dans toutes les parties où ils sont à la portée des personnes.

Canalisations souterraines.

ART. 20. — Les conducteurs souterrains d'énergie électrique, formant branchements particuliers, doivent être recouverts d'un solant protégé mécaniquement d'une façon suffisante, soit par l'armature du câble conducteur, soit par des conduites en matière résistante et durable.

CHAPITRE II. — DISPOSITIONS SPÉCIALES APPLICABLES AUX OUVRAGES DE DISTRIBUTION DANS LA TRAVERSÉE DES COURS D'EAU, DES CANAUX DE NAVIGATION ET DES LIGNES DE CHEMIN DE FER, AINSI QU'AUX OUVRAGES SERVANT A LA TRACTION PAR L'ÉLECTRICITÉ.

Prescriptions générales.

ART. 21. — Les prescriptions du chapitre premier sont applicables aux parties des distributions d'énergie électrique traversant les fleuves, les rivières navigables ou flottables, les canaux de navigation ou les chemins de fer, ainsi qu'aux ouvrages servant à la traction par l'électricité, sous réserve des dispositions spéciales énoncées au présent chapitre.

SECTION I. — *Traversée des cours d'eau et des canaux de navigation par des canalisations aériennes.*

ART. 22. — § 1. — A la traversée des cours d'eau navigables et de canaux de navigation, la hauteur *minimum* des conducteurs au dessus du plan d'eau est fixée dans chaque cas suivant la nature des bateaux fréquentant ces rivières et le mode de navigation. — En aucun cas cette hauteur ne peut être inférieure à 8 mètres au-dessus des plus hautes eaux navigables.

§ 2. — La même hauteur *minimum* de 8 mètres est applicable à la traversée des autres rivières du domaine public.

Coefficient de sécurité de l'installation dans la traversée des cours d'eau et des canaux de navigation.

Coefficient de sécurité de l'installation dans la traversée des cours d'eau et des canaux de navigation.

ART. 23. — Le coefficient de sécurité de l'installation, dans la traversée des cours d'eau navigables et des canaux de navigation

est au moins égal à 5, et pour la traversée des autres rivières du domaine public au moins égal à 3.

Le même coefficient 3 est applicable aux installations faites sur les dépendances des cours d'eau et des canaux qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique et en particulier sur les emplacements réservés au halage.

SECTION II. — *Traversées des lignes de chemins de fer.*

Dispositions générales.

ART. 24. — § 1. — Pour traverser un chemin de fer, toute canalisation électrique doit, de préférence, emprunter un ouvrage d'art (passage supérieur ou passage inférieur) et, autant que possible, ne pas franchir cet ouvrage en diagonale.

A défaut de pouvoir, en raison de circonstances locales, emprunter un ouvrage d'art, la canalisation doit, autant que possible, effectuer la traversée en un point de moindre largeur de l'emprise du chemin de fer.

§ 2. — La ligne dont fait partie la canalisation traversant le chemin de fer doit pouvoir être coupée du reste de la distribution et isolée de tout générateur possible du courant.

§ 3. — Des dispositions spéciales devront être prises quand il y aura lieu, pour la protection des ouvrages traversés, notamment lorsqu'ils supporteront des parties métalliques.

ART. 25. — *Canalisations aériennes.* — § 1. — Toute canalisation aérienne qui n'emprunte pas un ouvrage d'art doit franchir les voies ferrées d'une seule portée et suivant une direction aussi voisine que possible à la normale de ces voies, et, en tout cas, sous un angle d'au moins 60°. Son point le plus bas doit être situé à 7 mètres au moins de hauteur au-dessus du rail le plus haut ; elle doit être établie à 2 mètres au moins de distance dans le sens vertical, du conducteur électrique préexistant le plus voisin.

§ 2. — Les supports de la traversée doivent être distants chacun d'au moins 3 mètres du bord extérieur du rail le plus voisin et placés, autant que possible, en dehors des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies.

§ 3. — Les supports de la traversée sont encastés dans un massif de maçonnerie et constitués de façon assez solide pour pouvoir, en cas de rupture de tous les fils les sollicitant d'un côté, à moins que l'entrepreneur ait fait agréer une disposition équivalente au point de vue de la sécurité.

§ 4. — En outre des prescriptions indiquées au chapitre 1^{er}, notamment en ce qui concerne les traversées, chaque conducteur est relié, sur chacun de ses supports, à deux isolateurs.

§ 5. — A chacun des supports est fixé un cadre que traverse tout le faisceau des conducteurs, afin qu'aucun d'eux ne puisse tomber sur la voie ferrée, en cas de rupture d'un ou plusieurs isolateurs.

§ 6. — Les supports sont reliés efficacement à la terre.

§ 7. — Le coefficient de sécurité de l'installation constituant la traversée, calculé conformément aux indications de l'article 6 ci-dessus, est au moins égal à 5 pour les maçonneries de fondation et à 10 pour les organes constituant la superstructure. Toutefois, le coefficient 5 est aussi applicable aux parties en bois entrant dans la superstructure.

ART. 26. — *Canalisations souterraines.* — § 1. — Les canalisations souterraines doivent être en câbles armés des meilleurs modèles connus, comportant une chemise de plomb sans soudure et une armature en acier.

Les câbles sont noyés dans le sol, non pas seulement à la traversée des voies ferrées, mais encore de part et d'autre et jusqu'à 3 mètres au moins au-delà des lignes électriques existant le long des voies.

§ 2. — Les câbles sont placés dans des conduites d'au moins 6 centimètres de diamètre extérieur, prolongées de part et d'autre des deux rails extérieurs des voies, de telle façon que l'on puisse, sans opérer aucune fouille sous les voies et le ballast, poser et retirer lesdits câbles.

Sur le reste de leur parcours, dans l'emprise du chemin de fer, les câbles peuvent être placés à nu dans le sol mais à une profondeur de 70 centimètres au moins, en contre-bas de la plateforme des terrassements.

§ 3. — Les câbles armés, employés dans la traversée, ne peuvent être mis en place qu'après que les essais à l'usine démontrent que :

a) Les câbles offrent une résistance d'isolement d'au moins cent mégohms par kilomètre ;

b) Leur isolant résiste à la rupture à l'action d'un courant alternatif, sous une différence de potentiel au moins double de la tension prévue en service.

SECTION III. — *Prescriptions relatives à l'établissement des ouvrages servant à la traction par l'électricité.*

Tension des distributions pour traction.

ART. 27. — Les dispositions de l'article 3, § 4, de l'article 5, § 2 b, 4 et 6, de l'article 25 et des deux premiers alinéas du paragraphe 3 de l'article 31, ne visent pas les conducteurs de prise de courant, ni leurs supports, ni les autres lignes placées sur ces supports ou en dehors de la voie publique ou inaccessibles au public, si la tension entre ces conducteurs et la terre ne dépasse pas 1.000 volts en courant continu.

Voie.

ART. 28. — Quand les rails de roulement sont employés comme conducteurs, toutes les mesures nécessaires sont prises pour protéger contre l'action nuisible des courants dérivés, les masses métalliques telles que les voies ferrées des chemins de fer, conduites d'eau et de gaz, les lignes télégraphiques ou téléphoniques, toutes autres lignes électriques, etc.

A cet effet, seront notamment appliquées les prescriptions suivantes :

§ 1. — La conductance de la voie est assurée dans les meilleures conditions possibles, notamment en ce qui concerne les joints dont la résistance ne doit pas dépasser pour chacun d'eux celle de 10 mètres de rail normal.

L'exploitant est tenu de vérifier périodiquement cette conduc-

tance et de consigner les résultats obtenus sur un registre qui doit être présenté à toute réquisition du service du contrôle.

§ 2. — La perte de charge dans les voies, mesurée sur une longueur de voie de 1 kilomètre, prise arbitrairement sur une section quelconque du réseau, ne doit pas dépasser en moyenne 1 volt pendant la durée effective de la marche normale des voitures.

§ 3. — Les artères, reliées à la voie, sont isolées.

§ 4. — Aux points où la voie de roulement comporte des aiguillages ou des coupures, la conductance est assurée par des dispositions spéciales.

§ 5. — Lorsque la voie passe sur un ouvrage métallique, elle est, autant que possible, isolée électriquement dans la traversée de l'ouvrage.

§ 6. — Aussi longtemps qu'il n'existe pas de masses métalliques dans le voisinage des voies, une perte de charge supérieure aux limites fixées au paragraphe 2, peut être admise, à la condition qu'il n'en résulte aucun inconvénient et en particulier aucun trouble dans les communications télégraphiques ou téléphoniques ni dans les lignes de signaux de chemin de fer.

§ 7. — L'entrepreneur de la distribution est tenu de faire les installations nécessaires pour permettre au service du contrôle de vérifier l'application des prescriptions du présent article ; il doit notamment disposer, s'il y a nécessité, des fils pilotes entre les points désignés de la distribution.

Protection des lignes aériennes voisines.

ART. 29. — A tous les points où les lignes assurant le service de traction croisent d'autres lignes de distribution ou des lignes télégraphiques ou téléphoniques, des dispositifs doivent être établis en vue de protéger mécaniquement ces lignes contre les contacts avec les conducteurs aériens servant à la traction.

Des dispositions sont prises pour qu'en aucun cas l'appareil de prise de courant ne puisse atteindre les lignes voisines.

*Fils transversaux servant à la suspension des conducteurs
de prise de courant.*

ART. 30. — Les fils transversaux, servant à la suspension des conducteurs de prise de courant sont isolés, avec soin, de ces conducteurs et de la terre.

CHAPITRE III. — PROTECTION DES LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES
ET TÉLÉPHONIQUES.

Voisinage des lignes télégraphiques, téléphoniques ou de signaux et des canalisations aériennes (1).

ART. 31. — § 1. — En aucun cas, la distance entre les conducteurs d'énergie électrique et les fils télégraphiques, téléphoniques ou de signaux ne doit être inférieure à 1 mètre.

§ 2. — Lorsque des conducteurs d'énergie électrique parcourus par des courants de la deuxième catégorie suivent parallèlement une ligne télégraphique, téléphonique ou de signaux, la distance minimum à établir entre ces lignes doit être augmentée de manière qu'en aucun cas il ne puisse y avoir de contact accidentel.

Cette distance ne peut être inférieure à 2 mètres, excepté si les conducteurs sont fixés sur toute leur longueur, auquel cas la distance peut être réduite à 1 mètre comme pour toutes autres lignes.

§ 3. — Aux points de croisement, les conducteurs d'énergie sont, autant que possible, placés au-dessus des fils télégraphiques, téléphoniques ou de signaux.

Si les conducteurs d'énergie sont au-dessus des fils télégraphiques, téléphoniques ou de signaux, il est fait application des dispositions de l'article 3, § 5 et de l'article 5, § 5 et § 6 b.

Si les conducteurs d'énergie sont au-dessous des fils télégraphiques, téléphoniques ou de signaux, et s'ils sont parcourus par des courants de deuxième catégorie, un dispositif de garde efficace relié à la terre est solidement établi entre les deux sortes de conducteurs.

(1) Il est rappelé que les frais de modifications jugées nécessaires des lignes télégraphiques ou téléphoniques préexistantes à celle de la distribution incombent à l'entrepreneur de cette distribution.

Une disposition analogue peut, en cas de nécessité, être imposée pour les conducteurs de première catégorie.

Lorsque les dispositions prévues au présent paragraphe ne peuvent être appliquées, les lignes préexistantes doivent être modifiées.

§ 4. — Au voisinage des ouvrages de distribution, il pourra être établi, s'il est jugé nécessaire, des coupe-circuits spéciaux sur les fils télégraphiques ou téléphoniques intéressés.

Voisinage des lignes télégraphiques, téléphoniques ou de signaux et des canalisations souterraines.

ART. 32. — § 1. — Lorsque des conducteurs souterrains d'énergie électrique suivent une direction commune avec une ligne télégraphique, téléphonique souterraine ou de signaux et que les deux canalisations sont établies en tranchée, une distance minimum de 1 mètre doit exister entre ces conducteurs et la ligne télégraphique ou téléphonique, à moins qu'ils ne soient séparés par une cloison.

§ 2. — Lorsque des conducteurs croisent une ligne télégraphique, téléphonique ou de signaux, ils doivent être placés à une distance minimum de 50 centimètres des lignes télégraphiques, téléphoniques ou de signaux, à moins qu'ils ne présentent, en ces points, au point de vue de la sécurité publique, de l'induction et des dérivations, des garanties équivalentes à celles des câbles concentriques ou cordés à enveloppe de plomb et armés.

Lignes téléphoniques, télégraphiques ou de signaux affectés à l'exploitation des distributions de deuxième catégorie.

ART. 33. — Les lignes téléphoniques, télégraphiques ou de signaux, qui sont montées, en tout ou en partie de leur longueur, sur les mêmes supports qu'une ligne électrique de la deuxième catégorie sont assimilées, pour les conditions de leur établissement, aux lignes électriques de cette même catégorie. En conséquence, elles sont soumises aux prescriptions applicables à ces lignes

Les lignes téléphoniques, télégraphiques ou de signaux sont toujours placées au-dessous des conducteurs d'énergie électrique.

En outre, leurs postes de communication, leurs appareils de manœuvre ou d'appel sont disposés de telle manière qu'il ne soit possible de les utiliser ou de les manœuvrer qu'en se trouvant dans les meilleures conditions d'isolement par rapport à la terre ; à moins que leurs appareils ne soient disposés de manière à assurer l'isolement de l'opérateur par rapport à la ligne.

CHAPITRE IV. — ENTRETIEN DES OUVRAGES. — EXPLOITATION DES DISTRIBUTIONS.

Précautions à prendre dans les travaux d'entretien des lignes.

Lignes de la première catégorie

ART. 34. — Aucun travail ne peut être entrepris sur des conducteurs de la première catégorie en charge ou sur des conducteurs placés sur les mêmes supports que des conducteurs de deuxième catégorie sans que des précautions suffisantes assurent la sécurité de l'opérateur.

Lignes de la deuxième catégorie

§ 1. — Il est formellement interdit de faire exécuter sur les lignes de la deuxième catégorie aucun travail sans qu'elles aient été, au préalable, isolées de tout générateur possible de courant.

§ 2. — La communication ne peut être rétablie que lorsqu'il y a certitude que les ouvriers ne travaillent plus sur la ligne.

A cet effet, l'ordre de rétablissement du courant ne peut être donné que par le chef de service ou son délégué, et seulement après qu'il se sera assuré que le travail est terminé et que tout le personnel de l'équipe est réuni en un point de ralliement fixé à l'avance.

Pendant toute la durée du travail, toutes dispositions utiles doi-

vent être prises pour que le courant ne puisse être rétabli, sans ordre exprès du chef de service ou de son délégué.

§ 3. — Les mesures indiquées au deux paragraphes précédents peuvent être remplacées par l'emploi de dispositifs spéciaux permettant, soit au chef d'équipe, en cas de travail par équipe, de protéger lui-même l'équipe, soit aux ouvriers isolés de se protéger eux-mêmes par des appareils de coupure pendant toute la durée du travail.

§ 4. — Dans les cas exceptionnels où il est nécessaire qu'un travail soit entrepris sur des lignes en charge de la 2^e catégorie, il ne doit y être procédé que sur l'ordre exprès du chef de service et avec toutes les précautions de sécurité qu'il indiquera.

Elagage des plantations.

ART. 35. — § 1. — Sur les voies publiques, empruntées par une distribution d'énergie électrique, l'élagage des arbres, plantés en bordure de ces voies publiques, soit sur le sol de ces voies, soit sur les propriétés particulières, doit être effectué aussi souvent que la sécurité de la distribution l'exige.

S'il en est requis par le service du contrôle, l'entrepreneur de la distribution est tenu de procéder à cet élagage en se conformant aux instructions du service de voirie.

§ 2. — Il est interdit de faire exécuter les élagages, ou des travaux analogues pouvant mettre directement ou indirectement le personnel en contact avec des conducteurs électriques ou pièces métalliques de la 2^e catégorie, sans avoir pris des précautions suffisantes pour assurer la sécurité du public et du personnel par des mesures efficaces d'isolement.

Affichage des prescriptions relatives à la sécurité dans les distributions de 2^e catégorie.

ART. 36. — Les chefs d'industrie, directeurs ou gérants, sont tenus d'afficher dans un endroit apparent des salles contenant des installations de la 2^e catégorie :

1° Un ordre de service indiquant qu'il est dangereux et for-

mellement interdit de toucher aux pièces métalliques ou conducteurs soumis à une tension de la 2^e catégorie, même avec des gants en caoutchouc, ou de se livrer à des travaux sur ces pièces ou conducteurs, même avec des outils à manche isolant ;

2^o Des extraits du présent arrêté et une instruction sur les premiers soins à donner aux victimes des accidents électriques rédigée conformément aux termes qui seront fixés par un arrêté ministériel.

CHAPITRE V. — DISPOSITIONS DIVERSES.

Interdiction d'employer la terre.

ART. 37. — Il est interdit d'employer la terre comme partie du circuit de la distribution.

Voisinage des magasins à poudre et poudreries.

ART. 38. — Aucun conducteur d'énergie électrique ne peut être établi à moins de 20 mètres d'une poudrerie ou d'un magasin à poudre, à munitions ou à explosifs, si ce conducteur est aérien, de 10 mètres si ce conducteur est souterrain.

Cette distance se compte à partir de l'aplomb extérieur de la clôture qui entoure la poudrerie ou du mur d'enceinte spécial qui entoure le magasin. S'il n'existe pas de mur, on devra considérer comme limite :

1^o D'un magasin enterré, le pied du talus du massif de terre recouvrant les locaux ;

2^o D'un magasin souterrain, le polygone convexe circonscrit à la projection horizontale sur le sol des locaux et des gaines ou couloirs qui mettent ces locaux en communication avec l'extérieur.

Conditions d'application du présent règlement.

ART. 39. — § 1. — Des dérogations aux prescriptions du présent arrêté peuvent être accordées par le ministre des travaux publics, après avis du comité d'électricité.

§ 2. — Le présent règlement ne fait pas obstacle à ce que le service du contrôle, lorsque la sécurité l'exige, impose des condi-

tions spéciales pour l'établissement des distributions, sauf recours des intéressés au ministre des travaux publics.

Paris, le 24 mars 1908.

LOUIS BARTHOÜ.

Le paragraphe 3 de l'article 38 du décret du 3 avril 1908 prévoit qu'en cas de désaccord entre le permissionnaire ou concessionnaire et les services intéressés sur l'application des arrêtés pris par le ministre à des ouvrages antérieurement exécutés, il est statué par le ministre des travaux publics après avis du Comité d'électricité.

b) Lignes télégraphiques ou téléphoniques et lignes de signaux établies pour la sécurité de l'exploitation.

Les entrepreneurs de distribution d'énergie électrique sont tenus d'établir et d'entretenir à leurs frais les lignes télégraphiques ou téléphoniques ou les lignes de signaux reconnues nécessaires par le service du contrôle pour assurer la sécurité de l'exploitation.

Nul entrepreneur de distribution ne peut faire ou laisser faire usage de ces lignes, ni pour les besoins du service commercial de la distribution, ni pour tous autres motifs étrangers à la sécurité de l'exploitation, s'il n'a obtenu l'autorisation de l'administration des postes et des télégraphes, conformément aux lois et règlements relatifs à l'exercice du monopole des correspondances télégraphiques.

Les projets de lignes télégraphiques ou téléphoniques ou des lignes de signaux établies en vertu du premier

paragraphe, sont soumis à l'approbation de l'administration locale des postes et des télégraphes qui prescrit toutes les dispositions nécessaires pour empêcher qu'aucune atteinte soit portée au monopole de l'Etat. En cas de désaccord, il est statué par le ministre des travaux publics (art. 39).

c) *Emprunts de supports existants par de nouveaux permissionnaires ou concessionnaires.*

Tout permissionnaire ou concessionnaire est tenu, si l'administration le requiert, de laisser utiliser ses poteaux par d'autres titulaires de permissions ou concessions empruntant la même voie, mais sans qu'il puisse en résulter pour lui aucune gêne dans l'exploitation, ni aucune augmentation de charges.

Le nouvel occupant verse, à titre de droit d'usage, au premier occupant, une indemnité proportionnée aux avantages que lui procure la communauté.

En cas de désaccord sur le principe ou sur les conditions techniques de la communauté, il est statué par le ministre des travaux publics, après avis du comité d'électricité (art. 40).

Cet article ne prévoit que l'emprunt par un concessionnaire ou permissionnaire nouveau des poteaux d'une distribution déjà installée. Il s'ensuit que même si l'administration le requérait, un entrepreneur d'une distribution déjà existante serait en droit de refuser de laisser utiliser les canalisations souterraines de sa distribution par un nouveau concessionnaire ou permissionnaire.

**§ 2. — Exécution et réception des travaux,
mise en service.**

Avant de commencer les travaux d'une distribution, le permissionnaire ou concessionnaire doit en donner avis quatre jours au moins à l'avance au service du contrôle.

Il doit, en outre, avant l'ouverture de tout chantier sur la voie publique, en aviser dans le même délai :

- 1° Les services de voirie intéressés ;
- 2° Le service des postes et télégraphes, si des lignes télégraphiques et téléphoniques sont intéressées ;
- 3° Les propriétaires de toutes canalisations touchées par les travaux.

Le permissionnaire ou concessionnaire est dispensé de se conformer au délai de quatre jours ci-dessus indiqué pour l'ouverture des chantiers sur la voie publique en cas d'accident exigeant une réparation immédiate.

Dans ce cas, il peut exécuter sans délai tous travaux nécessaires, à charge d'en aviser immédiatement les services intéressés et de justifier l'urgence dans un délai maximum d'au moins vingt-quatre heures (art. 41).

Nous connaissons déjà l'article 42 relatif à la réception des travaux et à leur mise en exploitation. Les articles 43, 44 et 45 prescrivent la remise au service du contrôle des plans, dessins des ouvrages de distribution qui doivent être révisés une fois au moins par an et autorisent le service du contrôle à faire établir d'office ces plans

aux frais du permissionnaire ou concessionnaire s'il a négligé de les fournir.

§ 3. — Police et sécurité de l'exploitation.

Les distributions d'énergie électrique et toutes les installations qui en dépendent doivent être constamment entretenues en bon état.

Les permissionnaires ou concessionnaires sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'exécution des travaux et l'exploitation de la distribution n'apportent ni gêne ni trouble aux services publics.

Partant de ce principe, les articles 47 et 48 du règlement d'administration publique du 3 avril 1908 règlent, ainsi que nous l'avons déjà vu, la forme des réquisitions prévues par l'article 17 de la loi de 1906 en cas de troubles apportés aux services publics. Nous savons que l'ingénieur en chef du contrôle peut enjoindre au permissionnaire ou concessionnaire de couper le courant lorsque le mauvais fonctionnement de la distribution est de nature à compromettre la sécurité publique ou lorsque la coupure est nécessaire pour permettre aux services publics d'effectuer, dans l'intérêt de la sécurité, la visite, la réparation ou la modification de quelque ouvrage dépendant de ces services (art. 48, § 1^{er}).

Mais le droit d'injonction de l'ingénieur en chef du contrôle peut, dans certains cas, être exercé par d'autres personnes. En cas d'accident de personne ou de danger grave, dit l'article 48, § 2, les agents du contrôle assistant

l'ingénieur en chef et les fonctionnaires autorisés par l'article 17 de la loi du 15 juin 1906 à adresser des réquisitions au service du contrôle, peuvent enjoindre, par les voies les plus rapides, au permissionnaire ou concessionnaire de couper le courant. Avis de l'injonction est donné dans tous les cas et immédiatement à l'ingénieur en chef du contrôle, qui prend d'urgence les mesures nécessaires pour sauvegarder la sécurité et peut requérir, à cet effet, le concours des autorités locales.

Le règlement d'administration publique du 3 avril 1908 impose aux permissionnaires ou concessionnaires l'obligation d'entretenir, aux endroits désignés par le préfet, les médicaments et moyens de secours nécessaires en cas d'accident et d'afficher les instructions relatives aux mesures à prendre dans ce cas, conformément aux prescriptions du ministre des travaux publics (art. 49).

Toutes les fois qu'il arrive un accident entraînant mort d'homme ou blessure grave, le permissionnaire ou concessionnaire en fait immédiatement la déclaration par la voie la plus rapide à l'agent local du contrôle technique ; cette déclaration est faite soit verbalement, soit par exprès, soit par dépêche télégraphique ou téléphonique, et confirmée par lettre. Avis en est envoyé à l'ingénieur en chef du contrôle et au procureur de la République par la voie la plus rapide (art. 52, § 1^{er}).

Ces avis n'empêchent nullement les déclarations que doit faire le permissionnaire au maire de la commune pour les accidents arrivés à des ouvriers employés dans

son entreprise, par application de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents.

Il doit être également donné avis à l'ingénieur en chef du contrôle et à l'agent local du contrôle technique des incendies graves ou troubles importants survenus dans le service de la distribution (art. 52, § 2).

§ 4. — Relations des entreprises de distribution avec la voirie, les concessions de travaux publics, et les distributions voisines.

a) *Modifications apportées aux distributions dans l'intérêt de la voirie et des riverains.*

« Le permissionnaire ou concessionnaire doit, dit l'article 53 du règlement d'administration publique du 3 avril 1908, toutes les fois qu'il en est requis par l'autorité compétente pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la voirie, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisation qui lui sont désignées. Il ne résulte pour lui de ce fait aucun droit à indemnité ».

Ce premier paragraphe de l'article 53 est en contradiction évidente avec les paragraphes 2 et 3 de l'article 10 de la loi du 15 juin 1906 et il constitue un des cas très rares où le Conseil d'Etat usant de son pouvoir réglementaire statue non pas même *ultra legem sed contra legem*. « L'autorité qui a fait la concession, porte, en effet, le paragraphe 2 de l'article 10 de la loi de 1906, a toujours le droit, pour un motif d'intérêt public, d'exiger la suppression d'une partie quelconque des ouvrages

d'une concession « *ou d'en faire modifier les dispositions et le tracé* ».

Et le paragraphe 3 ajoute : « l'indemnité qui peut être due dans ce cas au concessionnaire est fixée par les tribunaux compétents si les obligations et droits de celui-ci ne sont pas réglés soit par le cahier des charges, soit par une convention postérieure. »

Ainsi, d'une part, la loi décide qu'une indemnité peut être due si l'autorité qui a fait la concession oblige le concessionnaire, pour un motif d'intérêt public à modifier les *dispositions* des ouvrages et le tracé de sa concession et, d'autre part le règlement décide que le déplacement des parties de canalisation pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la voirie, — ce sont évidemment deux motifs d'intérêt public — ne fait naître *aucun* droit à indemnité pour le concessionnaire.

On objectera peut-être que les deux cas prévus par le paragraphe 2 de l'article 10 de la loi du 15 juin 1906 et le paragraphe 1^{er} de l'article 53 du règlement d'administration publique du 3 avril 1908 ne sont pas identiques. Mais cela ne peut se soutenir à la lecture de l'article 10, § 2 : « L'autorité qui a fait la concession a *toujours* le droit : donc avant que l'entrepreneur ait commencé ses travaux, les ouvrages de la concession, les canalisations, entre autres, aussi bien qu'après que ces canalisations auront été installées. D'ailleurs l'article 53 est placé sous la rubrique *modifications apportées aux distributions*.

Il y a donc contrariété entre les deux dispositions

légale et réglementaire. Celle-ci violant la loi devrait être considérée comme inexistante en tant que telle; mais, dans tous les cas, elle peut donner ouverture à un recours en annulation pour excès de pouvoir (1) et l'entrepreneur qui aurait, par suite des modifications imposées, subi un préjudice quelconque, pourrait adresser aux tribunaux administratifs compétents une demande d'indemnité dont le principe est écrit dans l'article 10 de la loi de 1906.

Le deuxième paragraphe de l'article 53 du règlement ajoute : « Si des modifications sont faites par les riverains aux entrées et accès des immeubles et propriétés en bordure des routes et chemins empruntés, le permissionnaire ou concessionnaire est tenu d'apporter à ses installations les modifications requises par l'administration. » Le règlement ne dit pas aux frais de qui seront faites les modifications requises par l'administration. Il semble que par application des dispositions de l'article 15 du cahier des charges-type les frais des modifications devront être supportés par les propriétaires ou abonnés.

b) *Traversée des concessions préexistantes par des distributions,*

Lorsqu'une distribution d'énergie électrique traverse les ouvrages d'une concession préexistante (chemin de fer, distribution d'énergie, etc.), les mesures nécessaires sont prises pour qu'aucune des deux entreprises n'entrave le bon fonctionnement de l'autre:

(1) Voir Berthélemy, *loc. cit.*, p. 403.

Les travaux de modification de toute nature qui seraient à faire dans la concession préexistante, et tous dommages résultant de la traversée sont à la charge du permissionnaire ou concessionnaire de la distribution nouvelle.

En cas d'accord entre les divers services intéressés, les mesures à prendre sont fixées par arrêté préfectoral ; en cas de désaccord, elles le sont par décision du ministre des travaux publics, après avis du comité d'électricité (art. 54).

*c) Modifications aux distributions nécessitées
par des travaux publics.*

Dans le cas où l'Etat, les départements ou les communes ordonnent ou concèdent soit la construction de routes nationales, de routes départementales, de chemins vicinaux, de voies ferrées, de canaux, soit l'installation de communications télégraphiques ou téléphoniques ou de distributions d'énergie, et, d'une manière générale, l'exécution de travaux publics, qui traversent une distribution et obligent à la modifier, le permissionnaire ou concessionnaire ne peut s'opposer à ces travaux.

Le permissionnaire ou le concessionnaire doit apporter à ses propres installations toutes les modifications prescrites par le ministre des travaux publics.

Toutes les dispositions sont prises pour que les modifications ainsi imposées par l'administration n'apportent aucun obstacle au service de la distribution d'énergie préexistante (art. 55).

Par application de l'article 10 de la loi du 15 juin 1906 et bien que le règlement d'administration publique ne le dise pas, le permissionnaire ou concessionnaire aurait le droit de demander une indemnité pour les modifications qui lui sont imposées en vertu de l'article 55 du règlement.

d) Recours en cas de dommages aux distributions.

Aucun recours ne peut être exercé contre l'Etat, les départements ou les communes par le permissionnaire ou le concessionnaire d'une distribution :

Soit à raison des dommages que le roulage ordinaire pourrait occasionner aux ouvrages de la distribution placés sur ou sous le sol des voies publiques ;

Soit à raison de l'état de la chaussée, des accotements, des trottoirs ou des ouvrages, et des conséquences de toute nature qui pourraient en résulter ;

Soit à raison des travaux exécutés sur la voie publique dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la voirie ;

Soit à raison des travaux exécutés pour l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques.

Le permissionnaire ou concessionnaire conserve son droit de recours contre les tiers (art. 56).

e) Dommages occasionnés par les distributions.

Les indemnités pour dommages résultant de l'établissement ou de l'exploitation d'une distribution sont entièrement à la charge du permissionnaire ou concession-

naire, qui reste responsable de toutes les conséquences dommageables de son entreprise, tant envers l'Etat, les départements et les communes qu'envers les tiers (art. 57).

§ 5. — **Dispositions diverses.**

Tout permissionnaire ou concessionnaire doit adresser à l'ingénieur en chef du contrôle, chaque année, le 15 avril au plus tard, des états statistiques qui seront arrêtés par le ministre des travaux publics, après avis du comité d'électricité, et comprenant les renseignements techniques relatifs à l'année entière du 1^{er} janvier au 31 décembre. Ces renseignements peuvent être publiés en tout ou en partie (art. 58).

Il faut rapprocher cet article des paragraphes 1 et 2 de l'article 28 du cahier des charges-type du 17 mai 1908.

Dispositions transitoires. — Pour toutes les distributions au sujet desquelles une instruction est actuellement ouverte, les enquêtes et autres formalités régulièrement accomplies, conformément aux règles antérieurement en vigueur, seront considérées comme valables. En cas de contestation, il sera statué par le ministre des travaux publics.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES.

Comité d'électricité (art. 20).

Le comité d'électricité avait déjà été institué par l'article 6 de la loi, aujourd'hui abrogée, du 25 juin 1895. L'article 20 a fixé la composition du nouveau conseil : trente membres, dont une moitié sera prise parmi les représentants des grandes industries électriques et dont l'autre moitié comprendra des fonctionnaires des diverses administrations de l'intérieur, des travaux publics, etc.

Les travaux préparatoires de la loi (1) font une obligation au ministre de donner aux exploitants, c'est-à-dire à ceux qui se heurtent tous les jours aux difficultés de la création d'une affaire, une part prépondérante sur les constructeurs, parmi les représentants au comité de l'industrie électrique.

Le règlement d'administration publique du 7 février 1907 (*J. off.* du 9 février 1907) a déterminé le mode de fonctionnement du nouveau comité d'électricité.

Aux termes de l'article 1^{er}, les membres du comité sont nommés pour des périodes de deux ans. Ceux qui n'oc-

(1) Voir rapport Janet, *loc. cit.*, p. 25.

cupent plus la situation en raison de laquelle ils avaient été nommés cessent de plein droit de faire partie du comité (art. 2). Le directeur des routes, de la navigation et des mines, le directeur des chemins de fer et le directeur de la construction et du matériel à l'administration des postes et télégraphes ont entrée au comité avec voix consultative pour les affaires de leur service (art. 4). Le comité, dont le président, le vice-président et un secrétaire sont désignés par le ministre des travaux publics, se réunit obligatoirement trois fois par an, aux époques fixées par le ministre. Il peut, en outre, être convoqué à une époque quelconque pour l'examen des questions urgentes (art. 5 et 7). Des sous-commissions temporaires, composées par parties égales de fonctionnaires et de représentants professionnels des industries électriques peuvent être constituées dans le sein du comité pour l'examen préalable d'affaires déterminées ; les membres en sont désignés par le président (art. 10). Enfin le comité est autorisé à émettre des vœux tendant à l'étude de questions intéressant les distributions d'énergie électrique (art. 12).

Il convient d'observer d'une part que l'article 20 de la loi du 15 juin 1906 ne parle que des représentants des industries électriques, à la différence de l'article 6 de la loi du 25 juin 1895 qui admettait dans le sein du comité d'électricité les représentants des grandes industries électriques et ceux faisant usage des applications de l'électricité ; d'autre part, que les représentants profession-

nels devront, pour faire partie du comité, être de nationalité française : « les représentants professionnels *français* » dit l'article 20.

Contraventions.

A. — *Contraventions prévues par l'article 23 de la loi du 15 juin 1906.*

D'après le texte de l'article 23 qui figurait déjà dans l'article 8 de la loi du 25 juin 1895, aujourd'hui abrogée, toutes contraventions aux arrêtés d'autorisation pris en conformité des dispositions du titre II et relatifs aux ouvrages établis exclusivement sur des terrains privés ne peuvent être punies qu'après une mise en demeure non suivie d'effet, sans qu'il y ait à faire de distinction entre les différents faits pouvant motiver lesdites contraventions, dès que ces faits constituent un manquement aux divers arrêtés pris conformément aux dispositions du titre II. Quant aux pénalités, portées à l'article 2 du décret-loi du 27 décembre 1851, elles consistent en une amende de 16 à 300 francs qui, par l'application des circonstances atténuantes permises par l'article 13 du même décret, peut être réduite au-dessous de 16 francs sans pouvoir être inférieure à l'amende de simple police, c'est-à-dire à un franc (art. 463, C. pén.).

L'article 23 renvoie, en ce qui concerne les pénalités, à l'article 2 du décret du 27 décembre 1851, et, pour les poursuites, au titre V du même décret. C'est donc dans ce titre qu'on devrait trouver l'indication de la juridic-

tion compétente pour statuer sur les contraventions dont il s'agit. Or, le titre V du décret du 27 décembre 1851 est muet sur ce point. Mais, l'article 2, après avoir défini la contravention punie de l'amende de 16 à 300 francs. ajoute dans son dernier paragraphe, que « la contravention sera poursuivie et jugée comme en matière de grande voirie ». Il ne paraît pas douteux que le législateur de 1895, dont celui de 1906 a reproduit le texte, en renvoyant aux pénalités portées à l'article 2 du décret de 1851, ait voulu se référer non seulement au genre et au taux des peines, mais encore à la juridiction compétente pour appliquer ces peines, tel que le tout est indiqué dans cet article. Par conséquent, sans s'attacher trop subtilement aux expressions employées dans la dernière phrase de l'article 23, il faudra décider que les contraventions punies à cet article seront, de même que celles prévues à l'article 2 du décret de 1851, « poursuivies et jugées comme en matière de grande voirie », c'est-à-dire devant les conseils de préfecture (loi du 29 floréal an X), sauf recours au Conseil d'Etat (loi du 22 juillet 1889, art. 57 et suiv.).

Il est de principe que les contraventions de grande voirie sont passibles non seulement d'une condamnation à l'amende, mais encore d'une condamnation à la réparation du dommage (Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. II, p. 631). Rien n'autorisant à croire que le législateur ait ici voulu se départir de cette règle, l'administration pourra donc demander au conseil de

préfecture d'évaluer le montant des réparations incombant aux contrevenants ; s'il ne lui est pas possible de fixer ce chiffre immédiatement, le conseil ordonnera une expertise, ou, après avoir condamné le contrevenant à la réparation du dommage, se réservera d'en déterminer le chiffre ultérieurement ; enfin, le montant de la condamnation pourra être recouvré au moyen d'une contrainte administrative, comme en matière de contributions directes, en vertu de l'article 4 de la loi du 29 floréal an X (1).

Par application des dispositions du titre V du décret-loi du 27 décembre 1851, les contraventions dont il s'agit peuvent être constatées par des procès-verbaux dressés concurremment par des officiers de police judiciaire, les commissaires de surveillance administrative, les inspecteurs des lignes télégraphiques, les agents de surveillance ou de contrôle nommés ou agréés par l'administration et dûment assermentés ; ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire ; ils sont visés pour timbre et enregistrés en débet ; s'ils ont été dressés par des agents de surveillance assermentés, ils doivent être affirmés dans les trois jours, à peine de nullité, devant le juge de paix ou le maire, soit du lieu de la contravention, soit de la résidence de l'agent (décret du 27 décembre 1851, art. 10 et 11). A défaut de procès-verbal valable, et sauf le cas d'aveu du contrevenant, il ne pourra être prononcé

(1) Laferrière, *op. cit.*, t. II, p. 639.

de condamnation, la preuve testimoniale n'étant pas admise devant la juridiction administrative (Laferrière, *op. cit.*, p. 629, n° 38 *in fine*).

L'article 12, titre V, du décret du 27 décembre 1851, donne à l'administration « le droit de prendre immédiatement toutes mesures provisoires pour faire cesser les dommages résultant de crimes, délits et contraventions prévus dans le décret et ajoute que « le recouvrement des frais qu'entraînera l'exécution de ces mesures sera poursuivi administrativement, le tout ainsi qu'il est procédé en matière de grande voirie ». Ce droit qui, d'ailleurs, appartient toujours à l'administration, quand il s'agit de contraventions de grande voirie (loi du 29 floréal an X, art. 3), doit évidemment être compris au nombre des moyens de poursuite et de répression mis à la disposition de l'administration et appartenir par suite, à celle-ci, en vertu des termes de l'article 23 *in fine*, en ce qui concerne les contraventions visées par cet article, sans préjudice pour l'administration de prendre, en vertu de l'article 4, toutes autres mesures qu'elle jugera nécessaires. Le coût des travaux ainsi exécutés sera recouvré par l'Etat, les départements et les communes, conformément aux lois des 13 avril 1898, article 54 ; 10 août 1871, article 64 ; 5 avril 1884, article 154.

Nous nous bornerons à rappeler que la procédure à suivre devant le conseil de préfecture, en ce qui concerne le jugement des contraventions de grande voirie, ainsi que le délai et les formes à observer pour le recours au Con-

seil d'Etat, sont réglés par la loi du 22 juillet 1889, notamment par les articles 10, 57 et suivants, et que ces contraventions sont prescrites, comme les contraventions de simple police, par le délai d'un an, à compter du jour où elles ont été commises, ou du jour de la notification de l'appel de l'arrêté du conseil de préfecture (art. 640, C. inst. crim. — Voir notamment Conseil d'Etat, 28 mai 1880, D. 81.3.50 ; 14 décembre 1883, D. 85.3.75 ; 4 juillet 1884, D. 86.3.13 ; 8 janvier 1886, D. 87.3.58 ; 25 février 1898, D. 99.5.748 ; 12 février 1904, D. 05.3.61. — Comp. Nancy, 6 février 1892, D. 93.3.133 et Laferrière, *Traité de la jurisprudence administrative*, t. II, p. 643.

B. — *Contraventions prévues par l'article 24
de la loi du 15 juin 1906.*

Cet article qui vise les contraventions par le permissionnaire ou concessionnaire aux clauses de la permission de voirie ou du cahier des charges ou aux décisions rendues en exécution de ces clauses est, sauf quelques modifications en ce qui concerne notamment le taux de l'amende, la reproduction abrégée des articles 12 à 15 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer.

A la différence des contraventions prévues par l'article 23, les contraventions à l'article 24 ne pourront, d'après les termes mêmes de cet article, être constatées que par « les agents assermentés du service intéressé », c'est-à-dire du service à la marche duquel il a été porté atteinte par le fait constituant la contravention. En ce

qui touche la force probante, le timbre de l'enregistrement, l'affirmation du procès-verbal, il faudra nécessairement, en l'absence particulière de toute disposition particulière de l'article 24, se référer aux règles spéciales régissant les procès-verbaux dressés par l'agent du service intéressé qui aura constaté la contravention.

La loi dit expressément que les contraventions prévues par elle « seront poursuivies et jugées comme en matière de grande voirie » ; les conseils de préfecture, et le Conseil d'Etat en appel, connaîtront donc de ces contraventions, par application des lois du 29 floréal an X et du 22 juillet 1889, articles 57 et suivants (voir le paragraphe précédent).

L'amende édictée par la loi du 15 juillet 1845, article 14, est de 300 à 3.000 francs. « Etant donnée la moindre importance des ouvrages relatifs à la distribution de l'énergie » le législateur de 1906 a pensé « qu'il convenait de s'en tenir à l'amende ordinaire de 16 à 300 fr. » prévue pour les contraventions de grande voirie (1). Mais l'article 24 n'autorisant ni directement, ni indirectement, à la différence de l'article 23, l'application de l'article 463 du Code pénal, l'amende ne saurait être abaissée au-dessous de 16 francs par suite de l'admission de circonstances atténuantes, cette admission ne pouvant avoir lieu, en matière de grande voirie, que dans le cas visé par l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 23 mars 1842.

(1) Rapport Janet, *loc. cit.*, p. 27.

L'article 24 *in fine* réserve pour l'administration la faculté de demander, conformément au droit commun en matière de grande voirie, la réparation du dommage causé par la contravention. Cette question a déjà été examinée dans le paragraphe précédent, à propos des contraventions prévues par l'article 23. Une disposition expresse de l'article 24, § 3, permet aussi à l'administration « de prendre immédiatement toutes les mesures provisoires pour faire cesser le dommage », droit que l'administration, quand il s'agit de contraventions prévues par l'article 23, ne possède qu'indirectement, en vertu de l'article 12 du décret-loi du 27 décembre 1851. Ici encore, la faculté de prendre ces mesures provisoires, n'empêchera pas le service du contrôle d'ordonner toutes mesures nécessaires qu'il jugera utiles pour déférer aux réquisitions à lui adressées, conformément à l'article 17, par l'administration des postes et télégraphes ou par tout autre service public.

L'article 24, § 3, s'occupant ensuite non seulement des frais qu'entraînera l'exécution de ces mesures provisoires, mais encore des frais des travaux que les administrations intéressées auraient été amenées à faire à la suite des réquisitions dont il est parlé dans l'article 17, et des frais avancés par l'Etat pour la modification des installations des services publics préexistants, met ces différents frais « à la charge du permissionnaire ou concessionnaire ». L'article 12 du texte de la précédente législature portait, dit M. Janet, que les frais seraient

recouvrés comme en matière de contributions directes. Cette procédure a paru un peu rigoureuse et a été écartée du nouveau texte. Il semble que l'administration a des garanties suffisantes, du moment que le texte porte que les frais sont à la charge du permissionnaire ou du concessionnaire (1). » Le coût des trois catégories de travaux visés par l'article 24, § 3, sera donc recouvré par l'Etat, les départements et les communes au moyen d'états arrêtés par le ministre compétent, par le préfet ou par le maire et visés en ce dernier cas par le préfet ou le sous-préfet, ces différents états étant exécutoires jusqu'à opposition de la partie intéressée devant la juridiction compétente (lois des 13 avril 1898, art. 54 ; 10 août 1871, art. 64 ; 5 avril 1884, art. 154). Par application de l'article 22, la juridiction compétente sera ici le conseil de préfecture, avec faculté de recours au Conseil d'Etat.

C. — *Infractions aux dispositions édictées dans l'intérêt de la sécurité des personnes* (art. 25, L. du 15 juin 1906).

L'article 24 vise seulement « les infractions du concessionnaire (ou du permissionnaire) susceptibles de porter atteinte à l'intérêt public de la circulation ». L'article 25, au contraire, « s'applique aux infractions qui pourraient être commises soit par les permissionnaires ou les concessionnaires des transports d'énergie,

(1) Rapport Janet, *loc. cit.*, p. 28.

soit par des tiers, aux dispositions édictées dans l'intérêt des personnes (1). Si l'infraction à ces dispositions était cause d'accidents amenant la mort ou des blessures, il y aurait lieu, comme le prévoit expressément l'article 25, § 1^{er} *in fine*, à l'application des dispositions du Code pénal sur l'homicide ou les blessures involontaires : emprisonnement de 3 mois à 2 ans et amende de 5 à 600 francs » en cas d'homicide (art. 319) ; emprisonnement de 6 jours à 2 mois et amende de 16 à 100 francs ou l'une de ces deux peines seulement, en cas de blessures (art. 320).

L'article 25, §§ 2 à 5, traite des procès-verbaux par lesquels seront constatés les délits et contraventions visés audit article (Comp. loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer, art. 23 et 24). La poursuite de ces délits ou contraventions ne sera pas subordonnée, d'ailleurs, à l'existence d'un procès-verbal, l'existence d'un délit ou d'une contravention pouvant être prouvée, devant les tribunaux correctionnels, aussi bien par témoins que par procès-verbaux (art. 154 et 189, C. instr. crim.) ; nous avons vu précédemment que, devant le conseil de préfecture, au contraire, l'existence d'un procès-verbal régulier était indispensable, à moins qu'il n'y ait aveu du contrevenant, pour qu'une condamnation puisse être prononcée.

La peine de 16 à 3.000 francs d'amende, dont sont punies les contraventions visées à l'article 25, § 1^{er}, ne

(1) Rapport Berthelot, *loc. cit.*, p. 38.

pourra, d'ailleurs, ni être augmentée en cas de récidive, ni être abaissée au-dessous de 16 francs », par suite de l'admission de circonstances atténuantes, l'article 25 ne contenant aucune disposition à cet égard, et la loi ne déclarant pas, d'une façon générale, l'article 463 du Code pénal applicable aux infractions prévues par elle (Comp. Rapp. Berthelot, *loc. cit.*).

D. — *Infractions aux règlements d'administration publique, ou aux arrêtés ministériels ou préfectoraux non prévus aux articles 23, 24, 25.*

En l'absence de toute disposition spéciale de la loi à ce sujet, « ces infractions ne seront passibles que des peines de droit commun » (1); elles constitueront, par conséquent, « des contraventions à des règlements légalement faits par l'autorité administrative » et seront punies, en simple police, d'une amende de 1 à 5 francs (art. 471-15°, C. pén.) et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de 3 jours au plus, sauf l'application des circonstances atténuantes (art. 474 et 483 du même Code).

E. — *Concessions et permissions accordées antérieurement à la loi du 15 juin 1906.*

« Sont maintenues dans leur forme et teneur, dit l'article 26, les concessions et permissions accordées par des actes antérieurs à la présente loi. »

« Votre commission, dit le rapporteur de la loi, a tenu

(1) Rapport Berthelot, *loc. cit.*, p. 39.

à spécifier très nettement que la proposition de loi actuelle n'aurait pas d'effet rétroactif. Il doit cependant rester entendu que les dispositions intéressant la sécurité publique seront applicables aussi bien aux anciennes concessions qu'aux nouvelles (1). » Il eût peut-être mieux valu que le texte de l'article 26 rappelât expressément cette réserve faite par le rapporteur du projet de loi. Mais cet article engendre une difficulté bien plus sérieuse que M. Berthélemy signale en ces termes : « L'article 26 de la loi respecte dans leur intégralité les anciennes concessions. Or, quelques-unes d'entre elles, sans instituer un monopole subordonnaient les concessionnaires à des redevances qu'on ne pourrait plus leur imposer aujourd'hui (règlement d'administration publique du 17 octobre 1907). A l'encontre de ces anciennes concessions, des concessions nouvelles peuvent-elles être accordées ? On n'en peut accorder au tarif réduit sans se heurter aux anciens titres maintenus ; on n'en peut accorder aux anciens titres sans se heurter au règlement du 17 octobre 1907. Voici donc la loi faite pour éviter les monopoles, qui en crée, précisément dans les cas où les anciens contrats avaient stipulé la liberté ! »

La situation créée par l'article 26 paraît, en effet, « inextricable » et, en particulier, laisse entiers les conflits entre « gaziers » et distributeurs de lumière électrique, puisque, d'une part, elle continue à permettre le mo-

(1) Rapport Janet, *loc. cit.*, p. 29.

(2) Berthélemy, *loc. cit.*, p. 427, note 1-2°.

nopole de la distribution de la lumière et que, d'autre part, elle a soin de dire, dans l'article 26, qu'elle n'innove rien pour les anciennes concessions en cours d'exécution.

F. — *Abrogation de la loi du 25 juin 1895 et de toutes les dispositions contraires à la loi du 15 juin 1906 (art. 27).*

La commission de 1905 « avait d'abord songé à abroger seulement les dispositions de la loi du 25 juin 1895 contraires à celles de la présente proposition de loi » (comp. projet de la commission de 1898, dernier article), mais elle a reconnu les inconvénients que présentaient les abrogations partielles de textes législatifs et elle a trouvé préférable d'incorporer dans son texte les dispositions conservées de la loi du 25 juin 1895 de manière à pouvoir l'abroger complètement.

CONCLUSIONS

Les trois rapporteurs successifs de la proposition qui est devenue la loi du 15 juin 1906 concluaient, ainsi, en termes à peu près identiques :

« En résumé, la proposition de loi sortie des délibérations de votre commission, maintient aux distributions d'énergie électrique les libertés dont elles jouissent actuellement, et leur donne en plus la sécurité résultant d'un acte de concession. En prévoyant, dans certains cas, la déclaration d'utilité publique, elle leur permet de s'établir, malgré la résistance d'intérêts particuliers et constitue un domaine qui revient à la collectivité en fin de concession. Il est donc permis d'espérer que les dispositions nouvelles faciliteront, sans léser les intérêts des propriétaires, l'établissement des distributions d'énergie électrique, et doteront, notre industrie nationale d'un nouvel élément de prospérité (1). »

Il est certain que les intentions du législateur étaient excellentes et que la plupart des dispositions de la loi sont raisonnables. « La loi réserve dans une certaine mesure, la liberté de l'industrie de distribution d'énergie

(1) Rapport Janet, *loc. cit.*, p. 29. — Comp. Rapp. Berthelot, *loc. cit.*, p. 42, qui n'est que la reproduction des conclusions du rapport Guillaïn.

électrique, elle défend de constituer indirectement des monopoles pour le transport d'électricité sous réserve de la force destinée à l'éclairage public. De plus, afin de développer l'utilisation de l'énergie électrique, on interdit aux administrations gardiennes du domaine de subordonner à des redevances excessives les permissions ou concessions accordées (1). »

Mais, par ses détails, la loi engendre malheureusement d'inextricables difficultés que nous avons signalées. De plus, beaucoup d'industriels ayant attendu avec impatience une loi depuis si longtemps annoncée, ont vu avec quelque désillusion certains articles qui limitent aux concessions reconnues d'utilité publique bien des avantages relatifs à la possibilité d'élaguer les arbres et de disposer les fils sur des terrains privés.

Ce qui, selon nous, constitue le véritable progrès réalisé par la loi du 15 juin 1906, c'est le droit qu'elle attribue aux entrepreneurs de distribution d'énergie électrique d'obtenir, de la part des communes, des « concessions », c'est-à-dire de véritables *traités* liant les parties par des obligations réciproques et bien définies.

(1) Berthelémy, *loc. cit.*, p. 426.

Vu :

Le Président de la thèse,
A. BERTHÉLEMY.

Vu :

Le Doyen
Ch. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

ANNEXE

Loi sur les distributions d'énergie du 15 juin 1906 (1).

TITRE PREMIER. — Classification des distributions d'énergie électrique.

ART. 1^{er}. — Les distributions d'énergie électrique qui ne sont pas destinées à la transmission des signaux et de la parole et auxquelles le décret-loi du 27 décembre 1851 n'est pas dès lors applicable, sont soumises pour leur établissement et leur fonctionnement aux conditions générales ci-après.

ART. 2. — Une distribution d'énergie électrique n'empruntant en aucun point de son parcours des voies publiques peut être établie et exploitée, soit sans autorisation ni déclaration, soit lorsque ses conducteurs doivent être établis, en un point quelconque, à moins de dix mètres de distance horizontale d'une ligne télégraphique ou téléphonique préexistante, en vertu d'une autorisation délivrée dans des conditions spécifiées au titre II de la présente loi.

ART. 3. — Une distribution d'énergie électrique empruntant sur tout ou partie de son parcours les voies publiques, peut être établie et exploitée, soit en vertu de permissions de voirie, sans durée déterminée, dans les conditions spécifiées au titre III de la présente loi, soit en vertu de concessions d'une durée déterminée, avec cahier des charges et tarif maximum, dans les conditions spécifiées au titre IV, s'il n'y a pas déclaration d'utilité publique, ou dans celles spécifiées au titre V, s'il y a déclaration d'utilité publique.

(1) Promulguée au *J. off.* du 17 juin 1906, p. 4.105.

Elle peut, suivant la demande de l'entrepreneur, être soumise simultanément dans des communes différentes à des régimes différents, soit celui des permissions de voirie sur une partie de son réseau, soit celui de la concession simple ou celui de la concession déclarée d'utilité publique dans d'autres parties.

TITRE II. — Des ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique établis exclusivement sur des terrains privés sous le régime des autorisations.

ART. 4. — Les autorisations prévues par l'article 2 sont délivrées par le préfet, en conformité de l'avis émis par l'administration des postes et télégraphes et dans un délai de trois mois à partir de la demande.

Les installations visées dans ces autorisations devront satisfaire aux conditions techniques déterminées par les arrêtés prévus à l'article 19 de la présente loi.

Elles devront être exploitées et entretenues de manière à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques et téléphoniques pour les lignes préexistantes.

Lorsque, pour prévenir ou faire cesser ce trouble, il sera nécessaire d'exiger le déplacement ou la modification des lignes télégraphiques ou téléphoniques préexistantes, et en cas de non-entente avec l'exploitant, la nature des travaux à exécuter sera déterminée par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, après avis du comité d'électricité visé par l'article 20. Dans tous les cas, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge de l'exploitant.

TITRE III. — Des ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique établis sous le régime des permissions de voirie.

ART. 5. — Les permissions de voirie sont délivrées par le préfet ou par le maire, suivant que la voie empruntée rentre dans

les attributions de l'un ou de l'autre, sous les conditions ordinaires des arrêtés réglementaires relatifs à ces permissions, et en outre sous les conditions stipulées par les règlements d'administration publique visés à l'article 18 de la présente loi.

Elles ne peuvent prescrire aucune disposition relative aux conditions commerciales de l'exploitation.

Elles ne peuvent imposer au permissionnaire aucune charge pécuniaire autre que les redevances prévues au paragraphe 7 de l'article 18.

Aucune permission de voirie ne peut faire obstacle à ce qu'il soit accordé sur les mêmes voies des permissions ou concessions concurrentes.

TITRE IV. — Régime des concessions simples sans déclaration d'utilité publique.

ART. 6. — La concession d'une distribution publique d'énergie est donnée, après enquête, soit par la commune ou par le syndicat formé entre plusieurs communes, si la demande de concession ne vise que le territoire de la commune ou du syndicat, soit par l'Etat dans les autres cas.

Toute concession est soumise aux clauses d'un cahier des charges conforme à l'un des types approuvés par décret délibéré en Conseil d'Etat, sauf les dérogations ou modifications qui seraient expressément formulées dans les conventions passées au sujet de ladite concession.

ART. 7. — Lorsque la concession est de la compétence de l'Etat, l'acte de concession est passé par le préfet, si elle ne s'étend que sur des communes situées dans le territoire du département, ou par le ministre des travaux publics, après avis du ministre de l'intérieur, si elle s'étend sur des communes situées dans plusieurs départements.

Lorsque la concession est de la compétence de la commune, l'acte de concession est passé par le maire, en exécution d'une délibération du conseil municipal.

Si la concession est de la compétence d'un syndicat de commu-

nes, l'acte de concession est passé par le président du comité du syndicat, en exécution d'une délibération de ce comité, homologuée par des délibérations des conseils municipaux de toutes les communes syndiquées.

La concession donnée au nom de la commune ou du syndicat de communes n'est définitive qu'après avoir été approuvée par le préfet.

Toutefois, si l'acte de concession passé par le ministre, le préfet, le maire ou le président du comité du syndicat de communes comporte des dérogations ou modifications au cahier des charges type, il ne devient définitif qu'après avoir été approuvé par un décret délibéré en Conseil d'Etat.

ART. 8. — Aucune concession ne peut faire obstacle à ce qu'il soit accordé des permissions de voirie ou une concession à une entreprise concurrente, sous la réserve que celle-ci n'aura pas des conditions plus avantageuses.

Toutefois, l'acte par lequel une commune ou un syndicat de communes donne la concession de l'éclairage public et privé sur tout ou partie de son territoire, peut stipuler que le concessionnaire aura seul le droit d'utiliser les voies publiques dépendant de la commune ou des communes syndiquées dans les limites de sa concession, en vue de pourvoir à l'éclairage privé par une distribution publique d'énergie, sans que cependant ce privilège puisse s'étendre à l'emploi de l'énergie à tous usages autres que l'éclairage, ni à son emploi accessoire pour l'éclairage des locaux dans lesquels l'énergie est ainsi utilisée.

Pendant la durée du privilège ainsi institué, les permissions de voirie délivrées par le préfet et les actes de concession passés au nom de l'Etat devront tenir compte de ce privilège dans les obligations imposées aux permissionnaires et concessionnaires.

ART. 9. — L'acte de concession ne peut imposer au concessionnaire une charge pécuniaire autre que les redevances prévues au paragraphe 7 de l'article 18, ni attribuer à l'Etat ou à la commune des avantages particuliers autres que les prix réduits d'abonnements qui seraient accordés aux services publics pour des fournitures équivalentes.

ART. 10. — La concession confère à l'entrepreneur le droit d'exécuter, sur les voies publiques et leurs dépendances, tous travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages en se conformant aux conditions du cahier des charges, des règlements de voirie et des règlements d'administration publique prévus à l'article 18 ci-après.

L'autorité qui a fait la concession a toujours le droit, pour un motif d'intérêt public, d'exiger la suppression d'une partie quelconque des ouvrages d'une concession ou d'en faire modifier les dispositions et le tracé.

L'indemnité qui peut être due dans ce cas au concessionnaire est fixée par les tribunaux compétents si les obligations et droits de celui-ci ne sont pas réglés soit par le cahier des charges, soit par une convention postérieure.

ART. 11. — Sont applicables aux concessions déclarées d'utilité publique l'article 6, les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 7 et les articles 8, 9 et 10 de la présente loi.

La déclaration d'utilité publique est prononcée, après enquête, par un décret délibéré en Conseil d'Etat, sur le rapport des ministres des travaux publics et de l'intérieur, après avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, et du ministre de l'agriculture.

L'acte de concession ne devient définitif qu'après avoir été approuvé par ce décret.

ART. 12. — La déclaration d'utilité publique investit le concessionnaire, pour l'exécution des travaux dépendant de la concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics. Le concessionnaire demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent pour l'administration de ces lois et règlements.

S'il y a lieu à expropriation, il y est procédé conformément à la loi du 3 mai 1841, au nom de l'autorité concédante et aux frais du concessionnaire.

La déclaration d'utilité publique d'une distribution d'énergie confère, en outre, au concessionnaire, le droit :

1° D'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments à la condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur ; étant spécifié que ce droit ne pourra être exercé que sous les conditions prescrites, tant au point de vue de la sécurité qu'au point de vue de la commodité des habitants, par les règlements d'administration publique prévus à l'article 18, lesdits règlements devant limiter l'exercice de ce droit au cas de courants électriques tels que la présence desdits conducteurs d'électricité à proximité des bâtiments ne soit pas de nature à présenter, nonobstant les précautions prises conformément aux règlements, des dangers graves pour les personnes ou les bâtiments ;

2° De faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées, sous les mêmes conditions et réserves que celles spécifiées à l'alinéa 1° ci-dessus :

3° D'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ;

4° De couper les branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

L'exécution des travaux prévus aux alinéas 1° à 4° ci-dessus, doit être précédée d'une notification directe aux intéressés et d'une enquête spéciale dans chaque commune ; elle ne peut avoir lieu qu'après approbation du projet de détail des tracés par le préfet.

Elle n'entraîne aucune dépossession ; la pose d'appuis sur les murs ou façades ou sur les toits ou terrasses des bâtiments ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever. La pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti, ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir. Le propriétaire devra, un mois avant d'entreprendre les travaux de démolition, réparation, suré-

lèvement, clôture ou bâtiment, prévenir le concessionnaire par lettre recommandée adressée au domicile élu par ledit concessionnaire.

Les indemnités qui pourraient être dues à raison des servitudes d'appui, de passage ou d'ébranchage, prévues aux alinéas 1^o, 2^o, 3^o et 4^o ci dessus, sont réglées en premier ressort par le juge de paix ; s'il y a expertise, le juge peut ne nommer qu'un seul expert.

TITRE VI. — Conditions communes à l'établissement et à l'exploitation des distributions sous le régime des permissions de voirie ou des concessions.

ART. 13. — L'établissement et l'exploitation des lignes de transport d'énergie électrique placées sous le régime soit du titre III, soit du titre IV, soit du titre V de la présente loi, sont soumis aux conditions ci-après.

ART. 14. — Les projets sont examinés par les représentants des services intéressés dans une conférence à laquelle prennent part, dans tous les cas, les représentants de l'administration des postes et des télégraphes. Si l'accord en vue de l'exécution des projets n'intervient pas au cours de la conférence, l'affaire est soumise au comité d'électricité. Si tous les ministres intéressés n'adhèrent pas à l'avis du comité, il est statué par décret en conseil des ministres.

ART. 15. — La mise en service d'une distribution d'énergie électrique ne peut avoir lieu qu'à la suite des essais faits en présence du service du contrôle et des représentants des services intéressés, et après délivrance par le préfet d'une autorisation de circulation du courant.

ART. 16. — Le contrôle de la construction et de l'exploitation est exercé sous l'autorité du ministre des travaux publics, soit par les agents qu'il aura délégués à cet effet lorsqu'il s'agit de concessions données par l'Etat ou de permissions pour des distributions empruntant en tout ou partie la grande voirie, soit par les agents délégués par les municipalités, lorsqu'il s'agit de concessions données par les communes ou les syndicats de communes, ou de permissions pour des distributions n'empruntant que les voies vicinales ou urbaines.

ART. 17. — L'administration des postes et des télégraphes peut adresser au service du contrôle, constitué comme il est dit à l'article 16, une réquisition à l'effet de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir ou faire cesser toute perturbation nuisible aux transmissions par des lignes télégraphiques ou téléphoniques actuellement existantes dans le rayon d'influence des conducteurs d'énergie électrique.

Semblable réquisition peut être adressée au service du contrôle par les fonctionnaires chargés de la surveillance de tout service public dont la marche subirait une atteinte du fait du fonctionnement d'une distribution d'énergie.

Le service du contrôle est tenu de prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit immédiatement déféré à la réquisition.

En cas de contestation, il est ensuite procédé comme il est dit à l'article 14.

ART. 18. — Des règlements d'administration publique, rendus sur le rapport du ministre des travaux publics, du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, du ministre de l'agriculture et, en outre, sur le rapport du ministre des finances pour les règlements de l'alinéa 7°, déterminent :

1° La forme des enquêtes prévues aux articles 6, 11 et 12, étant stipulé que l'avis des conseils municipaux intéressés devra être demandé au cours de ces enquêtes ;

2° Les formes de l'instruction des projets et de leur approbation ;

3° L'organisation du contrôle de la construction et de l'exploitation dont les frais sont à la charge du concessionnaire ou du permissionnaire ;

4° Les conditions générales et d'intérêt public auxquelles devront satisfaire les ouvrages servant à la distribution d'énergie, soit en vertu de concessions, soit en vertu de permissions de voirie ;

5° La forme des réquisitions à adresser en exécution de l'article 17 ;

6° Les mesures relatives à la police et à la sécurité de l'exploitation des distributions d'énergie ;

7° Les tarifs des redevances dues à l'Etat, aux départements et aux communes, en raison de l'occupation du domaine public par les ouvrages des entreprises concédées ou munies de permissions de voirie ;

8° Et, en général, toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi.

Les règlements visés par les alinéas 2°, 4°, 6° seront pris après avis du comité d'électricité.

ART. 19. — Des arrêtés pris par le ministre des travaux publics et le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, après avis du comité d'électricité, déterminent les conditions techniques auxquelles devront satisfaire les distributions d'énergie au point de vue de la sécurité des personnes et des services publics intéressés, ainsi qu'au point de vue de la protection des paysages. Ces conditions seront soumises à une révision annuelle.

TITRE VII. — Dispositions diverses.

ART. 20. — Il sera formé un comité d'électricité, composé, pour une moitié, de représentants professionnels français des grandes industries électriques et, pour l'autre moitié, de membres pris dans les administrations de l'intérieur, des travaux publics, du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de la guerre et de l'agriculture.

Les fonctionnaires, membres de ce comité, au nombre de quinze, seront nommés par décret sur les propositions que les ministres de l'intérieur, des travaux publics, du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de la guerre et de l'agriculture présenteront, chacun en ce qui le concerne, à raison de trois par ministère.

Les représentants professionnels des grandes industries électriques, au nombre de quinze, seront nommés par décret, sur les

propositions du ministre des travaux publics et du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le comité donnera son avis dans les cas prévus par la présente loi et sur toutes les questions dont les ministres intéressés le saisiront.

Le mode de son fonctionnement sera déterminé par un règlement d'administration publique.

ART. 21. — La déclaration d'utilité publique d'ouvrages à exécuter par l'Etat, un département, une commune ou une association syndicale de la loi du 26 juin 1865, modifiée par celle du 22 décembre 1888, ou par leur concessionnaire, confère à l'administration ou au concessionnaire pour l'établissement ou le fonctionnement des conducteurs d'énergie employés à l'exploitation de ces ouvrages, les droits de passage, d'appui et d'ébranchage spécifiés à l'article 12 ci-dessus, avec application des dispositions spéciales édictées à cet effet par les règlements d'administration publique prévus à l'article 18.

Le bénéfice de ces droits restera acquis à l'administration ou au concessionnaire, même dans le cas où l'énergie serait fournie aux conducteurs par une usine privée ou par une entreprise de distribution publique d'énergie non déclarée d'utilité publique, et aussi dans le cas où les ouvrages serviraient simultanément à un transport d'énergie destiné à des usages autres que le service public ou le service de l'association syndicale.

ART. 22. — Les contestations et réclamations auxquelles peut donner lieu l'application des mesures prises en vue de la protection des transmissions télégraphiques et téléphoniques et en général de la marche de tout service public, sont jugées par le conseil de préfecture, sauf recours au Conseil d'Etat, comme en matière de dommages causés par l'exécution des travaux publics.

ART. 23. — Toute contravention aux arrêtés d'autorisation pris en conformité des dispositions du titre II de la présente loi sera, après une mise en demeure non suivie d'effet, punie des pénalités portées à l'article 2 du décret-loi du 27 décembre 1851. Elle

sera constatée, poursuivie et réprimée dans les formes déterminées au titre V dudit décret.

ART. 24.—Lorsque le permissionnaire ou le concessionnaire d'une distribution d'énergie contreviendra aux clauses de la permission de voirie ou du cahier des charges de la concession ou aux décisions rendues en exécution de ces clauses, en ce qui concerne le service de la navigation ou des chemins de fer ou tramways, la viabilité des voies nationales, départementales ou communales, le libre écoulement des eaux, le fonctionnement des communications télégraphiques ou téléphoniques, procès-verbal sera dressé de la contravention par les agents du service intéressé dûment assermentés.

Ces contraventions seront poursuivies et jugées comme en matière de grande voirie et punies d'une amende de 16 à 300 francs, sans préjudice de la réparation du dommage causé.

Le service du contrôle pourra prendre immédiatement toutes les mesures provisoires pour faire cesser le dommage, comme il est procédé en matière de voirie. Les frais qu'entraînera l'exécution de ces mesures, ainsi que ceux des travaux que les administrations intéressées auraient été amenées à faire comme suite à la réquisition visée à l'article 17, seront à la charge du permissionnaire ou du concessionnaire. Il en sera de même pour les frais avancés par l'Etat pour la modification des installations des services publics préexistants.

ART. 25.—Toute infraction aux dispositions édictées dans l'intérêt de la sécurité des personnes, soit par les règlements d'administration publique, soit par les arrêtés visés à l'article 19, sera poursuivie devant les tribunaux correctionnels, et punie d'une amende de 16 à 3.000 francs, sans préjudice de l'application des pénalités prévues au Code pénal en cas d'accident résultant de l'infraction.

Les délits et contraventions pourront être constatés par des procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées et des mines, les ingénieurs et agents du service des télégraphes, les agents voyers, les agents municipaux chargés de la surveillance ou du contrôle et les gardes

particuliers du concessionnaire agréés par l'administration et dûment assermentés.

Ces procès-verbaux feront foi jusqu'à preuve du contraire

Ils seront visés pour timbre et enregistrés en débet.

Ceux qui seront dressés par des gardes particuliers assermentés devront être affirmés dans les trois jours, à peine de nullité, devant le juge de paix ou le maire, soit du lieu du délit ou de la contravention, soit de la résidence de l'agent.

ART. 26. — Sont maintenues dans leur forme et teneur les concessions et permissions accordées par des actes antérieurs à la présente loi.

ART. 27. — Sont abrogées la loi du 25 juin 1895 et toutes les dispositions contraires à la présente loi.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
Classification des distributions d'énergie électrique	8
 CHAPITRE PREMIER. — Des distributions situées sur des terrains privés à plus de dix mètres d'une ligne télégraphique ou téléphonique	 41
 CHAPITRE II. — Des distributions situées sur des terrains privés à moins de dix mètres d'une ligne télégraphique ou téléphonique	 45
I. — Condition d'existence des distributions.	45
II. — Ouvrages établis sur des terrains privés sous le régime des autorisations	16
III. — Des refus d'autorisation.	26
1 ^{er} cas : Refus d'autorisation conforme à l'avis de l'administration des postes	26
2 ^e cas : Décision entachée de vice de forme	31
3 ^e cas : Silence du préfet	32
 CHAPITRE III. — Des ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique établis sous le régime des permissions de voirie	 34
SECTION UNIQUE : § 1 ^{er} . — Formes de la demande	36
§ 2. — Conditions ordinaires des permissions de voirie.	40
§ 3. — Conditions techniques.	42
§ 4. — Des refus de permission.	43
§ 5. — Des retraits de permission	46
§ 6. — De la redevance	49
 CHAPITRE IV. — Régime des concessions simples sans déclaration d'utilité publique. — Textes.	 58

SECTION PRÉLIMINAIRE. — <i>Formation de l'idée de concession.</i> . . .	66
SECTION I. — <i>Des concessions simples :</i>	
§ 1. — Du pouvoir compétent pour accorder la concession.	77
§ 2. — Cahier des charges :	
A. — Nécessité d'un cahier des charges	83
B. — Cahier des charges	86
§ 3. — Formes de la demande et autorités compétentes pour passer les actes de concession	129
SECTION II. — A. — Concurrence. — Monopole.	137
B. — Tarifs de faveur.	144
SECTION III. — § 1 ^{er} . — Droits et obligations du concession- naire :	
A. — Droits du concessionnaire	146
B. — Obligations du concessionnaire.	151
§ 2. — Droits particuliers de l'autorité concédante. . .	151
§ 3. — Expiration du contrat de concession :	
1 ^o Expiration du délai fixé	155
2 ^o Rachat.	158
3 ^o Résiliation du contrat.	161
A. — A qui appartient-il de prononcer la dé- chéance ?	162
B. — Interprétation des clauses de résiliation. .	164
CHAPITRE V. — Des concessions déclarées d'utilité pu- blique.	168
SECTION I. — <i>Objet, caractère et utilité de la concession décla- rée d'utilité publique.</i>	171
SECTION II. — <i>Formalités pour la déclaration d'utilité publique et règles communes aux concessions déclarées d'utilité publique.</i>	176
SECTION III. — <i>Droits conférés et obligations imposées au con- cessionnaire par la déclaration d'utilité publique</i>	181
A. — Expropriation.	181
B. — Servitudes légales.	
§ 1 ^{er} . — Usage des propriétés privées:	183
§ 2. — Indemnités auxquelles donnent naissance les travaux d'installation d'une distribution décla- rée d'utilité publique	194
a) Indemnités dues à raison des servitudes d'ap- pui, de passage ou d'ébranchage.	194

b) Autres indemnités pouvant être dues par suite de l'exécution des travaux.	202
SECTION IV. — <i>Extension aux travaux exécutés par l'Etat, les départements, les communes ou les associations syndicales des droits reconnus par l'article 12 aux entreprises de distribution d'énergie électrique déclarées d'utilité publique.</i>	203
CHAPITRE VI. — Règles communes aux trois régimes.	209
SECTION I. — A. — Examen des projets	209
B. — Essais précédant la mise en service des distributions d'énergie.	214
C. — Contrôle de la construction et de l'exploitation.	215
D. — Perturbations nuisibles aux services publics.	219
E. — Règlements d'administration publique et arrêtés techniques.	224
§ 1. — Conditions générales et d'intérêt public auxquelles doivent satisfaire les ouvrages	226
§ 2. — Exécution et réception des travaux ; mise en service	248
§ 3. — Police et sécurité de l'exploitation.	249
§ 4. — Relation des entreprises de distribution avec la voirie.	251
§ 5. — Dispositions diverses	256
CHAPITRE VII. — Dispositions diverses. Comité d'électricité.	257
Contraventions	259
Concessions et permissions accordées antérieurement à la loi du 15 juin 1906	268
CONCLUSIONS.	271
ANNEXE. — Loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique	273

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
